

L'EGYPTE CONTEMPORAINE

Revue Trimestrielle
de la

Société Fouad Ier. d'Economie Politique, de Statistique et de Législation



JANVIER 1953.
XLIV^e ANNEE
No. 271.
LE CAIRE.

SOCIETE FOUAD Ier. D'ECONOMIE POLITIQUE, DE STATISTIQUE ET DE LEGISLATION

La Société a été fondée en 1909 sous l'impulsion du très regretté Roi Fouad I dont elle se glorifie de porter le nom. Son objet est de promouvoir les études et recherches dans les domaines économique, statistique et juridique.

Elle publie la présente revue qui est à la quarante quatrième année de sa fondation et consacrée aux études de différentes matières traitées du double point de vue scientifique et pratique.

Elle facilite la consultation des principaux ouvrages et revues égyptiens et étrangers dont sont richement dotées sa bibliothèque et sa salle de lecture

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président : ABDEL HAMID BADAWI, Ancien Ministre, Juge à la Cour Internationale de Justice de la Haye.

Vice-Président : KAMEL MOURSRY, Ancien Ministre de la Justice.

Secrétaire Général : HELMY BAHGAT BADAWI, Ministre du Commerce et de l'Industrie.

Trésorier : ABDEL HAKIM EL RIFAI, Président du Conseil d'Administration du Crédit Hypothécaire Agricole d'Egypte.

Membres du Comité : AHMED ABOUD, Président et Administrateur-Délégué de la Société Générale des Sucreries et de la Raffinerie d'Egypte ; AHMED KAMEL, Ancien Directeur Général de la Municipalité d'Alexandrie ; ALY EL CHAMSI, Président du Conseil d'Administration de la National Bank of Egypt ; HAFEZ AFIFI, Ancien Ministre ; SADEK HENEIN, Directeur Général de la Société Anonyme des Eaux du Caire ; MAHMOUD CHOUKRI, Ancien Ministre ; MOHAMMED HILMY ISSA, Ancien Ministre de la Justice ; MOHAMED AMIN FIKRI, Gouverneur de la National Bank of Egypt ; S. SIDAROUSS, Ancien Ministre Plénipotentiaire d'Egypte à Washington ; A. J. BOYE, Directeur de l'Institut des Hautes Etudes Françaises en Egypte ; Comte JEAN P. DE GRAILLY, Agent Supérieur de la Compagnie Universelle du Canal Maritime de Suez ; ABDEL RAZZAK AHMED EL SANHOURY, Président du Conseil d'Etat ; M. JACQUET, Avocat-conseil ; HASSAN MOUKHTAR RASMI, Ancien Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances ; HUSSEIN FAHMY, Ancien Ministre des Finances ; IBRAHIM BAYOUMI MADKOUR, Ancien Ministre ; M. SANNY LACKANY, Ancien Vice-Président de la Cour des Comptes ; ZAKI ABDEL MOTAAL, Ancien Ministre des Finances ; Sir A. KEOWN BOYD, K.B.E., G.M.G., Président et Administrateur Délégué de la Société Beyda Dyers ; M. VINCENOT, Président du Conseil d'Administration du Crédit Foncier Egyptien.

Secrétaire : I. G. LEVI, Ancien Directeur Général de l'Administration de la Statistique, Membre titulaire de l'Institut International de Statistique.

Censeurs : Dr. ISCANDAR, A. DOSS et PAUL DEMANGET.

RF
r

L'EGYPTE CONTEMPORAINE

(XLIV^e ANNEE, JANVIER 1953, No. 271)

Prix P.T. 40

IMPRIMERIE MONDIALE

16, Rue Darh Saad

Tél. 29317 — LE CAIRE, 1953

MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

Les membres actifs de la Société sont de deux catégories : les membres titulaires payant une cotisation de P.T. 150 par an et les membres donateurs s'inscrivant pour une cotisation de L.E. 10 au minimum. Ils sont nommés par le Conseil sur leur demande appuyée par au moins un membre de la Société et ont tous droit au service gratuit de la Revue de la Société.

La Société compte actuellement environ 600 membres.

CONDITION D'ABONNEMENT

Le prix de l'abonnement à la revue est de P.T. 150 pour l'Égypte et le Soudan et 34 shellings pour tous les pays faisant partie de l'Union Postale.

Les numéros non réclamés par Messieurs les Membres et Abonnés dans l'intervalle entre la parution de deux fascicules consécutifs ne leur seront livrés que contre paiement du prix.

Le prix du fascicule est de P.T. 40 pour l'Égypte et 8 shellings et 12 pence pour l'étranger.

Les opinions émises par les collaborateurs de la revue n'engagent pas la responsabilité de la Société.

La reproduction et la traduction des articles publiés dans la présente revue sont interdites, sauf autorisation préalable de la Société.

Tout manuscrit soumis à « L'Égypte Contemporaine » devient la propriété de la Société.

Les demandes d'adhésion, d'abonnement ou d'information doivent être adressées au Secrétariat de la Société, Boîte Postale No. 732.

Siège : Le Caire, 16 Chareh El Maleka — Téléphone 52797.

SOMMAIRE

EN LANGUES ETRANGERES

ARTICLES

	Pages
Liste des Membres	I-XXXV
Dr. AHMED HUSSEIN and Dr. M. A. BADRY. — A Statistical Report on Commercial workers and the effect of the Minimum Wage scheme on their wages	1-8
Dr. GAMAL ELDIN MOHAMED SAID. — Newer aspects of location in Egyptian Industry	9-13
MAHMOUD AMIN ANIS. — The National Income of Egypt, 1950	19-30

ACTUALITES

Ouvrages reçus, quatrième trimestre 1952	31-32
Relevé des principaux articles parus dans les revues égyptiennes et étrangères	33-52
Législation économique et financière, quatrième trimestre 1952	53-78
Tableaux statistiques	79-103

EN LANGUE ARABE

ARTICLES

Dr. AHMED HUSSEIN and Dr. M. A. BADRY. — A Statistical Report on Commercial workers and the effect of the Minimum Wage Scheme on their wages	1-33
Dr. MAHMOUD AMIN ANIS. — The National Income of Egypt, 1950	35-67

ACTUALITES

Législation économique et financière	69-80
--------------------------------------	-------

LISTE DES MEMBRES.

Les Membres dont les adresses ne sont pas exactement indiquées sur la liste suivante sont priés d'en informer le Secrétariat de la Société (Chareh El-Maleka, No. 16). Ceux dont les adresses ne sont pas suivies du nom de la ville résident au Caire.

No.
d'In-
scription

MEMBRES DONATEURS

- 326 AHMED ABOUD, *Président du Conseil d'Administration de la Société Générale des Sucreries et de la Raffinerie d'Egypte*, B.P. No. 2051.
- 214 ALEXANDRIA NAVIGATION COMPANY (THE), B.P. No. 82 (Alexandrie).
- 165 APPEL (EMMANUEL), *Président de la Smelting Co. (Egypt)*, S.A.E., Boite Postale No. 1898.
- 338 BANQUE BELGE ET INTERNATIONALE EN EGYPT, Rue Kasr-el-
Nil, No. 45.
- 552 BANQUE MISR, Rue Emad-el-Dine, No. 18.
- 278 BANQUE OTTOMANE, Rue Abdel Khalek Sarwat Pacha.
- 589 BANQUE K. A. ZILKHA, Rue El-Sultan El Saheb, Hamzaoui,
P.O. Bag.
- 262 BEIDA DYERS, S.A.E., Rue Kasr-el-Nil, No. 17, B.P. No. 18.
No. 18.
- 190 CAIRO ELECTRIC RAILWAYS AND HELIOPOLIS OASES COMPANY
LTD., Boulevard Abbas, Héliopolis.
- 260 COMPAGNIE UNIVERSELLE DU CANAL MARITIME DE SUEZ, Rue
Lazogli, No. 6, Kasr-el-Doubara ; B.P. No. 2120.
- 231 COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS, Rue Chérif
Pacha, No. 11 ; B.P. No. 593 (Alexandrie).
- 289 CRÉDIT AGRICOLE ET COOPÉRATIF, S.A.E., Rue Gameh
Charkass.

- | No.
d'ins-
cription | |
|---------------------------|--|
| 223 | CRÉDIT FONCIER EGYPTIEN, Rue Abdel Khalek Sarwat Pacha, No. 14 ; B.P. No. 141. |
| 344 | CRÉDIT LYONNAIS, Rue Chérif Pacha, No. 4 (Alexandrie). |
| 286 | DELTA TRADING COMPANY, Rue Ibn el Rashid, No. 44 Gueziret Badran. |
| 58 | EGYPTIAN COPPER WORKS, S.A.E., P.O. Bag, Bacos (Ramleh). |
| 363 | EGYPTIAN HOTELS LTD., Semiramis Hotel. |
| 225 | EGYPTIAN PRODUCE TRADING CY., S.A.E., Rue Nébi Daniel (Alexandrie). |
| 259 | EGYPTIAN SALT AND SODA COMPANY, Rue Fouad 1er, No. 1 (Alexandrie). |
| 345 | EMILIO LÉVI & Co., Rue Abdel Moneim, No. 73 (Alexandrie). |
| 325 | ETABLISSEMENTS OROSDI BACK, B.P. No. 332. |
| 212 | FILATURE NATIONALE D'EGYPTE, B.P. No. 119 (Alexandrie). |
| 136 | GRANDS MAGASINS CICUREL, S.A.E., Rue Fouad 1er, No. 3. |
| 101 | HELWAN PORTLAND CEMENT COMPANY, S.A.E., Immeuble François Tagher, Rue Elhamy, Kasr-el-Doubara. |
| 361 | LAND BANK OF EGYPT, Rue Toussoun Pacha, No. 6 ; B.P. 614 (Alexandrie). |
| 134 | MARCONI-RADIO TELEGRAPH CY. OF EGYPT, S.A.E., Rue Eloui, No. 5. |
| 156 | MOHAMED AHMED FARGHALI, B.P. No. 594 (Alexandrie). |
| 137 | MOHAMED SAYED YASSINE, Rue Kasr-el-Nil, No. 34. |
| 224 | NATIONAL BANK OF EGYPT, Rue Kasr-el-Nil. |
| 182 | PHARAONIC MAIL LINE (THE), S.A.E., Rue Chérif Pacha, No. 26. |
| 132 | S. & S. SEDNAOUI & CO. LTD., Midan El-Khazindar. |

No
d'ins-
cription

- 87 SOCIÉTÉ ANONYME ÉGYPTIENNE D'ASSURANCES « AL CHARK », Place Soliman Pacha, No. 2.
- 295 SOCIÉTÉ ANONYME DES EAUX DU CAIRE, Rue Foum al-Teraa el-Boulakieh ; B.P. No. 55.
- 402 SOCIÉTÉ ANONYME DE WADI KOM OMBO, Rue Cheikh Aboul-Sebaa, No. 17 ; B.P. No. 738.
- 86 SOCIÉTÉ D'AVANCES COMMERCIALES, Rue Abdel Khalek Sarwat Pacha, No. 41.
- 162 SOCIÉTÉ ÉGYPTIENNE DE CIMENT PORTLAND TOURAH, Tourah,
- 419 SOCIÉTÉ FINANCIÈRE ET INDUSTRIELLE D'EGYPTE, Avenue Fouad 1er, No. 1 (Alexandrie).
- 154 SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES SUCRERIES ET DE LA RAFFINERIE D'EGYPTE, Rue Cheikh Aboul-Sebaa, No. 12 ; B.P. 763.
- 174 SOCIÉTÉ MISR POUR LA FILATURE ET LE TISSAGE DE COTON (Mehalla el-Kobra).
- 478 SOCIÉTÉ NATIONALE DU PAPIER, Rue Adly Pacha, No. 19.
- 387 SOCIÉTÉ ROYALE D'AGRICULTURE, B.P. No. 63, Guizeh.
- 155 TRACTOR AND ENGINEERING COMPANY, S.A.E., B.P. No. 366.
- 26 UNITED EGYPTIAN NILE TRANSPORT Cy., Rue Adly Pacha, No. 4.
- 536 USINES TEXTILES « AL KAHIRA », Rue el Azhar, No. 70, B.P. No. 1388.

MEMBRES HONORAIRES

- 109 LINANT DE BELLEFONDS (MAURICE), *Ancien Secrétaire Général de la Société Fouad 1er d'Economie Politique, de Statistique et de Législation*; Rue Ahmed Hechmat Pasha No. 9, Zamalek.
- 50 WATHELET (JULES), *Ancien Secrétaire Général de la Société Fouad 1er d'Economie Politique, de Statistique et de Législation*, Avenue Léo Errera, No. 32 (Bruxelles).

No.
d'ins-
cription

MEMBRES TITULAIRES

- 504 ABADIR (ALFRED), *Auditor in the State Audit*, Rue Maglis el Nowab No. 17, Haret Sabet, Abdine.
- 449 ABAZA (FOUAD), *Ancien Directeur Général de la Société Royale d'Agriculture*, Rue Rachdan No. 4, Dokki.
- 352 ABAZA (OSMAN ZAKI), *Ancien Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances*, Rue Hassan Pacha Sabry, No. 20, Zamalek.
- 120 ABBAS SID AHMED, *Ancien Directeur de l'Administration Générale au Ministère de l'Intérieur*, Rue Hassan Pacha Sabry, No. 28, Zamalek.
- 226 ABDALLAH KISHK, *Conseiller Royal*, Rue El Moutanabbî No. 3, Koubbeh Gardens.
- 301 ABD EL-AZIZ BIBLAOUI, *Conseiller d'Etat*, Rue Izzet Pacha, No. 5, Matarieh.
- 475 ABD EL-AZIZ MEHANNA, *Professeur à la Faculté de Commerce, Université Fouad Ier*, Rue Amin El Raféi Bey No. 26, Guizeh.
- 28 ABD EL-FATTAH EL-SAYED (Dr.), *Ancien Président de la Cour de Cassation*, Rue Omar Ebn el Khattab No. 9, Héliopolis.
- 569 ABD EL-HAKIM FARRAG, *Conseiller d'Etat*, Rue Maamal el Sokkar No. 9, Garden City.
- 318 ABD EL-HAKIM EL-RIFAI, *Docteur en droit, Président du Conseil d'Administration du Crédit Hypothécaire Agricole d'Egypte*; Rue El Amir Mahmoud Hamdi No. 4, Guizeh.
- 544 ABD EL-HAKIM ELZAERI, *Avocat*, Rue Eid el Guindi No. 6, (Beni Souef).
- 305 ABD EL-HAMID BADAWI (Dr.), *Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Juge à la Cour Internationale de la Haye*, Rue Nubar No. 8, Héliopolis.

No.
d'ins-
cription

- 82 ABD EL HAMID HASSAN, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère du Commerce et de l'Industrie*, Rue Boutros Pacha Ghali No. 6, Héliopolis.
- 393 ABDEL HAMID ROUSTOUM, *Juge*, Rue el-Bergass No. 3, Garden City.
- 516 ABDEL KADER MAHGOUB, *Contentieux de la Cie. Universelle du Canal Maritime de Suez*, Ismaïlieh.
- 41 ABD EL-LATIF HUSSEIN, *Doyen de la Faculté de Commerce, Université Ibrahim*, Rue Menouf No. 2, Héliopolis.
- 460 ABDEL LATIF MOHAMED SADEK, *Avocat*, Rue Emad el Dine No. 33.
- 273 ABDEL MAKSUD AHMED, *Président, Administrateur Délégué de la Banque Misr*, Ezbet Sariakous, Al Marg, Kalioubieh.
- 297 ABD EL-MALEK (ALBERT A.), *Maamour des Impôts, Administration de Tantah*, Tantah.
- 539 ABDEL MALEK (ANTOINE), *Avocat*, Rue Fouad 1er, No. 21.
- 294 ABD EL-MALEK (MENÈS), *Docteur en Droit, Professeur d'Economie Politique à l'Institut Supérieur de Commerce*, Rue Senan Pacha No. 23, Zeitoun.
- 145 ABDEL MEGUID EL CHARKAOUI, *Avocat*, Rue Soliman Pacha No. 45.
- 287 ABDEL MONEIM ABDEL AZIZ EL GAMMAL, Rue el Mansour Mohamed No. 10, Zamalek.
- 480 ABDEL MONEIM AHMED MOHAMED EL-BANNA (Dr.), *Lecturer in Economics, Faculty of Commerce, Fouad Ist University*, Rue El Roda No. 33.
- 83 ABDEL MONEIM EL TANAMLI, *Docteur en Droit, Directeur du Bureau Technique du Ministère de l'Economie Nationale*, Rue Kasr el Aini, No. 68.
- 146 ABDEL MONEIM KAISOUNI (Dr.), *Sous-Directeur de la National Bank of Egypt*, Rue No. 77, Imm. No. 19, Méadi.

- | No.
d'Ins-
cription | |
|---------------------------|--|
| 443 | ABDEL-MOTI KHAYYAL (Dr.), <i>Conseiller à la Cour de Cassation</i> , Rue Eloui No. 12, |
| 68 | ABD EL-RAHIM GHONEIM, <i>Ancien Procureur Général près la Haute Cour</i> , Rue Tala No. 4, Héliopolis. |
| 168 | ABDEL RAHMAN EL-RAFEI (Dr.), Rue Adly Pacha, No. 21. |
| 92 | ABD EL-RAZZAK AHMED EL-SANHOURY (Dr.), <i>Président du Conseil d'Etat</i> , Rue Aly Chaarawi Pacha No. 3, Koubbeh Gardens. |
| 457 | ABD EL-RAHMAN NOUR, <i>Avocat</i> , Rue Rifaa, No. 6, Guizeh. |
| 467 | ABDEL SALAM EL NAHAS, <i>Président de la Cour des Fonctionnaires de l'Etat</i> , Rue Helmieh No. 8, Héliopolis. |
| 8 | ABDEL SALAM OSMAN, Rue Ebn Zanki, No. 22, Zamalek. |
| 103 | ABDOU KAMEL SIDKY, <i>Avocat</i> , Rue el Teatro, No. 2. |
| 43 | ABET (G.), <i>Avocat</i> , Rue Soliman Pacha, No. 14. |
| 235 | ABOUD ABDEL LATIF (Dr.), <i>Directeur adjoint de la Douane de Bagdad</i> (Irak). |
| 351 | ABOUL FETOUH (ISMAIL), <i>Conseiller à la Cour d'Appel de Mansourah</i> , Rue Ismail Aboul Fetouh No. 18, Guiza. |
| 423 | ABOU STEIT HECHMAT, <i>Vice-Doyen de la Faculté de Droit</i> , Rue Saluli, No. 2, Guizeh-Branch. |
| 389 | ADDA (JOSEPH, D.), Rue Adib No. 2 (Alexandrie). |
| 406 | ADEL MOHAMED ALLOUBA, <i>Avocat</i> , Rue Chérif Pacha No. 42. |
| 555 | ADÈS (CLÉMENT, N.), Rue Ismail Pacha, No. 20, Garden City, B.B. No. 342. |
| 430 | ADLER (RICHARD), c/o Herrling and Cy., P.O.B. No. 570 (Alexandrie). |
| 257 | AFIFI (TAHA), <i>Expert Fiscal</i> , Rue Gare du Caire No. 3 (Alexandrie). |

- | No.
d'In-
scription | |
|---------------------------|---|
| 150 | AGAMI (YACoub, S.), Midan El Daher No. 4. |
| 271 | AGHAZARM (JACQUES), <i>Avocat</i> , Rue el-Adel Abou Bakr No. 8, Zamalek. |
| 540 | AHMED ABDEL GAFFAR, <i>Ancien Ministre</i> , Rue Fouad Ier No. 30, Méadi. |
| 591 | AHMED ABU ISMAIL (Dr.), <i>Professeur à la Faculté de Commerce</i> , Université Fouad Ier, Imm. Dar El Chefa, Rue El Amir Toussoum, Agouza. |
| 39 | AHMED DIMIRDASH TOUNI, <i>Inspecteur de l'Administration de Coopération</i> , Palais de Koubbeh. |
| 324 | AHMED CHOUCRY EL HAKIM, <i>Secrétaire Général de la Société Misr d'Assurances</i> , Rue Kasr el-Nil, No. 43. |
| 147 | AHMED ENAN, <i>Directeur Général adjoint de la Société Misr d'Assurances</i> , Rue Kasr el-Nil, No. 43. |
| 390 | AHMED ESMAT, Rue Ismail Pacha No. 9, Garden City. |
| 191 | AHMED ESMET ABDEL MAGID, <i>Légation Royale d'Egypte</i> (Londres). |
| 380 | AHMED HASSAN, <i>Président de la Cour de Cassation</i> , Rue El Malek El Afdal, No. 6, Zamalek. |
| 492 | AHMED HELMY, <i>Vice-Président de la Cour de Cassation</i> , Rue El Malek Abdel Aziz Aly Séoud No. 37, Roda, Guizeh. |
| 468 | AHMED HUSSEIN, <i>Avocat</i> , Rue Darih Saad, No. 16. |
| 530 | AHMED KAMEL, <i>Ancien Ministre</i> , Rue Khédive Ismail, No. 174. |
| 525 | AHMED LOUTFI EL-SAYED, <i>Ancien Ministre</i> , Rue Nubar, No. 3, Héliopolis. |
| 200 | AHMED MAHMOUD FAHMY, <i>Délégué au Conseil d'Etat</i> , Imm. Abdallah Soliman, Rue Farouk. |

No.
d'ins-
cription

- 541 AHMED MAMDOUH MOURSI, *Administrateur de Sociétés*, Imm. Nessim Pacha, Rue Ahram, Guizeh.
- 220 AHMED MIDHAT, *Avocat*, Rue Chérif Pacha No. 44.
- 81 AHMED MOHAMMED IBRAHIM (Dr.), *Président de la Cour des Comptes*, Rue el Malek el Afdal, No. 3, Zamalek.
- 160 AHMED MOHAMMED KHACHABA, *Ancien Ministre*, Méadi.
- 32 AHMED MOUSSA (Dr.), *Conseiller Adjoint au Conseil d'Etat*, Rue Koubbeh, No. 21, Héliopolis.
- 445 AHMED NAGUIB EL HILALY, *Ancien Ministre*, Rue No. 11, Imm. No. 35, Méadi.
- 341 AHMED NAZMY ABD EL-HAMID, *Docteur en droit*, Rue el Chams, No. 1, Kasr el Doubara.
- 425 AHMED RAMZY, *Ministre Plénipotentiaire d'Egypte* (Rome).
- 252 AHMED RASHEED, *Juge*, San Stefano, Ramleh.
- 564 AHMED SAFWAT, Rue No. 81, Villa No. 19, Méadi.
- 600 AHMED SAID DEWEDAR, Rue Sedky Pacha, No. 15, El Agouza, Dokki.
- 95 AHMED ZAKI ABOUL NASR, *Direction Générale des Recherches Economiques et Financières, Ministère des Finances*.
- 40 AHMED ZAKI MOUSSA HAYKAL, *Expert Comptable*, Banque Misr, Dawaween.
- 511 AIDA ABDEL HAMID ABOU HAIF, *Avocate*, Rue El Ahram, Imm. Tewfik Nessim, Guizeh.
- 193 ALLAM MOHAMMED, *Ancien Président du Conseil d'Administration du Crédit Agricole et Coopératif*, Rue El Bergasse, No. 5, Garden City.
- 512 ALY AYOUB, *Avocat*, Rue Soliman Pacha, No. 42.
- 178 ALY EL-CHAMSI, *Ancien Ministre, Président du Conseil d'Administration de la National Bank of Egypt*.

No.
d'ins-
cription

- 493 ALY EL-HAMAMSY, *Avocat*, Rue El Gezira El Wasta No. 14.
- 592 ALY EL KHOCHKHANY, *Avocat*, Rue Kasr el-Nil, No. 4.
- 195 ALY HEIDAR HEGAZI, *Ancien Conseiller à la Cour de Cassation*, Rue Menouf, No. 3, Héliopolis.
- 218 ALY HUSSEIN EL CHALAKANI, *Avocat*, Rue Adly Pacha, No. 14.
- 263 ALY KABIL, Rue Mamalek Bahria, No. 11, Rodah.
- 97 ALY MOHAMMED ALLOUBA, Rue Abbas No. 8, Héliopolis.
- 284 ALY MOHAMMED BADAWI, *Avocat, Ancien Doyen de la Faculté de Droit*, Rue Kasr el Nil, No. 22.
- 476 ALY TEWFIK HAGGAG, *Directeur des Recherches Techniques, Statistique Générale de l'Etat*.
- 358 ALY ZAZI EL-ORABI, *Ancien Président du Sénat*, Midan Abdel Moneim, No. 10, Guizeh.
- 205 AMBACHE (S.), *Administrateur Egyptian General Supply Co.*, Rue El Falaki No. 63, B.P. No. 398.
- 498 AMIN ABDEL MALEK BOTROS, *Avocat*, Rue Chérif Pacha, No. 15.
- 386 ANCONA (ISAAC), *Expert Syndic*, Rue Chawarby, No. 2, B.P. No. 1346.
- 177 ANDRAOS (ADLY), *Ministre Plénipotentiaire d'Egypte à Paris*.
- 590 ANUAR BAKIR, *Docteur en Droit, Directeur du Bureau Technique à l'Administration des Postes*, Chareh El Maleka, No. 216.
- 332 ARDITI (CHARLES), *Industriel*, Rue Zarak, No. 3, Sahel Rod el Farag, Boîte Postale No. 80.
- 65 AREF ZAHER, *Sous-Directeur du Département Economique de la Ligue des Etats Arabes*, Rue Youssef El Guindi No. 18.

- | | No.
d'ins-
cription | |
|-----|---------------------------|--|
| 180 | ARIDA (FOUAD), | Rue Aly Fakhri, No. 6, Saba Pacha (Alexandrie). |
| 185 | ASFAR (GABRIEL), | <i>Avocat</i> , Rue Kasr-el-Nil, No. 34. |
| 545 | ATALLA (KHALIL), | <i>Avocat</i> , Rue Baehler, No. 1. |
| 441 | AUTRAND (LOUIS), | Rue Nabatat No. 14, Garden City. |
| 108 | AWADALLAH OSMAN, | <i>Contentieux de la Société Générale des Sucrieries.</i> |
| 466 | AWAD NAGUIB, | <i>Avocat</i> , Rue Sarwat Pacha, No. 42. |
| 309 | AYOUB (CHARLES), | <i>Ancien Conseiller Royal</i> , Rue Neroutzos, No. 15 (Alexandrie). |
| 53 | BAHARI (TEWFIK), | <i>Directeur de la Sidi Salem Company</i> , Rue de la Banque Misr, No. 1. |
| 240 | BARCILON (HENRI), | <i>Ingénieur, Administrateur Directeur de la Société Siegart, Maassarah</i> , Rue Salamlek No. 12, Garden City. |
| 217 | BARRADA (AHMED NAGUIB), | <i>Avocat</i> , Midan El Gamea, Guizeh. |
| 239 | BARSOUM (ADEL), | Rue Baron Empain, No. 18, Héliopolis. |
| 360 | BASRI (ELIE), | <i>Avocat</i> , Rue Adly Pacha, No. 16. |
| 485 | BEMPECHAT (RAYMOND), | <i>Cairo Electric Railways and Heliopolis Oases Company</i> , Héliopolis. |
| 562 | BESSO (JOSEPH M.), | <i>Administrateur de Sociétés</i> , Rue el Azhar, No. 70, B.P. No. 1288. |
| 125 | BITTAR (ANDRÉ), | <i>Société Egyptienne des Constructions Modernes « Al Chams »</i> , Rue Talaat Harb Pacha, No. 16. |
| 334 | BONVOISIN (EMM.), | <i>Docteur en Droit, Directeur Général de la Banque Belge et Internationale en Egypte</i> , Rue Kasr el Nil, No. 45. |
| 453 | BOULAD (GEORGES), | <i>Président de l'Institut Egyptien d'Actuariat et Statistique</i> , Avenue Fouad 1er, No. 33. |

No.
d'ins-
cription

- 249 BOUTROS ELIAS AWAD, *Docteur en Droit*, Rue El Antikha-
na, No. 26.
- 237 BOYÉ (A. J.), *Directeur de l'Institut des Hautes Etudes
françaises en Egypte*, Rue Mounira.
- 261 BUSSARD (EUGÈNE), Rue Soliman Pacha No. 44, Imm. Green.
- 274 CASSIS (JOSEPH), *Ancien Conseiller Royal*, Avenue Moha-
med Aly, No. 17, Héliopolis.
- 506 CĀSULLI (M. S.), *Négociant*, B.P. No. 1430 (Alexandrie).
- 347 CATAFAGO (EDOUARD), *Avocat*, Rue Adly Pacha, No. 24.
- 349 CATTALU (ASLAN), Rue Ibrahim Pacha Naguib, No. 8,
Garden City.
- 411 CATTALU (RENÉ), *Administrateur-Délégué de la Société Ano-
nyme de Wadi Kom Ombo*, B.P. No. 738.
- 300 CEYSENS (ALBERT), *Directeur Général de la Société Géné-
rale des Sucreries*.
- 84 CHAKER (J. H.), *Directeur pour l'Egypte et la Palestine de
la Cie. Internationale des Wagons-Lits*, Rue Mohamed
Mazhar Pacha, No. 20, Zamalek.
- 198 CHALOM (RUDOLPH), *Avocat*, Rue Talaat Harb Pacha,
No. 17, B.P. No. 76.
- 346 CHAMLEY (PAUL), *Professeur à l'Institut des Hautes Etudes
Françaises en Egypte*, Rue Mounira.
- 508 CHAMMAH (J. R.), *Avocat*, Rue Saroit Pacha, No. 27.
- 416 CHAUDET (GUSTAVE), *Docteur en Droit, Secrétaire Général
de la Chambre de Commerce Suisse*, Rue Mohamed
Mazhar Pacha, No. 3, Zamalek.
- 4 CHAWKI MOUSTAPHA EL SAKKA, c/o Me. Ahmed El Halabi,
Rue Chérif Pacha, No. 2.
- 451 CHAWKY WAHBI, *Avocat*, Rue Fouad Ier, No. 57, B.P.
No. 1197.

- | No.
d'In-
scription | |
|---------------------------|--|
| 180 | ARIDA (FOUAD), Rue Aly Fakhri, No. 6, Saba Pacha (Alexandrie). |
| 185 | ASFAR (GABRIEL), <i>Avocat</i> , Rue Kasr-el-Nil, No. 34. |
| 545 | ATALLA (KHALIL), <i>Avocat</i> , Rue Baehler, No. 1. |
| 441 | AUTRAND (LOUIS), Rue Nabatat No. 14, Garden City. |
| 108 | AWADALLAH OSMAN, <i>Contentieux de la Société Générale des Sucreries</i> . |
| 466 | AWAD NAGUIB, <i>Avocat</i> , Rue Sarwat Pacha, No. 42. |
| 309 | AYOUB (CHARLES), <i>Ancien Conseiller Royal</i> , Rue Neroutzos, No. 15 (Alexandrie). |
| 53 | BAHARI (TEWFIK), <i>Directeur de la Sidi Salem Company</i> , Rue de la Banque Misr, No. 1. |
| 240 | BARCILON (HENRI), <i>Ingénieur, Administrateur Directeur de la Société Siegart, Maassarah</i> , Rue Salamlek No. 12, Garden City. |
| 217 | BARRADA (AHMED NAGUIB), <i>Avocat</i> , Midan El Gamea, Guizeh. |
| 239 | BARSOUM (ADEL), Rue Baron Empain, No. 18, Héliopolis. |
| 360 | BASRI (ELIE), <i>Avocat</i> , Rue Adly Pacha, No. 16. |
| 485 | BEMPECHAT (RAYMOND), <i>Cairo Electric Railways and Helio-
polis Oases Company</i> , Héliopolis. |
| 562 | BESSO (JOSEPH M.), <i>Administrateur de Sociétés</i> , Rue el Azhar, No. 70, B.P. No. 1288. |
| 125 | BITTAR (ANDRÉ), <i>Société Egyptienne des Constructions Modernes « Al Chams »</i> , Rue Talaat Harb Pacha, No. 16. |
| 334 | BONVOISIN (EMM.), <i>Docteur en Droit, Directeur Général de la Banque Belge et Internationale en Egypte</i> , Rue Kasr el Nil, No. 45. |
| 453 | BOULAD (GEORGES), <i>Président de l'Institut Egyptien d'Ac-
tuariat et Statistique</i> , Avenue Fouad 1er, No. 33. |

- No.
d'In-
scription
- 249 BOUTROS ELIAS AWAD, *Docteur en Droit*, Rue El Antikha-
na, No. 26.
- 237 BOYÉ (A. J.), *Directeur de l'Institut des Hautes Etudes
françaises en Egypte*, Rue Mounira.
- 261 BUSSARD (EUGÈNE), Rue Soliman Pacha No. 44, Imm. Green.
- 274 CASSIS (JOSEPH), *Ancien Conseiller Royal*, Avenue Moha-
med Aly, No. 17, Héliopolis.
- 506 CĀSULLI (M. S.), *Négociant*, B.P. No. 1430 (Alexandrie).
- 347 CATAFAGO (EDOUARD), *Avocat*, Rue Adly Pacha, No. 24.
- 349 CATTAGI (ASLAN), Rue Ibrahim Pacha Naguib, No. 8,
Garden City.
- 411 CATTAGI (RENÉ), *Administrateur-Délégué de la Société Ano-
nyme de Wadi Kom Ombo*, B.P. No. 738.
- 300 CEYSENS (ALBERT), *Directeur Général de la Société Géné-
rale des Sucreries*.
- 84 CHAKER (J. H.), *Directeur pour l'Egypte et la Palestine de
la Cie. Internationale des Wagons-Lits*, Rue Mohamed
Mazhar Pacha, No. 20, Zamalek.
- 198 CHALOM (RUDOLPH), *Avocat*, Rue Talaat Harb Pacha,
No. 17, B.P. No. 76.
- 346 CHAMLEY (PAUL), *Professeur à l'Institut des Hautes Etudes
Françaises en Egypte*, Rue Mounira.
- 508 CHAMMAH (J. R.), *Avocat*, Rue Saroit Pacha, No. 27.
- 416 CHAUDET (GUSTAVE), *Docteur en Droit, Secrétaire Général
de la Chambre de Commerce Suisse*, Rue Mohamed
Mazhar Pacha, No. 3, Zamalek.
- 4 CHAWKI MOUSTAPHA EL SAKKA, c/o Me. Ahmed El Halabi,
Rue Chérif Pacha, No. 2.
- 451 CHAWKY WAHBI, *Avocat*, Rue Fouad Ier, No. 57, B.P.
No. 1197.

- | No.
d'In-
scription | |
|---------------------------|--|
| 49 | CHEHATA AZER, <i>Avocat</i> , Rue Sandouk el Deine No. 3. |
| 242 | CHEHATA (TEWFIK), <i>Docteur en Droit, Professeur à la Faculté de Droit</i> , Rue Boustan el Maksi No. 10, Koubri El Limoun. |
| 599 | CHEVALIER (MAURICE), Rue Shagaret el Dor, No. 5, Zamalek. |
| 447 | CHINTARA (KHALIL), <i>Avocat</i> , Rue Salah el Dine, No. 68, Héliopolis. |
| 119 | CHOUHAYEB (ABDEL LATIF), <i>Conseiller au Comptoir National d'Escompte de Paris</i> , Rue Adly Pacha, No. 22. |
| 38 | CHRISTOPHIDES (MICHEL), <i>Docteur en droit, Contentieux du Crédit Foncier Egyptien</i> , Rue Antikhana, No. 15. |
| 208 | CICUREL (CLÉMENT), <i>Négociant</i> , Chareh El Guezira No. 10, Zamalek. |
| 307 | COCHTI (J.), <i>Représentant de Fabriques</i> , Rue Soliman Pacha No. 1, Boite Postale No. 1120. |
| 550 | COHEN (ELIE MAURICE), Rue Gameh El Agouza, No. 4, Dokki. |
| 22 | COTTAN (EMILE), <i>Avocat, Fondé de Pouvoirs et Chef du Contentieux du Crédit Foncier Egyptien</i> , Imm. Al Chams, Midan Kasr el-Doubara. |
| 71 | CRANSHOFF (MARCEL), <i>Directeur pour le Moyen-Orient des Ateliers de Constructions Electriques de Charleroi</i> , Rue Falaki, No. 37. |
| 128 | CURIEL (SAMUEL), <i>Ingénieur-architecte</i> , Rue No. 18, Méadi. |
| 47 | DANA (VICTOR), c/o Sirgy Dana & Cie., Rue Adly Pacha, No. 9. |
| 29 | DAOUD FODA (B. A.), Rue Khalil Agha, No. 6, Garden City. |
| 497 | DARIAN (GEORGES L.), <i>Avocat</i> , Rue Adly Pacha, No. 16. |
| 322 | DAVEZAC (G.), <i>Ingénieur, Directeur du Crédit Lyonnais (Alexandrie)</i> . |

- | No.
d'ins-
cription | |
|---------------------------|---|
| 194 | DEBBAS (ELIAS M.), <i>Avocat</i> , Rue Farouk 1er No. 86, Imm. Eliakim, Guizeh). |
| 311 | DEBENEY (F.), <i>Ingénieur</i> , Rue Saray-Guézira, No. 18. |
| 581 | DEBONO (RENÉ), Rue Salsoul No. 6, Garden City. |
| 142 | DELANY (W. B.), <i>Administrateur de Sociétés</i> , Rue Gaballah, No. 9, Zamalek. |
| 3 | DELAHOR (ALY Dr.), Rue Victoria No. 31, Victoria (Ramleh). |
| 209 | DELAHOR (M. A.), Rue Borsa, No. 6, Tewfikieh. |
| 170 | DELEND (ALBERT), <i>Avocat</i> , Rue Baehler, No. 2. |
| 131 | DEMANGET (PAUL), <i>Expert-Syndic</i> , Rue El Falaki, No. 44. |
| 64 | DICHY (LÉON), <i>Sous-Directeur Général, Affaires Financières et Economiques, Ministère des Finances</i> , Rue El-Falaki, No. 46. |
| 130 | DJILADJIAN (ANTOINE), Boulevard Abbas No. 36, Héliopolis. |
| 52 | DORRA (ALBERT), <i>Ingénieur-Conseil, Conseiller Technique de la Fédération Egyptienne des Industries</i> , Rue Gorst, No. 27, Bulkeley (Ramleh). |
| 129 | DOSS (ISCANDAR A.), <i>Docteur en Droit, Docteur ès-sciences économiques, Avocat</i> , Rue Talaat Harb Pacha, No. 8. |
| 367 | DRAKIDIS (PHILIPPE), <i>Docteur en Droit</i> , Rue Emir Said, No. 21, Zamalek. |
| 370 | EBENRECHT (G.), Rue Maarouf, No. 2, Boîte Postale No. 1378 |
| 337 | ECHKINASY (GABRIEL), <i>Avocat</i> , Rue Eloui, No. 12. |
| 91 | ECONOMIDES (JEAN), <i>Fondé de Pouvoirs au Crédit Foncier Egyptien</i> . |
| 534 | EDREI (RAYMOND), Rue Young, No. 2 (Alexandrie). |

- | No.
d'Ins-
cription | |
|---------------------------|---|
| 323 | ELIAS (ALEXANDRE), <i>Avocat</i> , Rue Anga Hanem, No. 3, Choubra. |
| 450 | EL-MASRY (HABIB H.), <i>Ancien Conseiller Royal</i> , Rue Ramsès, No. 11, Héliopolis. |
| 302 | EL SAID ABDEL HAMID EL-DALI, <i>Faculté de Commerce, Section de Statistique</i> , Orman, Guizeh. |
| 202 | EL SAID HABIB, <i>Contrôleur au Département de l'Economie Internationale, Ministère de l'Economie Nationale</i> . |
| 448 | EL SAID MOSTAFA EL-SAID (Dr.), <i>Professeur à la Faculté de Droit de l'Université Fouad 1er</i> , Rue El Faskiah, No. 12, Garden City. |
| 377 | EL SAWY ABD EL-RAHMAN, Rue Mohamed Mazhar Pacha No. 23, Zamalek. |
| 381 | EL SAYED AHMED ZANDOU, <i>Sous-Contrôleur à la Cour des Comptes</i> , Rue Gameh Charkass, No. 18. |
| 372 | EMAN (ANDRÉ), <i>Docteur en Droit</i> , Avenue Guezireh, No. 6. |
| 279 | EMARY (ABD EL GUELIL EL), <i>Ministre des Finances</i> , Rue Menès No. 12, Héliopolis. |
| 306 | ENGLESOS (MILTON), <i>Avocat</i> , Rue Kasr el Nil, No. 22. |
| 115 | FAHMI BADAOU, <i>Avocat</i> , Rue de Thébès No. 156 (Sporting). |
| 59 | FAHMY SAAD SALEM BANOUB, National Bank of Egypt. |
| 288 | FANOUS (LOUIS), Rue El-Daramally, No. 11. |
| 509 | FARAH ANDRAOS, <i>Avocat</i> , Rue Ibrahim Pacha, No. 19. |
| 557 | FARAHAT (RAOUL), <i>Expert Comptable</i> , c/o Russell & Co., Boîte Postale No. 443. |
| 296 | FARID ANTOUN, <i>Ministre de l'Approvisionnement</i> , Rue Maarouf, No. 2. |
| 586 | FAROUK MOHAMED BADAWI EL BIALI, <i>Avocat</i> , Abou Sir, Markaz Samanoud (Gharbieh). |
| 206 | FATHY RIFAAH, Rue Fouad 1er, No. 12, Méadi. |

- | No.
d'In-
scription | |
|---------------------------|--|
| 269 | FAWZI ALY OSMAN, Rue Teraat el Gabal No. 52, Koubbeh Gardens. |
| 16 | FAWZI KHALIL, <i>Avocat</i> , Rue Mahmoud Pacha El Falaki, No. 5 (Alexandrie). |
| 376 | FELDMANN (ISIDORE), Rue Adly Pacha, No. 19. |
| 464 | FISCHER (M.), <i>Publiciste</i> , Rue Sarwat Pacha No. 18, B.P. No. 500. |
| 558 | FOA (S.), <i>Docteur ès-Sciences économiques</i> , Rue Mahmoud Sidky Pacha, No. 12, B.P. No. 1805. |
| 308 | FORTE (ALBERT N.), <i>Docteur en Droit, Chef du Contentieux, National Bank of Egypt.</i> |
| 459 | FOUAD SALEH, <i>Délégué au Conseil d'Etat</i> , Chareh El Malek No. 132, Koubbeh Gardens. |
| 573 | FOUAD SULTAN, Rue Amin El Raféi, No. 4, Guizeh. |
| 113 | FRANCIS (ALEXANDRE), <i>Substitut au Contentieux de l'Etat</i> , Rue El Malek, No. 1. |
| 331 | FRESCO (HENRI J.), <i>Architecte</i> , Rue Talaat Harb Pacha, No. 6. |
| 12 | GALAL HUSSEIN, <i>Administrateur de la Central Navigation Company</i> , Rue Maarouf, No. 2. |
| 317 | GAMAL EL DINE KHEIR EL DINE EL DANASSOURI, Rue El Gabalaya No. 15, Teraa el Boulakieh, Choubra. |
| 77 | GAMAL EL DINE MOHAMED SAID (Dr.), <i>Professeur à la Faculté de Commerce de l'Université d'Alexandrie</i> (Alexandrie). |
| 187 | GAMAL MAHMOUD NAGUIB, <i>Ministère des Affaires Etrangères.</i> |
| 291 | GAMIL EL SABBAN, <i>Ingénieur-Agronome, Secrétaire de la Fédération Egyptienne des Industries</i> , Rue Gueziret Badran No. 12, Choubra. |
| 396 | GARBUA (MAURICE), <i>Ingénieur-Agronome, Administrateur de la Dakahlieh Land Company</i> , Midan Soliman Pacha, No. 1. |

- | No.
d'Ins-
cription | |
|---------------------------|---|
| 374 | GASCHE (L.), <i>Président du Conseil d'Administration de la Filature Nationale d'Egypte</i> , B.P. No. 119 (Alexandrie). |
| 210 | GHALI (BOUTROS M.), Rue Farouk 1er, No. 8, Guizeh. |
| 444 | GHALI (WAHIB), Rue Mousky, No. 52. |
| 336 | GHARIB EL GAMMAL, Rue Tanis No. 209, Sporting (Alexandrie). |
| 553 | GOBRAN (AZER), <i>Avocat</i> (Assiout). |
| 554 | GOBRAN (SAMY AZER), <i>Avocat</i> , Rue Kasr el-Nil, No. 21. |
| 56 | GODCHOT (JACQUES E., Dr.), <i>Directeur du Service des Sciences Sociales de l'U.N.E.S.C.O. pour le Moyen-Orient</i> , Chareh el Salamlek, No. 8, Garden City. |
| 250 | GOEMANS (HENK), <i>Conseiller Commercial, Légation Royale des Pays-Bas</i> , Rue Kamel Mohamed No. 11, Zamalek. |
| 203 | GOGANIAN (A.), Rue Bahgat Aly Pacha, No. 7, Zamalek, Boîte Postale No. 211. |
| 414 | GORRA (PIERRE), Rue Aly Pacha Zulficar, No. 18, Moustapha Pacha (Ramleh). |
| 90 | GRAILLY (Comte JEAN PHILIPPE DE), <i>Agent Supérieur de la Compagnie Universelle du Canal Maritime de Suez</i> , B.P. No. 2120. |
| 23 | GRECO (OSCAR), <i>Administrateur-Délégué de la Société «Fibres Textiles»</i> , B.P. No. 2106 (Alexandrie). |
| 173 | GUIRGUIS ABDOU MARZOUK, <i>Inspecteur à l'Administration du Commerce et de l'Economie</i> (Khartoum). |
| 69 | GUIRGUIS YACOB, <i>Premier Attaché à l'Administration Judiciaire de la Ligue des Etats Arabes</i> , Rue Youssef El Guindi, No. 18. |
| 491 | HABACHI (SABA), <i>Ancien Ministre</i> , Chareh El Malek, No. 131, Koubbeh Gardens. |

No.
d'Ins-
cription

- 57 HABASHY (MOUNIR), *Directeur à l'Administration du Tourisme*, Rue Salehdar, No. 3, Héliopolis.
- 342 HABIF (MARC), *Avocat*, Chareh El Maleka, No. 182.
- 532 HAFEZ AFIFI (Dr.), *Ancien Ministre*, Rue El-Malek, Koubbeh Gardens.
- 488 HAGGAR (GEORGES), *Avocat*, Rue Emad el Dine No. 9.
- 366 HAKIM (M. S.), *Sous-Directeur du Service de la Statistique et des Recherches Economiques, au Crédit Agricole et Coopératif*, Rue Hawayati, No. 20.
- 339 HAKKI (MOUSSA), *Sous-Directeur Général des Studios Misr*, Rue des Pyramides, Guizeh.
- 524 HAMADA EL NAHEL, *Avocat*, Rue Kasr el Nil, No. 34.
- 254 HAMDI MOHAMED NASSEF, Rue Boustane El Taalabi, No. 18, Abbassieh.
- 106 HAMED ASSAAD ASHOUR, *Avocat*, Rue Adly Pacha No. 9.
- 104 HAMED SULTAN (Dr.), *Professeur à la Faculté de Droit*, Rue Salah el Dine, Imm. Wadie Saad, Zamalek.
- 213 HAMED ZAKI, *Ancien Ministre*, Rue Sarwat Pacha, No. 33.
- 357 HANAFI ABBOUD, *Avocat*, Rue Kasr el Nil No. 22.
- 303 HANKI (AZIZ), *Avocat*, Midan Moustapha Pacha Kamel, No. 3.
- 304 HAROUN CHEHATA, *Avocat*, Rue Youssef El Guindi, No. 17.
- 159 HASSAN ABDEL HADI EL CHALABI (Dr.), Chareh Taha, Baghdad (Irak).
- 13 HASSAN ALY ALLOUBA, Rue Menès, No. 3, Héliopolis.
- 313 HASSANEIN RIFAAT MOHAMED HASSANEIN, *Délégué au Conseil d'Etat*, Rue Nazlet El Samman, Pyramides.
- 486 HASSAN EL GUEDDAWI, *Avocat*, Rue Chérif Pacha, No. 33.

No.
d'ins-
cription

- 465 HASSAN HELMY, *Docteur en Droit, Contrôleur de l'Administration de la Législation Commerciale*, Rue El Khalifa El-Mansour, Héliopolis.
- 499 HASSAN HOSNI, *Avocat*, Rue Kasr el Nil, No. 39.
- 505 HASSAN KAMEL EL SHESHINY, *Ancien Président du Conseil d'Administration du Crédit Agricole et Coopératif*, Rue Haroun No. 14, Guizeh.
- 265 HASSAN MOHAMED NOUR EL DINE, *Avocat*, Rue El-Motanabi No. 15, Koubbeh Gardens.
- 121 HASSAN MOKHTAR RASMI, *Administrateur de la Banque Misr*, Rue Toutmosis No. 3, Héliopolis.
- 442 HASSAN MOMTAZ (Dr.), Rue Kasr el Nil, No. 37.
- 580 HASSAN MOUSSA, *Directeur de la Société Misr Fluviale*, Rue Kasr el Nil, No. 39.
- 315 HASSAN MOUSTAPHA EL SAMRA, Rue Talaat Harb Pacha, No. 177.
- 439 HAZAN (ELIE), *Avocat*, Place Saad Zaghloul, No. 11 (Alexandrie).
- 440 HELMY BAHGAT BADAOU, *Ministre du Commerce et de l'Industrie*, Rue Senan Pacha No. 21, Zeitoun.
- 272 HENEIN (SADEK), *Directeur Général de la Société Anonyme des Eaux du Caire*.
- 484 HENRIOT (M.), *Directeur du Crédit Lyonnais*, Rue Chagaret el Dorr, Zamalek.
- 100 HIRSCH (S.), *Directeur de l'Egyptian Copper Works, S.A.E.*, Rue Borchgrevink, No. 15, Bulkeley (Ramleh).
- 139 HORNSTEIN (HENRI), *Crédit Foncier Egyptien*.
- 79 HOSNI EL GAMAL, *Fondé de pouvoirs à la Banque Belge et Internationale en Egypte*.

No.
d'ins-
cription

- 427 HOSNI MOHAMED HUSSEIN (Dr.), *Professeur de Statistique à la Faculté de Commerce, Université Fouad Ier, Guizeh.*
- 458 HULMAN (HENRI), Rue Kamel Sedky Pacha No. 35, B.P. 2142.
- 99 HUSSEIN ABD EL-RAHIM, *Avocat*, Rue Soliman Pacha, No. 24.
- 72 HUSSEIN FAHMY, *Ancien Ministre*, Rue Stross, No. 7, Rouchdy (Alexandrie).
- 487 HUSSEIN FAKHRY, Rue Mohamed Said Bey No. 3, Gianaclis (Alexandrie).
- 490 HUSSEIN HOSNI, *Avocat*, Midan Mohamed Aly El Kébir No. 19.
- 78 HUSSEIN IDRIS, *Avocat*, Rue Mohamed Bey Farid No. 116.
- 282 HUSSEIN KAMEL SELIM, *Doyen de la Faculté de Commerce, Villa Sphinx, Rue El Ahram, Guizeh.*
- 518 HUSSEIN SIRRY, *Ancien Président du Conseil des Ministres*, Rue Chagaret el Dorr, No. 12, Zamalek.
- 582 IBRAHIM AREF, *Ancien Conseiller à la Cour d'Appel*, Rue Hamdan No. 21, Guizeh.
- 62 IBRAHIM BAYOUMI MADKOUR (Dr.), Chareh Farouk el Awal, No. 8, Guizeh.
- 415 IBRAHIM CHAHINE, *Avocat*, Rue El Fadl No. 7.
- 528 IBRAHIM GHALI, *Secrétaire d'Ambassade, Ministère des Affaires Etrangères.*
- 431 IBRAHIM RASHAD (Dr.), Rue Amin Bey El Rifaï, No. 17, Ourman, Guizeh.
- 364 IBRAHIM RIZK, *Ingénieur*, Rue El Malek No. 117, Koubbeh Gardens.
- 148 IBRAHIM ROUCHDI, *Managing Director International Trading Office, Immobilia Building, Rue Chérif Pacha, No. 26.*

- | No.
d'ins-
cription | |
|---------------------------|---|
| 374 | GASCHE (L.), <i>Président du Conseil d'Administration de la Filature Nationale d'Egypte</i> , B.P. No. 119 (Alexandrie). |
| 210 | GHALI (BOUTROS M.), Rue Farouk 1er, No. 8, Guizeh. |
| 444 | GHALI (WAHIB), Rue Mousky, No. 52. |
| 336 | GHARIB EL GAMMAL, Rue Tanis No. 209, Sporting (Alexandrie). |
| 553 | GOBRAN (AZER), <i>Avocat</i> (Assiout). |
| 554 | GOBRAN (SAMY AZER), <i>Avocat</i> , Rue Kasr el-Nil, No. 21. |
| 56 | GODCHOT (JACQUES E., Dr.), <i>Directeur du Service des Sciences Sociales de l'U.N.E.S.C.O. pour le Moyen-Orient</i> , Chareh el Salamlek, No. 8, Garden City. |
| 250 | GOEMANS (HENK), <i>Conseiller Commercial, Légation Royale des Pays-Bas</i> , Rue Kamel Mohamed No. 11, Zamalek. |
| 203 | GOGANIAN (A.), Rue Bahgat Aly Pacha, No. 7, Zamalek, Boîte Postale No. 211. |
| 414 | GORRA (PIERRE), Rue Aly Pacha Zulficar, No. 18, Moustapha Pacha (Ramleh). |
| 90 | GRAILLY (Comte JEAN PHILIPPE DE), <i>Agent Supérieur de la Compagnie Universelle du Canal Maritime de Suez</i> , B.P. No. 2120. |
| 23 | GRECO (OSCAR), <i>Administrateur-Délégué de la Société «Fibres Textiles»</i> , B.P. No. 2106 (Alexandrie). |
| 173 | GUIRGUIS ABDOU MARZOUK, <i>Inspecteur à l'Administration du Commerce et de l'Economie</i> (Khartoum). |
| 69 | GUIRGUIS YACOB, <i>Premier Attaché à l'Administration Judiciaire de la Ligue des Etats Arabes</i> , Rue Youssef El Guindi, No. 18. |
| 491 | HABACHI (SABA), <i>Ancien Ministre</i> , Chareh El Malek, No. 131, Koubbeh Gardens. |

No.
d'ins-
cription

- 57 HABASHY (MOUNIR), *Directeur à l'Administration du Tourisme*, Rue Salehdar, No. 3, Héliopolis.
- 342 HABIF (MARC), *Avocat*, Chareh El Maleka, No. 182.
- 532 HAFEZ AFIFI (Dr.), *Ancien Ministre*, Rue El-Malek, Koubbeh Gardens.
- 488 HAGGAR (GEORGES), *Avocat*, Rue Emad el Dine No. 9.
- 366 HAKIM (M. S.), *Sous-Directeur du Service de la Statistique et des Recherches Economiques, au Crédit Agricole et Coopératif*, Rue Hawayati, No. 20.
- 339 HAKKI (MOUSSA), *Sous-Directeur Général des Studios Misr*, Rue des Pyramides, Guizeh.
- 524 HAMADA EL NAHEL, *Avocat*, Rue Kasr el Nil, No. 34.
- 254 HAMDI MOHAMED NASSEF, Rue Boustane El Taalabi, No. 18, Abbassieh.
- 106 HAMED ASSAAD ASHOUR, *Avocat*, Rue Adly Pacha No. 9.
- 104 HAMED SULTAN (Dr.), *Professeur à la Faculté de Droit*, Rue Salah el Dine, Imm. Wadie Saad, Zamalek.
- 213 HAMED ZAKI, *Ancien Ministre*, Rue Sarwat Pacha, No. 33.
- 357 HANAFI ABBOUD, *Avocat*, Rue Kasr el Nil No. 22.
- 303 HANKI (AZIZ), *Avocat*, Midan Moustapha Pacha Kamel, No. 3.
- 304 HAROUN CHEHATA, *Avocat*, Rue Youssef El Guindi, No. 17.
- 459 HASSAN ABDEL HADI EL CHALABI (Dr.), Chareh Taha, Baghdad (Irak).
- 13 HASSAN ALY ALLOUBA, Rue Menès, No. 3, Héliopolis.
- 313 HASSANEIN RIFAAT MOHAMED HASSANEIN, *Délégué au Conseil d'Etat*, Rue Nazlet El Samman, Pyramides.
- 486 HASSAN EL GUEDDAWI, *Avocat*, Rue Chérif Pacha, No. 33.

No.
d'In-
scription

- 465 HASSAN HELMY, *Docteur en Droit, Contrôleur de l'Administration de la Législation Commerciale*, Rue El Khalifa El-Mansour, Héliopolis.
- 499 HASSAN HOSNI, *Avocat*, Rue Kasr el Nil, No. 39.
- 505 HASSAN KAMEL EL SHESHINY, *Ancien Président du Conseil d'Administration du Crédit Agricole et Coopératif*, Rue Haroun No. 14, Guizeh.
- 265 HASSAN MOHAMED NOUR EL DINE, *Avocat*, Rue El-Motanabi No. 15, Koubbeh Gardens.
- 121 HASSAN MOKHTAR RASMI, *Administrateur de la Banque Misr*, Rue Toutmosis No. 3, Héliopolis.
- 442 HASSAN MOMTAZ (Dr.), Rue Kasr el Nil, No. 37.
- 580 HASSAN MOUSSA, *Directeur de la Société Misr Fluviale*, Rue Kasr el Nil, No. 39.
- 315 HASSAN MOUSTAPHA EL SAMRA, Rue Talaat Harb Pacha, No. 177.
- 439 HAZAN (ELIE), *Avocat*, Place Saad Zaghloul, No. 11 (Alexandrie).
- 440 HELMY BAHGAT BADAoui, *Ministre du Commerce et de l'Industrie*, Rue Senan Pacha No. 21, Zeitoun.
- 272 HENEIN (SADEK), *Directeur Général de la Société Anonyme des Eaux du Caire*.
- 484 HENRIOT (M.), *Directeur du Crédit Lyonnais*, Rue Chagaret el Dorr, Zamalek.
- 100 HIRSCH (S.), *Directeur de l'Egyptian Copper Works, S.A.E.*, Rue Borchgrevink, No. 15, Bulkeley (Ramleh).
- 139 HORNSTEIN (HENRI), *Crédit Foncier Egyptien*.
- 79 HOSNI EL GAMAL, *Fondé de pouvoirs à la Banque Belge et Internationale en Egypte*.

- | No.
d'ins-
cription | |
|---------------------------|--|
| 427 | HOSNI MOHAMED HUSSEIN (Dr.), <i>Professeur de Statistique à la Faculté de Commerce, Université Fouad Ier, Guizeh.</i> |
| 458 | HULMAN (HENRI), Rue Kamel Sedky Pacha No. 35, B.P. 2142. |
| 99 | HUSSEIN ABD EL-RAHIM, <i>Avocat</i> , Rue Soliman Pacha, No. 24. |
| 72 | HUSSEIN FAHMY, <i>Ancien Ministre</i> , Rue Stross, No. 7, Rouchdy (Alexandrie). |
| 487 | HUSSEIN FAKHRY, Rue Mohamed Said Bey No. 3, Gianacsis (Alexandrie). |
| 490 | HUSSEIN HOSNI, <i>Avocat</i> , Midan Mohamed Aly El Kébir No. 19. |
| 78 | HUSSEIN IDRIS, <i>Avocat</i> , Rue Mohamed Bey Farid No. 116. |
| 282 | HUSSEIN KAMEL SELIM, <i>Doyen de la Faculté de Commerce, Villa Sphinx, Rue El Ahram, Guizeh.</i> |
| 518 | HUSSEIN SIRRY, <i>Ancien Président du Conseil des Ministres</i> , Rue Chagaret el Dorr, No. 12, Zamalek. |
| 582 | IBRAHIM AREF, <i>Ancien Conseiller à la Cour d'Appel</i> , Rue Hamdan No. 21, Guizeh. |
| 62 | IBRAHIM BAYOUMI MADKOUR (Dr.), Chareh Farouk el Awal, No. 8, Guizeh. |
| 415 | IBRAHIM CHAHINE, <i>Avocat</i> , Rue El Fadl No. 7. |
| 528 | IBRAHIM GHALI, <i>Secrétaire d'Ambassade, Ministère des Affaires Etrangères.</i> |
| 431 | IBRAHIM RASHAD (Dr.), Rue Amin Bey El Rifai, No. 17, Ourman, Guizeh. |
| 364 | IBRAHIM RIZK, <i>Ingénieur</i> , Rue El Malek No. 117, Koubbeh Gardens. |
| 148 | IBRAHIM ROUCHDI, <i>Managing Director International Trading Office</i> , Immobilia Building, Rue Chérif Pacha, No. 26. |

- No.
d'In-
scription
- 45 ISRAEL (G.), Banque Mosseri, P.O.B. No. 988.
- 348 ISRAEL (V.), Avenue Fouad 1er, No. 279 (Sporting), Ramleh.
- 138 ISSAWI (CHARLES), *United Nations, Economic Department, Lake Success, New-York.*
- 368 JACQUET (M.), *Ancien Conseiller Royal*, Rue Dar El-Sheifa, No. 18, Garden City.
- 543 JASSY (SAMUEL), *Avocat*, Rue Kasr el Nil, No. 9.
- 462 KAHIL (GEORGES), Midan Tewfik, No. 3.
- 144 KAHIL (RAOUF), Rue Chéops, No. 3, Héliopolis.
- 164 KAISAR BOULOS GAD EL-KERIM, *Commerçant*, Rue Bibars, No. 27, Hamzaoui.
- 229 KAMAL EL GHALI (Dr.), *Directeur de la Section des Etudes Economiques à l'Administration des Douanes Syriennes (Damas).*
- 54 KAMAL MOHAMED ABUL KHEIR, *Attaché au Consulat Royal d'Egypte*, South Street No. 26, May Faire (London).
- 405 KAMEL EL-MASRI, *Conseiller d'Etat*, Rue El Chobrawi No. 27, Choubra.
- 513 KAMEL IBRAHIM, *Ancien Ministre*, Rue El-Haram, No. 363, Guizeh.
- 429 KAMEL MALACHE, *Docteur en Droit, Avocat*, Rue El Malek el-Afdal, Zamalek.
- 11 KEOWN BOYD (SIR ALEXANDER), K.B.E., C.M.G., Rue Saleh Ayoub, No. 5, Zamalek.
- 31 KHALIL SIRRY, *Juge au Tribunal National (Louxor).*
- 88 KHALLAF HUSSEIN, *Professeur à la Faculté de Droit*, Guizeh.
- 563 KHER (MARCEL), *Actuaire*, Rue Ramsès, No. 12, Héliopolis.
- 285 KHOURI (GABRIEL SELIM), *Docteur en Droit*, Rue El Malek el-Kamel (Mansourah).

No.
d'ins-
cription

- 73 KIDDIS (SABET), *Expert-Comptable*, Rue Aboul Rish, No. 1 Faggala.
- 403 KLAT (ELIE), *Ingénieur, Administrateur Délégué de la Delta Trading Company*, Rue Abdel Khalek Sarwat Pacha, No. 33.
- 158 KRISCHENSKY (HENRI), *Administrateur-Délégué de la Banque Mosseri*, Rue Talaat Harb Pacha, No. 23.
- 153 LACKANY (SANNY), *Ancien Vice-Président de la Cour des Comptes*, B.P. No. 971.
- 111 LAMBIOTTE (O. E.), *Administrateur-Directeur de la Banque Belge et Internationale en Egypte (Alexandrie)*.
- 469 LASCARIS (M.), *Administrateur-Délégué de la Banque d'Athènes (Alexandrie)*.
- 228 LEBNAN (BAKHOS), *Ingénieur*, Rue Mohamed Anis Pacha, No. 16, Zamalek.
- 299 LESSING (Dr. WALTER), *Industriel*, Rue Abdel Moneim, No. 73 (Alexandrie).
- 6 LEVI (Dr. I. G.), *Administrateur-Délégué des Usines Textiles « Al Kahira »*, Rue Kasr el-Nil, No. 9.
- 151 LÉVI (OTTAVIO), Rue Hassan Sabry Pacha No. 18, Zamalek.
- 268 LEVY (SAMUEL EMILE), *Agent de Change*, Rue Kasr-el-Nil, No. 35.
- 30 LOTFALLAH (S.E. l'Emir MICHEL), Daira Lotfallah, Ghezireh.
- 477 LOUTFI IBRAHIM, *Avocat*, Rue Khartoum, No. 12, Héliopolis.
- 276 MAAKAD WADIH, Rue Ahmed Shawky, No. 62, Moustafa Pacha, Ramleh (Alexandrie).
- 395 MACHALY (MANSOUR MOHAMED AMIN), *Directeur Général de l'Administration de la Statistique et du Recensement*, Rue Mansour.

No.
d'In-
scription

- 133 MACHART (R.), *Directeur Général du Crédit Foncier Egyptien*, B.P. No. 241.
- 383 MAHER (Mme HASSAN), *Licenciée en Droit, Ministère des Affaires Etrangères*.
- 496 MAHER (HASSAN YOUSSEF), *Directeur du Bureau de la Presse, Ministère des Affaires Etrangères*.
- 110 MAHER HENEIN, Rue Ramsès, No. 10, Héliopolis.
- 413 MAHMOUD AMIN ANIS, *Bureau des Recherches Economiques, Ministère des Finances*.
- 424 MAHMOUD AMIN EL AYOUTI, *Avocat*, Rue Kasr-el-Nil, No. 22.
- 533 MAHMOUD BADAWY EL CHIATI, *Consul Général à l'Ambassade d'Egypte* (Washington).
- 42 MAHMOUD CHOUKRI, *Ancien Ministre*, Rue Rifaa, No. 5, Manchiet el-Bakri, Héliopolis.
- 321 MAHMOUD EL AWAR, *Directeur de l'Administration de l'Emprunt National, Ministère des Finances*.
- 375 MAHMOUD FAKHRY, *Ancien Ambassadeur d'Egypte à Paris*, Rue Walda, No. 3, Kasr el Doubara.
- 127 MAHMOUD HILMY SOUKAH, *Ancien Conseiller à la Cour d'Appel*, Rue Farouk 1er, No. 12, Guizeh.
- 394 MAHMOUD KAMEL, *Avocat*, Rue Kasr-el-Nil, No. 47.
- 373 MAHMOUD MOHAMMED, *Ancien Président de la Cour des Comptes*, Rue El-Falaki, No. 24.
- 161 MAHMOUD MOUKHTAR MADKOUR, *Avocat*, Rue Sarwat Pacha, No. 33.
- 184 MAHMOUD SABER EL-AKKARI, *Conseiller d'Etat*, Rue No. 87, Imm. No. 21, Méadi.

No.
d'In-
scription

- 1 MAHMOUD SALEH EL-FALAKI, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances.*
- 523 MAHMOUD ZAKI, Rue Kasr-el-Nil No. 43.
- 568 MAKSUD (HENRI), *Avocat*, Rue Fouad 1er No. 2 (Alexandrie).
- 167 MALLET (JEAN), *Administrateur de Sociétés*, Villa 39, Rue 78, Méadi.
- 96 MAMDOUH ABDEL HAFEZ AMR, Rue El Salsoul No. 6, Garden City.
- 60 MAMDOUH RIAZ, *Ancien Ministre*, Rue Hassan Sabry Pacha No. 22, Zamalek.
- 454 MANDICAS (S. A.), *National Bank of Egypt.*
- 371 MANSOURIAN (G.), *Ingénieur, General Engineering and Transport Co.*, Rue Champollion No. 45.
- 556 MANSOUR ISMAIL, *Ancien Vice-Président de la Cour de Cassation*, Rue El Amir Farouk, No. 127, Guizeh.
- 258 MARCARIAN (A. D.), *The Cherif Cotton & Trading Company*, Rue Sésostris, No. 16 (Alexandrie).
- 98 MARTINO DE (G.), *Légation d'Italie*, Rue Kasr el-Aali, No. 15, Garden City.
- 298 MATALON (E. I.), *Directeur Général de la Société Industrielle du Moyen-Orient*, Rue Abdel Khalek Sarwat Pacha, No. 41.
- 37 MATTATIA (DAVID A.), *c/o Levy Rossano & Cie.*, B.P. No. 127 (Alexandrie).
- 593 MELEKA WAHBA, *Directeur du Bureau Technique du Sénat*, Rue Pasteur, No. 2, Héliopolis.
- 163 MENCZER (ERNEST), *Administrateur de Sociétés*, Rue Baehler No. 3.
- 283 MESSIQUA (B.), Rue Chérif Pacha No. 26A, Immoibilia.
- 2 MESSIQUA (MARCEL), Rue des Petits Champs No. 48 (Paris).

No
d'ins-
cription

- 277 MICHRIKI (EDOUARD), *Avocat*, Midan Tewfik, No. 3.
- 520 MISRAHY (EMMANUEL), *Avocat*, Rue Talaat Harb Pacha, No. 27, B.P. No. 176.
- 264 MOHAMMED ABDALLAH EL ARABI (Dr.), *Professeur à la Faculté de Commerce*, Rue El Sabak, No. 33, Héliopolis.
- 548 MOHAMMED ABDALLA, *Avocat Général à la Cour d'Appel*.
- 529 MOHAMMED ABD EL HAMID, *Entrepreneur*, Rue Chagaret el Mandoura No. 5, Rodah.
- 578 MOHAMMED ABD EL-HAMID EL-SOUCCARI, *Juge*, Rue Khalifa El Mansour, No. 18, Héliopolis.
- 222 MOHAMMED ABDEL HAMID MOUSSA MANDOUR (Dr.), *Avocat*, Rue El Fath No. 5.
- 570 MOHAMMED ABD EL-MONEIM BADR, *Professeur à la Faculté de Droit*, Rue Ibn Sandar, No. 64, Koubbeh-les-Bains.
- 243 MOHAMMED ABDEL RAHMAN HAFIZ, *Professeur à la Faculté de Commerce, Université Fouad Ier*.
- 426 MOHAMMED AHMED GHONEIM, *Conseiller à la Cour de Cassation*, Rue El Soubki, No. 4, Manchiet El Bakri.
- 267 MOHAMMED ALY ALLOUBA, *Ancien Ministre*, Rue Menès, No. 4, Héliopolis.
- 385 MOHAMMED ALY EL-GHATITE, *Avocat*, Chareh El Maleka No. 189.
- 80 MOHAMMED ALY IMAM (Dr.), *Vice-Doyen de la Faculté de Droit de l'Université Ibrahim Pacha, Abbassia*.
- 435 MOHAMMED ALY NASHAT (Dr.), *Attaché au Ministère des Affaires Etrangères*, Palais de Koubbeh.
- 379 MOHAMMED ALY ROUCHDY, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Justice*.

- | No.
d'Ins-
cription | |
|---------------------------|---|
| 172 | MOHAMMED AMIN FIKRY, <i>Gouverneur de la National Bank of Egypt.</i> |
| 290 | MOHAMMED BAHY EL-DINE BARAKAT, <i>Ancien Président de la Cour des Comptes</i> , Rue El-Guizeh, No. 7, Guizeh. |
| 577 | MOHAMMED BAKER EL SHALABY, Rue Fouad Ier, No. 26. |
| 574 | MOHAMMED EFFAT, <i>Conseiller d'Etat</i> , Rue Mahmoud Sidky Pacha No. 11, Agouza, Guizeh. |
| 359 | MOHAMMED EL CHAFEI EL LABBAN, <i>Président du Conseil d'Administration du Crédit Agricole et Coopératif.</i> |
| 335 | MOHAMMED EL SAID MOHAMMED (Dr.), <i>Professeur d'Economie Agricole à la Faculté d'Agriculture</i> , Rue El Afdal No. 17, Abbassieh. |
| 188 | MOHAMMED FAHIM, <i>Avocat</i> , Rue Sheikou, No. 30, Citadelle. |
| 438 | MOHAMMED FAHMY EL KALAAWI, <i>Avocat</i> , Rue Chérif Pacha, No. 28. |
| 236 | MOHAMMED FOUAD MOHANNA, <i>Professeur à la Faculté de Droit de l'Université Farouk Ier</i> (Alexandrie). |
| 248 | MOHAMMED HACHEM, <i>Ancien Ministre</i> , Rue Eloui, No. 12. |
| 547 | MOHAMMED HAMED FAHMY, <i>Doyen de la Faculté de Droit, Université Fouad Ier</i> , Guizeh. |
| 316 | MOHAMMED HAMED MOHASSEB, Rue Rachdanne, No. 6, El Orman, Guizeh. |
| 538 | MOHAMMED HASSAN EL GAMAL, <i>Professeur à la Faculté de Droit, Université Ibrahim</i> , Rue Heshmat Pacha, No. 19, Zamalek. |
| 196 | MOHAMMED HELMY MOURAD, <i>Professeur à la Faculté de Droit, Université Ibrahim</i> , Abbassiah. |
| 333 | MOHAMMED HILMY ISSA, <i>Ancien Ministre de la Justice</i> , Rue El Aziz Osman, No. 10, Zamalek. |

No.
d'ins-
cription

- 166 MOHAMMED HOSNY ABBAS (Dr.), *Chargé de Cours à la Faculté de Commerce*, Midan el Dokki, Imm. Kota, Guizeh.
- 255 MOHAMMED HUSSEIN IZZET, *Avocat*, Contentieux de la Banque Misr.
- 157 MOHAMMED IBRAHIM FAHMY EL SAID, *Délégué au Conseil d'Etat*, Rue Korah Ibn Shoreih, No. 2, Guizeh.
- 354 MOHAMMED KAMEL HILMY, Ezbet el Siouf (Ramleh).
- 61 MOHAMMED KAMEL AZMI, *Secrétaire Général adjoint de la Fédération Egyptienne des Industries*.
- 588 MOHAMMED KAMEL MOURSRY, *Ancien Ministre de la Justice*, Rue Ahmed Chawky, No. 2, Guizeh.
- 76 MOHAMMED MAHMOUD, *Avocat*, Rue Soliman Pacha, No. 14.
- 55 MOHAMMED MAHMOUD GALAL, *Avocat*, Rue du Khédive Ismaïl, No. 112, Guizeh.
- 422 MOHAMMED MOURAD SALEH, *Avocat*, Rue Kasr el-Aini No. 68.
- 123 MOHAMMED MOUSSAAD SOBHI EL ITRIBY, *Contrôleur de la Comptabilité de la Société Générale des Sucreries*.
- 36 MOHAMMED MUSTAFA EL KOLALY, *Avocat*, *Ancien Doyen de la Faculté de Droit*, Rue Khartoum, No. 4, Héliopolis.
- 382 MOHAMMED RACHID, *The Alexandria Navigation Cy.*, Rue de l'Ancienne Bourse, No. 1 (Alexandrie).
- 572 MOHAMMED ROUCHDY, *Avocat*, *Chef du Contentieux de la Banque Misr*.
- 5 MOHAMMED SABRY MANSOUR (Dr.), *Ministre de l'Approvisionnement*, Rue Kafr El Dawar, No. 1, Héliopolis.
- 391 MOHAMMED SADEK FAHMY, *Ancien Conseiller à la Cour de Cassation*, Rue Dessouk, No. 11, Héliopolis.
- 281 MOHAMMED SALEH ALI BARAKA, Rue Riad Pacha No. 40, Héliouan.

No.
d'In-
scription

- 266 MOHAMMED SALEH (Dr.), *Ancien Doyen de la Faculté de Droit*, Rue Ibrahim Pacha, No. 11, Héliouan.
- 116 MOHAMMED SAMI MAZEN, Rue Soliman Pacha No. 14.
- 446 MOHAMMED TEWFIK KHALIL, Rue Kasr el-Nil, No. 47.
- 433 MOHAMMED WEHEBA (Dr.), *Professeur à la Faculté de Commerce, Université Farouk 1er*, Rue de Guizeh, No. 9, Guizeh.
- 542 MOHAMMED ZAKI ABDEL AZIZ, *Avocat*, Rue El Azhar, No. 36.
- 25 MOHAMMED ZAKI ALY, *Ancien Ministre*, Rue El Mibtadaia-ne, No. 43.
- 280 MOHAMMED ZOHEIR GARRANAH, *Avocat*, Rue Talaat Harb Pacha No. 8.
- 409 MOHYEDDINE ABDINE, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère du Commerce et de l'Industrie*, Rue Nabatat No. 8, Garden City.
- 320 MORCOS HANNA (YOUSSEF), *Substitut au Conseil d'Etat*.
- 519 MORCOS NAGUIB, Rue Fouad 1er, No. 106, Zamalek.
- 510 MORCOS SOLIMAN (Dr.), *Professeur à la Faculté de Droit, Université Fouad 1er*, Rue Touman Bay, No. 144, Zeitoun.
- 33 MORTERA (LUCIANO), *Agent de Change*, Avenue Farouk, No. 124, Orman.
- 292 MOSSERI (JACQUES), Rue Docteur Abdel Hamid Said, No. 18.
- 35 MOSSERI (HENRI), Rue Talaat Harb Pacha, No. 25.
- 102 MOSSERI (MAURICE N.), Rue Gabalayah, No. 10, Guezireh,
- 566 MOSTAFA AHMED EZZEDIN, *Ingénieur*, Haret el Misky, No. 6, Chareh El Maleka.
- 494 MOSTAPHA KAMEL, *Avocat*, Rue Khairat, No. 34.

- | No.
d'ins-
cription | |
|---------------------------|--|
| 192 | MOUSTAPHA ABD EL-LATIF, <i>Ancien Président du Contentieux de l'Etat</i> , Rue Farouk 1er, No. 12, Guizeh. |
| 7 | MOUSTAPHA AZIZ EL-KORACHI, <i>Sous-Contrôleur Général du Personnel</i> , <i>Ministère des Finances</i> . |
| 118 | MOUSTAPHA EL HEFNAOUI, Imm. Osiris, Kasr el Doubara. |
| 527 | MOUSTAPHA EL-KOUNI, <i>Contrôle des Changes</i> , <i>National Bank of Egypt</i> , Rue Soliman Pacha. |
| 579 | MOUSTAPHA EL-NAHAS, <i>Ancien Président du Conseil des Ministres</i> , Rue Nabatat, No. 9, Garden City. |
| 412 | MOUSTAPHA EL-SADEK, Rue Abou Bakr El Saddik, No. 91, Héliopolis. |
| 355 | MOUSTAPHA KAMAL FAYED (Dr.), Rue Saleh Karam, No. 15, Choubra. |
| 159 | MOUSTAPHA MAHMOUD EL ASSYOUTI, <i>Juge aux Tribunaux Nationaux</i> , Rue Amira Ferial No. 47, Guizeh. |
| 596 | MOUSTAPHA MOHAMMED EL MESSARI, Rue Rodah (Port-Saïd). |
| 51 | MOUSTAPHA NOSRAT, <i>Ancien Ministre de la Guerre et de la Marine</i> , Rue Ismaïl Pacha, No. 21, Garden City. |
| 21 | MOUSTAPHA YOUSSEF (Kaimakam), Rue El Afdal No. 17, Abbassieh (Charkieh). |
| 356 | MULLER (EDMOND), <i>Lecteur à l'Université Fouad Ier</i> , Midan Abdel Moneim, No. 16. |
| 201 | MUSTACCHI (G.), Villa Del Giglio, Rue Bahgat Aly Pacha, No. 9, Zamalek. |
| 598 | MUSTAKI (WILLIAM), Rue Chérif Pacha, No. 16 (Alexandrie). |
| 420 | NAAR (HENRI), Rue Khalid Ebu El Maamoun, No. 77, Héliopolis. |
| 456 | NABIH (YOUSSEF), <i>Avocat</i> , Rue Sésostris No. 12, Héliopolis. |

No.
d'ins-
cription

- 46 NADEL (MICHEL), *Ingénieur, Secrétaire Général de l'Amicale des Techniciens et Diplômés de l'Etat Français*, Imm. Wadi el Nil, Rue Finney, Dokki.
- 94 NADOURI (FOUAD), *Chef du Contentieux de l'Administration des Postes*.
- 63 NAGGAR (RAPHAËL), *Société Générale des Sucreries et de la Raffinerie d'Egypte*.
- 207 NAGGIAR (CHARLOTTE), *Port-Said Salt* (Port-Saïd).
- 10 NAGUIB YOUSSEF, Rue Ibn Arheb, No. 6, Guizeh.
- 474 NAHAS (JOSEPH), *Docteur en Droit, Secrétaire Général du Syndicat Agricole d'Egypte*, Rue Soliman Pacha, No. 4.
- 135 NAHAS (TEWFIK), *Avocat*, Rue Menasce, No. 73 (Alexandrie).
- 587 NASR ZAKARIA-AHMED, *Docteur en Droit, Université Ibrahim, Faculté de Droit*, Imm. Elhamy Hussein, Manial el Rodah.
- 584 NASSIF ZAKI, *Ancien Conseiller*, Rue Fouad Ier, No. 159, Zamalek.
- 199 NESSIM SOUROUT, *Avocat*, Rue Fouad Ier, No. 19.
- 452 NEUVILLE (P.), *Ingénieur, Directeur Technique à la Société Générale des Sucreries et de la Raffinerie d'Egypte*, B.P. No. 763.
- 105 NICOLAIDES (S.), Rue Tewfik, No. 76 (Port-Saïd).
- 293 NIGRINE (SALOMON J.), *Agent de Change*, Rue Talaat Harb Pacha No. 17.
- 15 NIJS (CORNELIS), *Administrateur de la « Philips Orient »*, Rue Gameh el Charkass, No. 34.
- 535 NOLTE (RICHARD H.), *Légation des Etats-Unis* (Beyrouth).
- 470 OLTRAMARE (LÉON CH.), *Négociant*, Haret el Daramally, No. 11, B.P. No. 501.
- 353 OREBI (ZAKI), *Avocat*, Rue Adly Pacha, No. 14.

No.
d'In-
scription

- 122 OSMAN KHALIL OSMAN, *Docteur en Droit, Doyen de la Faculté de Droit*, Université Ibrahim, Rue Chalt el Bagr, No. 25, Zamalek.
- 410 OSSOLA (RENÉ O. C.), *Directeur Général Honoraire de la Cairo Electric Railways and Heliopolis Cy., Ltd.*, Rue Joseph Van Der Smissen, No. 15 (Bruxelles).
- 472 PADOA (FÉLIX), *Avocat*, B.P. No. 420 (Alexandrie).
- 432 PARDO (J.), *Avocat*, Rue Fouad 1er, No. 30.
- 583 PASINI (Prof. EMILIO C.), chez M. Khalil Atalla, *Avocat*, Rue Baehler, No. 1.
- 176 PATHY (LADISLAS), Rue de l'Ancienne Bourse, No. 2 (Alexandrie).
- 66 PEREZ (J. H.), *Agent de Change*, Rue Sarwat Pacha, No. 41.
- 388 PERRET (HENRI), *Professeur à l'Ecole Française de Droit*, Mounira.
- 215 PHOCAS (ALBERT), *Avocat*, Rue Fouad 1er, No. 25 (Alexandrie).
- 117 PHRONIMOS (A.), *Avocat*, Rue Baehler, No. 1.
- 399 PILAVACHI (A.), *Avocat*, Midan Tewfik, No. 3.
- 314 PILAVACHI (ZENON M.), *Administrateur de Sociétés*, Rue Hod El Laban, No. 9, Garden City.
- 19 POLKOWSKI (VALENTIN), Rue Akaba, No. 4 (Cléopatra, Ramleh).
- 149 PSALTİ (ATHANASE M.), *Ingénieur-Agronome*, Rue Talaat Harb Pacha, No. 16.
- 567 RABBATH (FERNAND), *Administrateur de Sociétés*, Rue Emad el Dine, No. 18.
- 489 RADI ABOU SEIF RADI, Rue Nabatat, No. 16, Garden City.
- 124 RADOUAN KHALED, *Professeur à la Faculté de Commerce*, Université Fouad 1er.

No.
d'Ins-
cription

- 328 RAGHEB ISCANDAR, *Avocat*, Place Bab el-Hadid, No. 7.
- 483 RAHN (Dr. ROBERT), Rue Sarwat Pacha, No. 7.
- 417 RIAD EL GAMAL, *Avocat*, Rue Kasr el Nil, No. 38.
- 597 RIVET (L. T. J.), *Chef du Contentieux de la Cie. du Canal Maritime de Suez* (Ismailieh).
- 408 ROMANO (ALBERT), *Avocat*, Rue El-Amir Hussein, No. 36, Zamalek.
- 141 SAAD FAHMY ABDEL NOUR, *Conseiller Fiscal*, Rue Sarwat Pacha, No. 16.
- 112 SABA (HANNA), *Docteur en Droit, Conseiller Juridique de l'Unesco*, Avenue Kléber, No. 19, Paris.
- 369 SADEK EL AGUIZI, *Vice-Président de la Cour d'Appel*, Midan Khalifa Rachidine, No. 8, Héliopolis.
- 245 SAID IBRAHIM ABOU SAYED, Rue Youssef Ebn Ayoub, No. 5, Choubra.
- 546 SAID NESSIM YARID, *National Bank of Egypt*.
- 507 SAID ROUCHDY, Rue Chérif Pacha, No. 28.
- 521 SALEH MIKHAIL, *Ancien Directeur Général de l'Administration du Commerce au Ministère du Commerce et de l'Industrie*, Rue Roustoum Pacha No. 11, Garden City.
- 437 SALEH SADEK, *Avocat*, Rue Alderson, No. 47 (Bulkeley).
- 428 SALEM SOLIMAN HAFEZ, *Avocat*, Mehallet al Imam Awn el Dine (Mossul — Irak).
- 126 SALIB SAMI, *Ancien Ministre du Commerce et de l'Industrie*, Rue Sarwat Pacha, No. 37.
- 114 SALTIEL (ALBERT), Avenue du Prince Ibrahim, No. 87, Sporting (Ramleh).
- 594 SAMNÉ (ELIE), *Avocat*, B.P. No. 22 (Mansourah).

- | No.
d'In-
scription | |
|---------------------------|---|
| 310 | SAMY EL MOUSFY, <i>c/o Egyptian Salt & Soda Cy.</i> (Alexandrie). |
| 14 | SAVDIÉ (JOSEPH), <i>Agent de change</i> , Rue Chawarby Pacha, No. 2. |
| 501 | SAYED ABOU BAKR HASSANEIN, <i>Société Générale des Sucreries et de la Raffinerie d'Egypte.</i> |
| 181 | SAYED MAHMOUD EL CAPTAN, <i>Expert Comptable et Fiscal</i> , Rue Escandarani, No. 117, Moharram Bey (Alexandrie). |
| 44 | SAYED MOSTAFA, <i>Ancien Ministre</i> , Rue Makrizi, No. 20, Manchiet el Bakri. |
| 448 | SAWIRIS (SALIB BOTROS), Rue Yafi Ebn Zeid, No. 13, Guizeh, Orman. |
| 482 | SCANDAR HANNA DEMIAN, <i>Vice-Président de la Cour d'Appel</i> , Rue El Malek, No. 65, Koubbeh Gardens. |
| 234 | SCHATZ (LUCIEN), <i>Secrétaire de la Société Egyptienne de Ciment Portland Tourah</i> , Tourah. |
| 327 | SCHEMEIL (RAYMOND), <i>Avocat</i> , Rue Kasr el Nil, No. 35. |
| 400 | SCHMIDT (Dr. LUDWIG), <i>Avocat</i> , Rue du Télégraphe Anglais, No. 2 (Alexandrie). |
| 319 | SEDNAOUI (ELIE S.), <i>Négociant</i> , Midan El-Khazindar, B.P. No. 23. |
| 183 | SEDNAOUI (JOSEPH), <i>Négociant</i> , Midan El Khazindar, B.P. No. 23. |
| 329 | SEDNAOUI (MICHEL), <i>Avocat</i> , Rue Kasr el-Nil, No. 22, Imm. Baehler. |
| 526 | SEKALY (ACHILLE), Avenue du Sahara No. 7, Héliopolis. |

- No.
d'In-
scription
- 343 SFER (ANTOUN), *Ancien Conseiller d'Etat*, Rue Salah El Dine, No. 12, Héliopolis.
- 93 SHAFEI (RAMSÈS), *Directeur Général de la Cité Farouk Ier de l'Université Fouad Ier*, Guizeh.
- 27 SHAFIK GHORBAL, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires Sociales*, Rue Dimitrino, No. 5, Héliopolis.
- 253 SHAFIK RAGHEB MIKHAIL, *Inspecteur au Ministère des Finances*, Rue Choubra, No. 98.
- 20 SIDAROUSS (SÉSOSTRIS), *Ancien Ministre Plénipotentiaire d'Egypte à Washington*, Rue El Salamlek, No. 2, Garden City.
- 74 SINIGALIA (C.), *Avocat*, Avenue Fouad Ier, No. 53 (Alexandrie).
- 233 SOBHI WEHEIDA, *Secrétaire-Général de la Fédération Egyptienne de l'Industrie*, Rue Youssef El Guindi, No. 13.
- 227 SOUROUT (JEAN), *Avocat, Chef du Contentieux de la Cie. d'Assurances « Al Chark »*, Rue Soliman Pacha.
- 169 SULLAM (JOSEPH), Rue No. 15, Imm. No. 19, Méadi, Boîte Postale No. 793.
- 407 SYRIOTIS (MICHEL), *Avocat*, Rue Sarwat Pacha, No. 32.
- 398 TAGHER (ALBERT), *Ancien Conseiller Royal*, Rue Sarwat Pacha, No. 73.
- 34 TAGHER (EDGAR), *National Bank of Egypt*.
- 514 TAHER EL LOZY, Route No. 11, Méadi.
- 17 TAHSINE EL MASRI, *Ingénieur*, Rue El Maleka, No. 75.
- 48 TAKLA (BECHARA), *Co-propriétaire du Journal « Al Ahram »*, Rue Mazloum Pacha.
- 565 TALAAT (ABDEL WAHAB), Rue Farouk Ier, No. 8, Guizeh.
- 421 TARRAF ALY, *Ancien Ministre des Communications*, Rue Mariette Pacha, No. 13.

No.
d'In-
scription

- 397 TEDESCHI (Dr. SALVATORE), *Avocat*, Rue Nimir, No. 3.
- 171 TEWFIK NAN ROUESS, *Contrôleur Général des Assurances et des Séquestrations*, Ministère des Finances, Rue Ismail Pacha, No. 3, Garden City.
- 179 TEYMOUR (AHMED FOUAD), Rue El Amir Fouad No. 5, Zamalek.
- 502 THÉODORAKIS (D. A.), B.P. No. 1480 (Alexandrie).
- 378 TOROS (SALVATOR), *Boursier, Directeur de J. H. Perez & Cie.*, Rue Adib, No. 7 (Alexandrie).
- 461 TREMBLEY (E.), *Administrateur de la Société Egyptienne des Ciments Portland Tourah*, Rue No. 19, Immeuble No. 21, Méadi.
- 401 VAN DAMME (LOUIS), *Président de la Belgian-American Banking Corporation*, 956 Fifth Avenue, New-York, 21.
- 503 VATIMBELLA (N.), *Avocat*, Rue Sésostris, No. 11 (Alexandrie).
- 575 VAUCHER (GEORGES), *Docteur ès lettres*, Rue Hoda Chaarawi, No. 27.
- 495 VINCENOT (M.), *Président du Conseil d'Administration du Crédit Foncier Egyptien*.
- 522 VITALE (Dr. SERGE), Rue Mazhar Pacha, No. 3, Zamalek.
- 189 VOGT (S.), *Consul Général de Norvège*, Immoibilia, Rue Chérif Pacha, No. 26.
- 571 WADIE FARAG, *Avocat, ancien Professeur à la Faculté de Droit*, Avenue Fouad Ier, No. 183, Zamalek.
- 9 WADIE ZAKI MIKHAIL, *Secrétaire à la Société « Vacuum »*, Rue Gueziret Badran No. 3, Choubra.
- 463 WAHBA SADEK, *Ancien Ministre*, Rue El-Tolombat No. 9, Garden City.
- 247 WAHIB MESSIHA, *Professeur à la Faculté de Commerce, Université Fouad Ier*, Guizeh.

No.
d'Ins-
cription

- 270 YADID (ABRAMINO), *Avocat*, Rue Adly Pacha, No. 5.
- 175 YASSIN KOTB, Medinet el Omrania, Rue des Pyramides, Guizeh.
- 18 YEHIA (AHMED), Rue El Sabah, Route des Pyramides.
- 517 YEHIA MOHAMED NOUR, *Expert Economique de l'Egypte au Soudan, Ministère de l'Economie Nationale*, Rue Ahmed Hechmat, No. 20, Zamalek.
- 230 YEHIA (ALY EMINE), Zizinia, Ramleh.
- 232 YOUSSEF HELMY, *Maamour des Impôts*, Rue El Maleka, No. 177.
- 473 ZAKARIA MEHANNA, *Avocat*, Rue Fouad Ier, No. 157, Zamalek.
- 479 ZAKI ABD EL-MOTAAL, *Ancien Ministre des Finances*, Imm. Osiris, Kasr el Doubara.
- 211 ZAKI HASCHEM (Dr.), Rue Ismail Mohamed, No. 12, Zamalek.
- 500 ZAKI SHUAL, *Avocat*, Rue Kasr el Nil, No. 37.
- 143 ZANANIRI (FERNAND), *Avocat*, Rue Kasr el Nil, No. 39.
- 221 ZANNIS (JOSEPH), *Docteur en Droit, Contentieux du Crédit Foncier Egyptien*.
- 576 ZARACOUDI (JEAN), Rue Sidi Mitwalli, No. 11 (Alexandrie).
- 219 ZARB (HECTOR A.), *Sous-Directeur du Banco Italo-Egiziano*, Rue Maarouf, No. 2.
- 241 ZIWER (KHALIL), *Contrôleur Général du Service des Exportations, Ministère des Finances*, Rue Guizeh No. 42, Guizeh.
-

A STATISTICAL REPORT ON COMMERCIAL WORKERS AND THE EFFECT OF THE MINIMUM WAGE SCHEME ON THEIR WAGES

by

Dr. AHMED HUSSEIN

and

Dr. M. A. BADRY

Faculty of Commerce, Fouad 1st University.

When drafting the minimum wage scheme, we were confronted with the fact that the only available statistics about commercial workers are the out of date results of the 1937 census. It was evident then that statistics about those workers have to be collected from the field. This urgent need for data gave rise to a valuable opportunity to examine the degree of success in Egypt of field investigations based on small representative samples covering the whole country. Such investigations are carried out either to secure up-to-date information between the census years or to collect data which are not available in the existing statistics, or to take the place of the complete census in countries where the inadequacy of funds and the insufficiency of the qualified field workers would reduce the reliability of the census results to a large extent.

The main value of the research under consideration lies in the field work itself : The tiresome and tedious travel all over the country, the search for the required shops or installations within the town and the conversation with the employers who, in almost all cases, believe that the field worker is none but the tax collector. The collected data supplied us with information the time lag between which and the only available information about commercial workers is about 15 years. Some of the resulting tables are more detailed than the similar available ones and some of them study certain items for the first time.

A one per cent sample of commercial establishments employing workers was taken at equal intervals from the records of the 1947 census. The resulting sample involved 400 installations : 152 in Cairo, 90 in Alexandria, 28 in the other governorates, 94 in Lower Egypt and 36 in Upper Egypt. These installations were distributed over 56 towns.

A simple schedule was used for collecting the data. It was planned so that the required information could be obtained from the shop owner without calling the worker or waiting for his return.

Twenty-six tables were obtained by sorting the data. The tables together with the schedule are shown in the arabic section. The tables study the geographic distribution and the number of workers of the commercial installations, the number of working days, age, sex and profession of the workers as well as their relationship to their employers. Wages are then presented in a detailed form. They are divided into daily, weekly and monthly wages and tabulated according to age groups. Subsidiary incomes from work (such as tips or full residence with the employers) are then studied. On the basis of these data, estimates of the number of workers who benefit from the minimum wage scheme and the amounts of the weekly raise in their wages could be calculated.

The minimum wage proposed law divides the workers into three age groups :

- 1) Men : 18 years and over ;
- 2) Boys : 15 years and under 18 ;
- 3) Children : under 15 years.

The three groups involve both sexes. They were given masculine titles because the over-whelming majority of the workers are males.

The 400 establishments were found to be employing 1299 workers distributed according to the above three age groups as follows :

- 1) Men : 85.4%.
- 2) Boys : 7.3%.
- 3) Children : 7.3%.

Geographic Distribution of establishments and workers :

District	Percentage of employing establishments
Cairo	38.0 %
Alexandria	22.5 %
Other governorates	7.0 %
Lower Egypt	23.5 %
Upper Egypt	9.0 %
	100 %

District	Percentage of workers
Cairo	45.6 %
Alexandria	26.3 %
Other governorates	5.5 %
Lower Egypt	16.6 %
Upper Egypt	6.0 %
	100 %

The concentration of the establishments in the governorates is obvious. These cities involve over two-thirds of the employing establishments and over three quarters of the workers.

Sizes of establishments :

It was found that the average number of workers per establishment is 3.9 in Cairo, 3.8 in Alexandria, 2.5 in the other governorates, 2.3 in Lower Egypt and 2.1 in Upper Egypt. The average for the whole country is 3.25.

Among the employing establishments it was found that :

- 44.50% employ one worker. These establishments employ 13.7% of the workers,
- 21.75% employ 2 workers. These establishments employ 13.4% of the workers,
- 13.75% employ 3 workers. These establishments employ 12.7% of the workers,
- 6.75% employ 4 workers. These establishments employ 8.3% of the workers,
- 3.00% employ 5 workers. These establishments employ 4.6% of the workers,

6.50% employ 6-10 workers. These establishments employ 14.8% of the workers,

2.00% employ 11-15 workers. These establishments employ 7.5% of the workers,

1.75% employ more than 15. These establishments employ 25.0% of the workers.

The percentage distribution of the establishments according to their sizes in the different areas of the country is as follows :

No. of workers in establishment	Governorates	Lower Egypt	Upper Egypt	Whole Country
1-2	61.1 %	74.5 %	83.3 %	66.25 %
3-4	23.0 %	17.0 %	11.1 %	20.50 %
5 or more	15.9 %	8.5 %	5.6 %	13.25 %
	100 %	100 %	100 %	100 %

Working days:—

It was found that about two-thirds of the workers in the sample worked six days per week and 3% worked 7 days per week. The data also showed that the percentage of workers not having a weekly vacation increases as age decreases. It is 28.1 % among men, 34.77, among boys and 46.3 % among children.

Age Distribution :

The modal age interval was found to be 20 to 30 years. The ages of over 50 % of the workers ranged between 20 and 40 years. The interval 20 to 50 years of age involved more than two thirds of the workers.

Relatives :

By relatives of the employers we mean here their sons (or daughters), their brothers (or sisters), their wives (or husbands) and their fathers (or mothers). This class had to be studied alone owing to the fact that in almost all cases these workers either live with their employers or get from them a multitude of services the value of which is very hard to estimate, thus

rendering it very difficult for the government to interfere between the employer and this class of his workers.

It was found that one eighth of the workers are relatives, 70 % of whom are sons or daughters and 25 % are brothers. One third of the sons (or daughters) are under 15 years and a half of them is 18 years or more.

Referring to the above mentioned three age categories, namely men, boys and children the great difference between the distributions over these age categories of relatives and all workers is evident from the following percentage distributions:

	<u>Men</u>	<u>Boys</u>	<u>Children</u>	<u>Total</u>
Relatives	62 %	13 %	25 %	100 %
All Workers	85.4 %	7.3 %	7.3 %	100 %

The modal age among relatives is about 10 years less than the corresponding age among all workers, the modal interval in the case of relatives being 10 to 20 years. This interval involves the ages of 40 % of the relatives. The percentage of working children under 10 years is 5.1 among relatives and only 0.8 among all workers. In about 40 % of the establishments employing one worker, this worker was found to be a relative of the employer and in 80 % of the cases this relative was the employer's son.

Clerical and technical employees :

This class involves 18.4 % of the workers. Again the difference between the age distribution in this class and among all workers is obvious. All the employees in this case were found to be 18 years or more. The ages of 28.5 % of the individuals range between 40 and 50 years. This percentage is twice the corresponding one among all workers. It is difficult to find a modal age for this class since the frequencies are almost equal between 20 and 50 years.

Women Workers :

The sample included 33 women only, i.e. 2.5 % of the workers. They are distributed according to age and relationship to the employers as follows :

18 years or more : 26 workers (2 wives and 24 non-relatives).

15 and less than 18 : 3 workers (one daughter and two non-relatives).

less than 15 years : 4 workers (3 daughters and one non-relative).

Wages :

59.6 % of the commercial workers have monthly salaries and 34.7 % have daily wages. The percentage of workers having weekly wages (5.7%) is very small compared with the corresponding percentage among industrial workers, the latter being 89.1 %.

It was also found that the percentage of workers having daily wages decreases as age increases. It is 55.4 % among children, 48.7 % among boys and 32.6 % among men. It was found that :

The modal wage for men ranges between 20 and 30 piastres and the mean wage is 23 piasters ;

The modal wage for boys ranges between 10 and 15 piastres and the mean wage is 12.5 piastres ;

The modal wage for children ranges between 5 and 10 piastres and the mean wage is 7.6 piastres.

The average wage among all workers having daily wages is 20.8 piastres.

In the case of weakly wages it was found that :

The modal wage for men ranges between 100, 150 piastres and the mean wage is 131.5 piastres.

The modal wage for boys ranges between 50, 100 piastres and the mean wage is 70.5 piastres.

The modal wage for children ranges between 30, 50 piastres and the mean wage is 44 piastres.

The average weekly wage among all workers having weekly wages is 128 piastres.

The corresponding figures for workers having monthly salaries are as follows :

The modal salary for men ranges between 500 and 700 piastres, the average salary is 1360.2 piastres.

The modal salary for boys range between 300 and 500 piastres, the average salary is 368.4 piastres,

The modal salary for children ranges between 100 and 300 piastres, the average salary is 191.1 piastres.

The great difference between the modal and the mean monthly salary among men is due to the presence of the employees of the big commercial establishments who get very high salaries. This is why the average monthly salary among all workers rises to 1139.7 piastres.

Increases in wages due to the minimum wage scheme :

The scheme proposes the following minimum wages in non-agricultural employments : 15 piastres a day for a child (under 15) 20 piastres a day for a boy (15 and less than 25) and 25 piastres a day or 625 piastres a month for a man (18 years and over).

The percentages of workers who would benefit from the scheme and the amount of increase in their wages are as follows :

	<u>Men</u>	<u>Boys</u>	<u>Children</u>
Percentage of beneficiaries among all workers in the category	42.6 %	67.4 %	53.7 %
Percentage of beneficiaries among all non-relatives in the category.	46.7 %	86.5 %	91.1 %
Percentage of beneficiaries among all beneficiaries in the sample.	80.4 %	10.6 %	8.5 %

45.2 % of all workers benefit from the scheme. The modal weekly increase ranges between 30 and 60 piastres. Worker whose increase exceeds this amount are 16.6 % only of all the workers. They are distributed according to the amount of increase as follows :—

- 0.8 % have an increase between 120,150 piastres a week.
- 3.5 % have an increase between 90,119 piastres a week.
- 12.3 % have an increase between 60,89 piastres a week.

The law would raise the wages of all commercial workers by 12.3 %.

Subsidiary Income from Work :

It was found that 16.5 % of the paid workers get subsidiary income from their work beside their wages. The distribution

of those workers according to the kind of subsidiary income is as follows :

Tips : 7.3 %, Meals or residence (either in the establishment or with employer): 4.3 %. Grants from the employer : 1.8 %, Commission : 3.1 %.

It was found that 29 % of this group get a subsidiary incomes of one pound or more a week and 52 % get a subsidiary income amounting to 50 piastres or more a week.

26.6% of this group had subsidiary incomes equal to 100% or more of their wages and for 41 % of the group, the subsidiary income was 50 % or more of the wage.

If the subsidiary income is considered as a part of the worker's wage the above mentioned percentages of beneficiaries and increases in wages would have to be modified as follows :

	<u>Men</u>	<u>Boys</u>	<u>Children</u>
Percentage of beneficiaries among all workers in the category.	39.4 %	65.3 %	48.6 %
Percentage of beneficiaries among all non-relatives in the category	43.2 %	83.8 %	87.5 %
Percentage of beneficiaries among all beneficiaries in the whole sample	79.7 %	11.3 %	9.0 %

42.2 % of workers would then benefit from the scheme. 9.8 % of the workers would get a weekly increase between 10 and 29 piastres,, 13.5 would get between 30 and 59 piastres and 13.7 % only of the workers would get a weekly increase of 60 piastres or more.

The law would then raise the total wages of the workers by 10 %.

Dr. AHMED HUSSEIN and Dr. M. A. BADRY.

NEWER ASPECTS OF LOCATION IN EGYPTIAN INDUSTRY

by

Dr. GAMAL ELDIN MOHAMED SAID
Economics Department University of Alexandria.

1.—Significance of the term location.

The term location connotes a relation between industry and geographical area (1), but—as Florence puts it—the significance to the economist lies in the relation of the industry to the distribution of the occupied industrial population as a whole (2). Moreover, many writers about location in Egypt as elsewhere have devoted much space to the study of the general theories of location. To me, it seems idle to search for a theory of location which may be used to explain the present distribution of industry in Egypt and the industrial population. The present distribution represents a growth from the past and can only be understood in the light of that past. The explanation of present location must therefore—as J. H. Jones (3) puts it—be sought in a combination of circumstances including « historical accident », rather than in a single cause or an inevitable chain of causation.

Nevertheless, it is possible to some extent to disentangle many of the factors influencing the distribution of industry in Egypt during the last decade. The distribution of industry and industrial population in Egypt is best shown by the results of 1944 and 1947 Censuses of Industrial Production.

2.—Analysis of present location.

The 1944 census reveals that, of 22,220 productive factories, 18 % were located in Cairo, and 8 % in Alexandria, while the

-
- (1) Marshall: *Principles of Economics*, Chap. X, book IV, p. 268. Eighth Edition 1947.
 - (2) P.S. Florence : *Investment, location and Size of Plant*, p. 34.
 - (3) Report: *Royal Commission on the Distribution of the Industrial Population*. London 1940, p. 249.

total number of workers engaged in productive factories (1) as a whole was 316,144, of which 23 % were in Cairo and 16 % in Alexandria. The 1947 census shows that, of 26,742 productive factories 4,650 units were located in Cairo, that is to say about 17.4 % of the total for all Egypt; 1,870 factories were in Alexandria, i.e. about 7 %; while the total number of workers engaged as a whole was 347,266, of which 23.6 % were in Cairo and 20.5 % in Alexandria. The relatively higher percentages of labour engaged in Alexandria compared with Cairo inspite of the comparatively lower percentage of number factories in Alexandria than Cairo is mainly due to the prevalence of a bigger size of factory as a whole in Alexandria than Cairo.

Such a high degree of concentration of diversified industries in Cairo and Alexandria is perhaps the most striking feature of the location of industry in Egypt. Various factors account for the location of industry in these two cities :-

(i) *Proximity to the market :*

In Egypt, proximity to the market was of greater importance in deciding the location of industries than any technical forces. Cairo and Alexandria containing large aggregations of the population, made the effective demand in the two cities greater than elsewhere. The 1947 population census proved that Cairo had a population of 2,100,486 and Alexandria 928,237 out of a total population for Egypt of 19,333,705 and that only 11 towns in Egypt had a population of over 50,000 persons. Thus, the food, clothing and building industries were the early industries which catered for the demands of a rapidly growing community. Needless to say, that income per head is much higher in Cairo and Alexandria than elsewhere, especially as landbords prefer to stay in big cities. A great portion of the purchasing power is therefore concentrated in the two cities, and the country districts are, in fact but badly depressed areas (1).

It must not be forgotten that the principle of minimum differentiation can be well applied here, for once industries

(1) Yearly income per capita in the countryside averaged between L.E.3 and L.E.5 (Report of Committee on Industry, 1948, p. 4) while the average for Egypt as a whole was about L.E.30 in 1945.

have been established in a region, favourable conditions are created which, in their turn, strengthen the attractions not only of the locality but also of the whole region in which the industries have started to gain external economies.

Thus, as stated in the Barlow report on the Distribution of the Industrial Population, « regional concentration... not only offers further advantages to the « basic » industries but also offers advantages to other industries. Thus the closed district tends to grow like a snow-ball and become a large « conturbation » (1).

Nevertheless, some industries catering for the large demand of Cairo and Alexandria have found other locations (2)—as will be seen later—with advantages reflected in reduced costs, which outweigh the transport costs involved.

(ii) *Availability of capital and enterprise.*

Financiers who are residents of the two cities were anxious to keep their ancillary activities close to their main lines of commerce or finance, unless technical factors interfered. The supply of entrepreneurial ability was mostly limited to the two centres of economic activity, especially in the early stages of Egypt's industrializations. Also industry requires a supply of skilled technicians, scientists, consultants, administrators, accountants, clerks, etc., and all those are more inclined to prefer living in cities, where the comforts and amenities of life are available. The facilities that provide a general stimulus to industrial efficiency, such as universities technical colleges, etc., are also available in the two cities.

(iii) *Abundance and regularity of Labour*

The amount of labour available and the regularity of its supply was a factor favouring location in the two cities. The supply of skilled and sem-skilled labour in cities and towns is more elastic, owing to relatively higher standards of literacy labour supply in rural districts is also subject to seasonal

(1) See Report p. 29. The term "conturbation" was given by Prof. P.S. Florence in a report presented to the Commission.

(2) Or at least they believed so.

fluctuations, being scarce during the cotton gathering season. Industrial work is often taken up by peasants as a side-line to their main agricultural work. This affects the economy of firms located in rural areas, since it results in a high labour turnover and a high percentage of absenteeism.

(iv) *The transport factor:*

Cairo, capital of Egypt, is favoured by relatively better systems of transport, whether by rail, road or waterways. Alexandria, the main sea port in Egypt, also enjoys convenient transport. Other places in Egypt are less fortunate in this connection. The entrepreneur has to incur the cost of providing transport if the factory is established outside the big cities. This may well affect the balance of the forces of location. The difficulty is increased by a railway tariff which is framed to yield the highest possible revenue. The extension of transport facilities however has created new possibilities of industrial developments outside Cairo and Alexandria. Improvements in the road system helped in creating new towns, such as Kafr El-Dawar, Shoubra El-Khema etc. In the future it is expected that this tendency will be accentuated as a result of vast programmes of road construction. Industrial centres in rural districts are likely to arise on a larger scale. A good example is Kafr El-Dawar where Misr-Bradford (fine cotton textile firms) created a new centre which attracted other firms such as the new giant rayon company.

(v) *Powder generating* plants were established early in Cairo and Alexandria and it was estimated in 1944 that 80% of Egypt's electrical energy was confined to Cairo and Alexandria. (1)

Added to the above, the location of industry in Cairo and Alexandria offered the entrepreneurs a chance to benefit from external economies due to the expansion of industry as a whole. The importance of external economies will tend to diminish after a certain point, however for excessive localisation may give rise to external diseconomies.

From the above it seems that entrepreneurs in Egypt found in many cases that the optimum location which achieved the

(1) Bulletin of the Ministry of Commerce & Industry 1945.

lowest cost per unit of output was in either of the two big cities. As differences in location result in variations of costs, all potentialities should be studied before choosing a particular site. The location factor which leads to the greatest economies, and so reduces the cost of the marginal unit to a minimum, should be the factor to follow in deciding the location.

3.—Some special cases of location.

(i) *Spinning and weaving.*

The mechanical spinning and weaving industry which came into being in 1930, depending on local and imported yarn, became highly localised in Mehallat, Alexandria and Kafr El-Dawar. In 1946 the principal Egyptian cotton mills, which accounted for about 80 % of the total output of the industry—produced 32,900,000 Kgs. Of this 45 % were processed in Mehallat, 43 % in Alexandria, and 12 % in Kafr El-Dawar. The choice of Mehallat was a departure from the traditional practice (being in the two big cities). The supposed causes were stated to be, the high degree of humidity, the situation in the centre of the most important cotton growing zone, relatively lower wages, availability of cheap land and availability of skilled labour in the ranks of handloom weavers. These supposed advantages proved to be without foundation. The difference in humidity between Mehallat and Alexandria is negligible and artificial methods are used at present in Mehallat. In the outskirts and suburbs of Alexandria land is even cheaper than in Mehallat. Nearness to the cotton growing zone is of no vital importance, for the most important world cotton industries have existed in areas even far from the supplying countries, meanwhile Alexandria is fortunate in having the privilege of blends of many grades of cotton a matter which is highly appreciated by the industry. Moreover location near cotton zone involves an increased cost of transport of finished products to places of consumption. The regional differences in wage-levels is not a decisive factor and there is no statistical evidence to prove that such differences are real ; and even if they existed are generally wiped off or at least minimised due to high labour turnover, high percentages of absenteeism and higher costs of training ; or may be changed by a powerful trade-union movement (e.g. the Mehallat trade union comprises over 27,000 workers).

The above economic factors point to Alexandria as a more suitable place for the spinning and weaving of cotton textiles, having the advantage of a highly organised cotton market, and moreover it is one of the big consuming centres, and therefore there are no costs of transporting the finished products.

(ii) *The Cement Industry.*

The cement industry is one of Egypt's most important and efficient industries. It is highly localised at Tourah and Helwan (1) which are close to each other in the outskirts of Cairo. Location took place near the source of raw materials, for rich deposits of limestone exist within a five miles radius of the producing firms. Shoal is brought by ship from the near-by village of El-Saaf and gypsum is brought from El-Ballah near the Suez canal, but the costs of transporting those two items are small when compared with the total costs of the raw materials. But as the principal raw material is bulky and heavy, any location other than by the source of raw material would be uneconomical and would lead to increased costs. The present location has therefore achieved great savings in delivery costs, and ensured the least possible transport cost combination.

(iii) *The Sugar Industry.*

The location of the sugar industry in Upper Egypt is governed by geographical considerations—the need for rather hot climate for growing sugar-cane, and the abundance of cheap seasonal labour. The five crushing plants naturally located near the sugar-cane cultivating areas as delays in crushing lower the saccharose content of the sugar-cane and may cause deterioration (2). Also the crushed cane loses weight whilst processing, a matter which favours manufacturing near the source of the raw material. The refinery is located at Hawam-dieh, far to the north of the crushing factories. The decisive factor for such location is the proximity to important markets of consumption in Cairo and Lower Egypt. Moreover the sugar

(1) Only late in 1947 a new factory was established near Alexandria. It started its production in June 1950 and its yearly productive capacity is 100,000 tons, while the other two producing factories have a capacity of 900,000 tons yearly.

(2) J. Mazuel: *Le sucre en Egypte*, p. 126.

company needs to import considerable quantities of raw sugar, if the refinery is to be working to capacity. It was suggested that the refinery should have been located in between the crushing plants (1). But, the above reasons, added to the company's monopolistic position; the guarantee of its profits by the government, the absence of foreign competition due to the prohibition of imported refined sugar, combined with a discrimination policy in transport costs granted to it by the railways, the resale price maintenance policy agreed upon between the government and the company during the period of the sugar convention are all factors that make the suggestion for re-localing the refinery doomed to failure.

4.—Measurement of co-efficient of localisation for important industries.

In my book «Economics of Egypt» (2), I made the first attempt to measure localisation for important industries. The co-efficient of localisation gives a general picture of the degree of local concentration of a particular industry as compared with the distribution of the working population as a whole. Prof. P.S. Florence in his book "Investment, Location and Size of Plant" devises the statistical measurement of this coefficient; "when workers are divided up region by region as percentages of the total in all regions, the co-efficient is the sum (divided by 100) of the plus deviations of the regional percentages of workers in the particular industry from the corresponding regional percentages of workers in all industry" (3). Prof. Florence adds that "complete coincidence region by region of the particular industry : with all industry gives a coefficient of 0, extreme differentiation (e.g. workers in the particular industry being all concentrated in one region) gives a figure approaching 1."

I had to be content, when working out these coefficients for certain Egyptian industries, with the figures published in the 1937 Industrial and Commercial Census, since the necessary

-
- (1) A. A. Ismail: *The cost of transport and the location of industry in Great Britain and Egypt*. Ph.D. thesis presented to the University of Birmingham, p. 435.
 - (2) Dr. G. E. M. Said: *Economics of Egypt*.
 - (3) See page 34.

data for calculation was not published in the 1944 or the 1947 Censuses of Industrial Production. The ten industries taken in this attempt were chosen according to their importance in the national economy, measured here by the volume of employment in each ; (the only possible measure). They employ between them 58 % of the total working population. The following table gives the results of the computations.

CALCULATION OF COEFFICIENTS OF LOCALIZATION FOR IMPORTANT INDUSTRIES IN EGYPT.

Regions of Egypt	Percentage of all workers										Deviation from total in Production											
	(a) Total employed in production	(b)	(c) Textiles	(d) Metallurgy	(e) Transport	(f) Construction	(g) Animal Food	(h) Oils and Fats	(i) Chemical	(j) Paper	(k) Leather and Furs	b-a	c-a	d-a	e-a	f-a	g-a	h-a	i-a	j-a	k-a	
All Regions	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1. Cairo	31.0	11.5	7.0	52.7	46.7	28.6	16.6	9.6	40.1	32.6	43.5	—19.5	—24.0	21.7	15.7	—2.4	—14.4	—21.4	—9.1	1.6	12.5	—
2. Alexandria	16.3	9.7	13.4	15.8	17.8	7.7	17.1	21.7	44.0	63.0	37.5	—6.6	—2.9	—5	1.5	—8.6	.8	5.4	27.7	46.7	21.2	—
3. Canal	2.4	1.0	.2	1.1	14.4	1.2	1.3	.4	.1	3.1	.6	—1.4	—2.2	—1.3	12.0	—1.2	—1.1	—2.0	—2.3	.7	—1.8	—
4. Suez	.7	.4	.0	1.9	2.1	.1	.3	.0	.4	—	.1	—3	—7	—1.2	1.4	—6	.4	.7	—3	—7	.6	—
5. Damietta	1.8	.7	3.8	.5	.3	.4	2.1	.5	—	—	—	—1.1	2.0	—1.3	—1.0	—1.4	.3	—1.3	—1.8	—1.8	—1.8	—
6. El-Beheira	2.7	3.3	3.0	2.1	1.3	7.7	3.6	.3	10.9	—	.9	.6	.3	—6	—1.4	5.0	.9	—2.4	8.2	—2.7	—1.8	—
7. El-Daqahiya	2.9	2.9	2.3	5.7	.5	1.4	7.4	1.8	—	—	1.6	.0	—6	2.8	—2.4	—1.5	4.5	—1.1	—2.9	—2.9	—1.3	—
8. El-Gharbiya	12.1	4.6	44.1	6.0	2.9	8.3	7.1	43.9	1.3	.8	3.8	—7.5	32.0	—6.1	—9.2	—3.8	—5.0	—31.8	—10.8	—11.3	—8.3	—
9. El-Minufiya	2.2	2.2	4.0	1.7	.2	.3	7.6	.3	—	—	.3	.0	1.8	—5	—2.0	—1.9	5.4	—1.9	—2.2	—2.2	—1.9	—
10. El-Qalyubiya	2.5	1.6	6.4	0.9	8.3	2.6	2.7	.4	.9	—	.3	.9	3.9	—1.6	5.8	.1	.2	—2.1	—1.6	—2.5	—2.2	—
11. El-Sharqiya	1.8	2.4	2.0	1.3	1.3	1.1	4.1	.8	—	—	.1	.6	.2	—5	—5	.7	2.3	—1.0	—1.8	—1.8	—1.7	—
12. Aswan	1.5	4.5	.0	.2	.0	.1	.4	.9	1.8	—	.1	3.0	—1.5	—1.3	—1.5	—1.4	—1.1	.6	.3	—1.5	—1.5	—
13. Asyut	3.0	3.9	3.6	2.5	.6	.8	7.6	5.2	.3	—	2.4	.9	.6	.5	—2.4	—2.2	4.6	2.2	2.7	—3.0	—0.6	—
14. Beni-Suef	1.0	1.8	1.0	.9	.0	.3	2.4	—	.1	—	.6	.8	.0	.1	—1.0	.7	1.4	—1.0	—9	—1.0	—0.4	—
15. El-Faiyum	1.0	1.3	1.1	.8	.5	.2	2.3	—	—	—	4.3	.3	.1	.2	.5	.8	1.3	—1.0	—1.0	—1.0	3.3	—
16. Girga	2.5	2.6	.9	1.7	.3	.5	6.3	1.5	.1	—	2.5	.1	1.6	—8	—2.2	—2.0	3.8	—1.0	—2.4	—2.5	.0	—
17. El-Giza	3.3	9.4	1.3	2.3	.3	19.5	2.2	1.6	—	0.5	.1	6.1	—2.0	—1.0	—3.0	16.2	—1.1	—1.7	—3.3	—2.8	—3.2	—
18. El-Minya	4.0	12.0	5.0	1.4	1.8	.7	4.5	.1	—	—	.4	8.0	1.0	—2.6	—2.2	—3.3	.5	—3.9	—4.0	—4.0	—3.6	—
19. Qena	5.8	24.1	.9	.5	.0	9.1	4.4	2.0	—	—	1.0	18.3	—4.9	—5.3	—5.8	3.3	1.4	—3.8	—5.8	—5.8	—4.8	—
20. Frontier Dist.	1.5	.1	.0	.0	.2	9.4	—	9.0	—	—	.0	—1.4	—1.5	—1.5	—1.3	7.9	—1.5	7.5	—1.5	—1.5	—1.5	—
Total Deviations												+38.7	+41.9	+25.7	+36.4	+32.5	+26.0	46.9	45.3	49.0	37.6	—
Coefficient of localization												—38.7	—41.9	—25.7	—36.4	—32.5	—26.0	—46.9	—45.3	—49.0	—37.6	—
												.39	.42	.26	.36	.33	.26	.47	.45	.49	.37	—

The table shows that coefficients of localisation varied considerably for the different industries, being 0.26 in industries connected with animal food and metallurgy, and rising to 0.49 in the paper manufacturing industry. The textile industries and industries connected with vegetable food, oil and fat extraction, chemicals and paper yielded a medium coefficient, while the others yielded a poor coefficient of localisation.

More sensitive results would have been obtained, had not the data for the industries been lumped together, for example industries connected with vegetable foods comprise eleven industries, textiles comprise 16 industries, etc. Better results would have been obtained too, if there had been a greater number of regions to allow analysis of the whole country county by county.

It may be suggested that the tables of the Census of population would serve the latter purpose, but in fact, it may be misleading because persons in the population census in Egypt are classified according to their place of residence and not employment.

There remains few words to be added. There are some new dynamic factors at work now and which will certainly affect the future trends for location. Industry most probably will move towards the South at Asswan, if the generating of the hydroelectric power is to be taken serious. There is also another probable future trend, for some industries may locate in the Northern Delta, with the aim of the coming into being of rural reform as is understood from the new egyptian move. A third trend may be towards the Red Sea near the oil fields.

The social aspect of the problem of location should receive more attention now, as social costs may exceed by far marginal private costs.

G. E. M. SAID
Ph.D. (Birmingham)

Alexandria, August 1952.

THE NATIONAL INCOME OF EGYPT

1950

by

MAHMOUD AMIN ANIS

Ph.D. Econ., London, F.R.S.S., B. Com. Cairo.

This is a new issue of the series of the National Income of Egypt. The first and second issues appeared in 1950 (1) and 1951 (2). This new work attempts to present in brief the elements of the national income of Egypt of 1950. It is written with the assumption that the readers are familiar in a general way with the techniques of the national income. For the benefit of those who do not have this familiarity or wish to be more acquainted with the question, my 1951 publication will serve their purpose.

The present as well the last two works are offered humbly with the full recognition of the difficulty of knowing with some degree of certainty the figure of the national income. It is presented also with the awareness of the complexity of the question. If I nevertheless have the hardi hood to take up this question again it is in the hope that this series may contribute to the development of the statistical machinery to improve the estimates.

M. A. ANIS

Bureau of Economic Research,
Ministry of Finance.

Cairo, Sept. 1952.

-
- (1) The National Income output and Expenditure of Egypt for the years 1937-1945.
 - (2) A study of the National Income of Egypt, *L'Egypte Contemporaine*, Novembre-Décembre 1950, n° 261-262.

It is an unfortunate fact that no adequate statistics for the national income exists in Egypt. The lack of trustworthy statistics is indicated by such conditions as : very tardy publication of yearbooks and census reports, vague definitions, lack of important data...

The main gaps in the Egyptian statistics of the national income are caused by the non-existence of reliable statistical material regarding of the following items:

- 1) Rents of lands and buildings
- 2) Wages paid in agriculture and agricultural profits
- 3) Commercial and Industrial profits
- 4) Salaries and wages in general
- 5) Employment.

The available statistical material could be allocated to :

- 1) The population Census in 1937 and 1947.
- 2) Census of Commercial and Industrial Establishments in 1937.
- 3) Census of Agricultural Production in 1937 and 1947.
- 4) Census of all Industrial Establishments in 1942, 1945 and 1950.
- 5) Census of wages and working Hours in 1942, 1945 and 1950.
- 6) Census of Industrial Output in 1944 and 1947.

The calculation of Egypt's national income for 1950 is attempted here. The three fold approach through income-output-expenditure is applied to make the figures comparable with the previous estimates.

The method of approach :

- 1) Output approach : The measurement of total yearly value of all goods and services produced by the community.
- 2) Income approach : The estimate of aggregate current value of income in money and kind of persons normally resident in the state for services which command monetary reward:

- 3) Expenditure approach : The mode of disposal of income by its recipients.

THE CALCULATION OF THE NATIONAL INCOME.

Payments which represent transfer of income through the medium of the State. The so-called transfer payments are excluded from the national income. They mainly consist of interest paid on the national debt and such payments as old age pensions. The treatment is based on the ground that the payment does not accrue from the production of goods and services.

Income from land and buildings is included whether property is owner-occupied or rented. This is because houses and lands are a type of real capital which have customarily a rent.

The value of domestic services performed by housewives is excluded on practical grounds, where as payment in cash of domestic services is included.

Farm produce consumed in farm households without the process of sale is valued at prices which the farmers receive for similar goods sold. No attempt is made to estimate this item separately for lack of statistical material.

Private income comprises the aggregate of incomes of individuals and companies from all sources, whether or not for services rendered. It includes «transfer payments» and indistributed profits of companies, but excludes profits accruing to the State as entrepreneur remuneration.

Personal disposable is the private income after deduction of taxes (excluding indistributed profits of companies).

THE NATIONAL INCOME AND EXPENDITURE.

The estimates for 1950 are shown in four main categories in table I. The figures of 1939-45 inclusive are also given. There were three main sources of information :

1. — Rates of non-agricultural wages supplied by the Statistical Department as a result of half yearly inquiries.

TABLE 1.
THE NATIONAL INCOME (L.E. M.).

Income Category	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1950
Rents (1) Land	35	39	38	47	63	73	90	130
Building	13	13	14	15	15	16	16	40
Profits and Interest								
Agricultural (2)	23	23	33	60	58	76	79	100
Non-agricultural (3)	40	50	59	81	96	112	123	230
Salaries and Wages (4)	53	63	85	118	147	172	185	325
Government Income (5)	6	7	10	11	11	13	11	20
Total	170	195	239	332	390	462	504	845
Add.								(6)
Undistributed profits	—	—	—	7	7	13	13	10
	170	195	239	339	397	475	517	855
Errors	— 2	— 4	— 6	— 13	— 7	— 11	— 15	+ 5
Net National Income at Factor Cost	168	191	233	326	390	464	502	860

Profits by definition are taken before deduction of income tax. They include income below tax exemption limit. Aggregate profits here are net—after current business expenditure have been deducted.

TABLE 2.
THE NATIONAL INCOME (Percentages).

Income Category	1937-39	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1950
Rent of Land and Buildings	28.7	26.7	21.8	18.7	20.0	19.3	21.0	21
Profits and Interest	36.5	37.4	38.8	42.4	39.6	40.7	40.0	38
Salaries and Wages	31.2	32.3	35.4	35.6	37.8	37.2	36.8	38
Government Income	3.6	3.6	4.0	3.3	2.6	2.8	2.2	3

2. — The State budget which provides the aggregate figures of salaries and wages of all Government officials.

3. — Special agricultural wages inquiries conducted by the Ministry of Social Affairs.

4. — Private inquiries.

- (1) Allowance has been made for maintenance and repair. Rent of Public Buildings is included. Rent of dwellings exempted from house tax has been included in 1950-1951.
- (2) Including Live-Stock Production.
- (3) Including professional earnings.
- (4) Wages include an allowance for income in kind.
- (5) Miscellaneous Government income such as trading profits, receipt of public enterprises and financial operations.
- (6) Estimate.

RENTS.

Buildings. — The method of estimate is based on the amount of house tax collected annually.

Land. — Rent of arable land is based on inquiries on a limited scale conducted by the Ministry of Social Affairs to arrive at the average rent per feddan in the various years.

PROFITS.

The non-existence of the global Income Tax in Egypt before 1950 rendered any attempt to estimate the income of persons or companies extremely difficult. The method of estimate consisted of adding up incomes from different sources in the Cairo Area as representing about 50 % of the taxable capacity of the whole country. For 1950, some figures on the income tax returns were available for the whole country.

The item interest refers only to interest paid to individuals on money deposited in banks other than government institutions. National Debt interest, considered as transfer payment is excluded from the national income tables. However, it is included in the private income. All other interest appears as profit of the recipient business firm.

TABLE 3.

THE NATIONAL EXPENDITURE (L.E. M.).

Category	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1950
Personal expenditure on consumers' goods and services	148	146	167	228	271	292	326	650
Government and Local Authorities...	27	27	32	41	57	64	80	178
Capital formation	8	33	51	76	78	132	122	113
National Exp. at market value	183	206	250	345	406	488	528	941
Subsidies	3	3	3	3	6	5	10	12
Less Indirect Taxes	18	18	20	22	22	29	36	93
Net National Exp. at Factor Cost...	168	191	233	326	390	464	502	860

Table 3 is designed principally to show the proportion of national income expended on the main items of expenditure. Each individual disposes of his income in three main ways: by expending part of it on goods and services for consumption, by paying part of it to the State in taxation and by saving the

remainder of it. The income earned in salaries, wages, profits and rent for the production of goods and services is generated by the expenditure on the purchase of those goods and services.

Personal expenditure on goods and services covers all expenditure by families and individuals, valued at the price paid for them by the consumer. Personal expenditure shows the money value of all consumers' goods and services either bought or received by them as income in kind. The figures here are therefore at prices which include indirect taxes and dues which appear in the market value of those goods and services. They include the amount of Government subsidies which do not enter into market values.

Expenditure by Public authorities is treated separately under item 2. This item comprises expenditure by Government and Public Authorities which arise from a direct demand for goods and services. Government expenditure given here is not a consistent measure of the total amount of goods and services at the disposal of the government since they include sources obtained by barrowing or by the sale of capital goods. Subsidies are not included in this item.

Rent of land and dwellings, whether paid by the tenant or imputed (i.e. when the property is owned by the person using it) is included. Net overseas investment and capital formation at home emerges as the difference between subsequent items in table 1 and 3.

Subsidies are restricted to the classes of payment made by the Central Government toward the cost of goods and services bought by the public : such as agricultural subsidied, bread subsidies, grants in respect of fertilizers, grant to cereal cultivators, subsidies for civil aviation companies.

Indirect taxes consist of taxes on outlay. These taxes require to be reduced from the national income at market price since they enter into the market value of goods and services but do not remunerate any factor of production, i. e. do not make part of the national income. Among the main items of indirect taxes are customs and excise duties, tobacco and cigarette dues, entertainment tax, stamp duties, motor

vehicles duties, broadcasting receiving licences. The estimated amount of taxes which enter into the value of exports has been deducted since their value is not included in the total value of goods and services consumed within the country.

It will be noted that the total income (table 1) and total expenditure (table 3) are formerly identical. It can readily be seen where rents, profits, salaries and wages appear in table 3. Wages and salaries of public servants (table 3) item 2 are identifiable with the constituents of item 3 table 1.

Items 1-6 of table 3 contain non-public services, profits, salaries and wages Rents are obviously part of item 1 table 3 and so on.....

It can also be noticed how other elements disappear through positive entries cancelling negative entries. Indirect taxes, negative under item 6 table 3, cancel out the corresponding positive constituents of item 1. Subsidies on consumers goods and services are positive in table 3 (under a separate item) and cancel with negatives in items 1-6 because costs of production, salaries, wages and profits exceed the cost at market price by the amount of subsidies.

PRIVATE INCOME AND EXPENDITURE.

Private income is the total income, cash and kind from all sources of persons normally resident in the State. Accordingly it is derived from the national income by deducting income of public authorities and adding transfer payments as shown in table 4.

In calculating the gross consumption of crops, deductions have been made from total productions to account for seed requirements for the following season's crop and export. On the other hand additions have been made for imports.

Deductions have been made also for loss due to faulty threshing, the depredation of pests or to other causes. Moreover it is recognised that the consumption of any given year is not truly obtained by the above method, there is also a carry over to be reckoned with which may vary from year to year according to the size of the crop.

Retail value were estimated by multiplying quantities consumed by the average prices at Cairo official markets. Where prices were quoted for many varieties of a particular commodity, the main variety was chosen. As regards consumption of non-food items estimates were made according to the results of some cost of living inquiries. The values shown for all items are likely to be overstated to the extent that they include expenditure by temporary residents in Egypt.

TABLE 4.
PERSONAL INCOME

Category	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1950
	L.E. 1,000,000							
National Income	168	191	233	326	390	464	502	860
Government Income	— 6	— 7	— 8	—11	—11	—14	—11	—21
Difference	162	184	225	315	379	450	491	839
Transfer Payments	6	6	6	7	9	9	8	10
Total Private Income before Tax.....	162	190	231	322	388	459	499	849
Less Liabilities for direct taxes	— 7	— 9	—10	—13	—19	—19	—20	—31
Private Income after Tax	161	181	221	309	369	440	479	818
Less undistributed profits	—	—	—	7	7	13	13	—
Personal Disposable Income	161	180	221	302	362	427	466	818

PROPORTION OF PERSONAL INCOME REQUIRED
TO MEET TAXATION.

Category	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1950
Personal Income	161	180	221	302	362	427	466	818
Direct Taxes	7	9	10	13	19	19	20	31
Indirect Taxes	18	18	20	22	22	29	36	93
Less subsidies	3	3	3	3	6	5	10	12
Total Tax liabilities	22	24	27	32	35	43	46	112
Tax liabilities as a percentage of personal income	14	13	12	11	10	10	10	14

Category	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1950
Personal Expenditure on consumer's goods and services	81	71	67	66	67	60	62	70
Ditto—Gov. and local authorities.....	15	13	13	12	14	13	15	18
Capital formation	4	16	20	22	19	27	23	12

TABLE 5. (L.E. 1,000,000.)

**EXPENDITURE OF PRIVATE INCOME IN MAIN CATEGORIES
AT CURRENT PRICES.**

Category	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1950
Food	94	90	106	152	175	185	208	348
Cigarettes and Tobacco	12	13	14	20	27	29	33	37
Beverages	0.5	1	1	1	1	2	2	8
Clothing	11	13	13	12	21	22	25	100
Communication	4	4	5	6	8	8	9	... (1)
Amusements	2	2	2	3	4	4	4	... (1)
Rent of dwellings	12	12	12	12	13	13	13	35
Other items	12.5	13	15	19	22	24	32	115
Private saving	13	33	53	77	91	140	140	175
Income	151	181	221	302	362	427	466	818

TABLE 6.

MAIN CATEGORIES OF PRIVATE EXPENDITURE (percentages)

Category	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1950
Food Consumption								
Dairy Products	6.6	7.0	6.8	7.1	9.5	10.5	9.8	6.0
Meat	6.8	7.2	9.0	9.3	10.2	10.6	12.0	13.0
Bread	34.4	33.6	31.7	32.6	29.2	24.5	26.6	13.0
Other items of food consumption	14.8	14.2	15.9	17.4	15.2	16.7	15.6	24.0
Total food consumption	62.6	62.0	63.4	66.4	64.1	63.2	64.0	56.0
Cigarettes	8.4	8.8	8.2	8.7	9.7	9.9	10.2	5.7
Rent	8.1	8.2	7.2	5.2	4.7	4.4	4.0	5.4
Tea, Coffee and Drinks.....	3.5	4.0	3.9	3.8	3.7	3.8	4.3	32.9
Other items	17.4	15.3	18.2	17.1	17.8	20.4	18.5	
	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

The increase in the value of expenditure is mostly a reflection of the increase in prices. To correct the results for price changes, table 7 has been computed. This table shows that at 1939, expenditure on food did not increase substantially over that period. Compared with 1939 we notice an increase of 3.4 % and 4.2 % in 1942 and 1945 respectively. In 1950 increase was 10 % while for 1940, 1941, and 1944 the figures have declined by 6.4 %, 9.9 % and 5 % respectively.

(1) Included in other items.

TABLE 7.
PERSONAL EXPENDITURE ON FOOD AT 1939 PRICES.

Category	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1950
Millions of pounds	94	87	84	96	92	88	97	104
Percentages	100	94	90	103	99	95	104	110

THE NATIONAL PRODUCT.

The National income for any period may be defined as the value of goods and services which plan into being during that period, avoiding double counting of those goods and services produced at one stage of the productive process and consumed in another. In other words the national income is the net total of the value of goods and services available for consumption and investment.

SOURCES OF INFORMATION.

- (1) Ministry of Agriculture and Statistical Department returns covering acreage and production per feddan per each crop and output of dairy products.
- (2) Census of Agricultural Production in 1939 and 1949.
- (3) Official wholesale Prices.
- (4) Census of Industrial Output in 1944 and 1947.

NET OUTPUT.

The net output of agriculture is defined here as the net receipts for agricultural produce whether sold by the farming community as a whole, consumed by the farmers without process of sale, or subject to inter farm transactions. The figures quoted cover agricultural production, poultry, meat, dairy products and fish in each year, deduction being made for materials and services bought from other producers; obtained from abroad or carried over from past years. For industry the figures of industrial output were adjusted so as to exclude such expenses as (a) cost of raw materials; (b) cost of fuel and electricity (c) depreciation of buildings and machines.

The figures of the national income according to this definition differ from the private income before tax. The main difference lies in the fact that they do not include transfer payments. Such estimate may be termed «Net national Income at Factor Cost» meaning the total value of goods and services that producers receive for the sale of their products.

TABLE 8.
THE NET NATIONAL OUTPUT (L.E. M.).

Category	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1950
Agriculture (1)	81	82	92	130	157	187	217	374
Manufacturing	13	17	26	37	46	57	54	105
Commerce	11	16	23	33	42	52	50	150
Transport	6	9	10	14	16	17	15	150
Professions	17	21	26	35	41	47	50	*115
Service of persons	8	9	10	13	15	16	16	35
Public services (2)	12	12	12	13	13	13	13	
Rent of dwellings	12	12	12	13	13	13	13	40
Other services	9	12	17	25	32	38	42	**46
Total	166	188	227	314	383	453	488	865
Errors	2	3	6	19	7	11	14	— 5
Net National output at Factor Cost	168	191	233	326	390	464	502	860
	(Percentages)							
Agriculture	49	44	41	41	41	41	44	43
Manufacturing	8	9	11	12	12	12	11	11
Commerce	7	9	10	11	11	12	10	17
Transport	4	5	4	5	4	4	3	17
Professions	10	11	11	11	11	10	10	*13
Service of persons	5	5	4	4	4	4	3	4
Government services	5	5	5	5	5	6	6	12
Other services	12	12	13	12	12	11	11	12

Table 9 shows the value of the gross and net agricultural crops and industrial output together with the corresponding volume figures. Figures of the gross output of industry are

(1) Including Live-Stock products.

(2) The figures represent payments to government Officials engaged in non-industrial public services only; religion, education, defence... There are some 280.000 employees attached to the Government service. A great number of them is engaged in other branches of economic activity, agriculture, manufacturing, transport, etc..

*Public services are included under this item for 1950 only.

**Services performed abroad were deducted.

not given since they include a great amount of duplication. The output of so many concerns, being merely the raw materials of other concerns. Gross agricultural output is free from this statistical defect.

TABLE 9.
AGRICULTURAL AND INDUSTRIAL OUTPUT (L.E. M.).

Year	Value at Current Prices			Volume (Value at 1939 prices)			Net Agricultural and Industrial Output	
	Agricultural Output		Industrial Output	Agriculture Output		Industry Output	Value	Volume
	Gross	net	net	Gross	net	net		
1939	85	54	13	85	54	13	67	67
1940	80	47	17	80	49	15	64	64
1941	97	61	26	76	47	18	86	65
1942	146	88	37	67	40	19	124	60
1943	158	96	46	64	39	20	142	59
1944	194	172	57	67	43	20	175	63
1945	227	138	54	69	44	18	192	62
1950	380	280	105	110	83	31	385	114

كتب حديثة

أكتوبر — ديسمبر سنة ١٩٥٢

OUVRAGES REÇUS

Quatrième Trimestre 1952

DROIT — قانون

مصطفى أحمد الزرقاء : الفقه الاسلامي في ثوبه الجديد . الجزء الاول في الدخول الفقهي العام الى الحقوق المدنية في البلاد السورية . طبعة ثالثة . ص ٧٩٣ . مطبعة الجامعة السورية . دمشق . سنة ١٩٥٢

Campion «Lord» & Others — Parliament «A Survey» p.p. 296, Allen, London, 1952.

Cour Internationale de Justice : Annuaire de la Cour Internationale de Justice 1946-47-51, C.I.J. La Haye.

Cour Internationale de Justice : Recueil des Arrêts, Avis Consultatifs et Ordonnances Année 1947-1951. 5 vols. Leiden.

E. Hambo : La Jurisprudence de la Cour Internationale (Texte Anglais et Français). Un répertoire des Arrêts, Avis Consultatifs et Ordonnances, pp. V, 645, Sijthoff. Leiden.

L. Oppenheim : International Law, vol. II, «Treatise», pp. 53, 1941, Lothrop, Longman's, London, 1952.

الدكتور السيد مصطفى السيد : الأحكام العامة في قانون العقوبات . ص ٧٦٢ المطبعة العالمية . القاهرة . سنة ١٩٥٢

الدكتور سليمان محمد الطماوى : نشاط الادارة . المرافق العامة . الاموال العامة . الموظفون . وسائل الادارة . المسئولية الادارية . ص ٣٥٠ . دار الكتاب العربي . القاهرة . ١٩٥٢

شكري حبيب وميشيل ميسكالا : شركات الاشخاص وشركات الاموال علما وعملا في القانون المصري . ص ٣٩٥ عربي وص ٤٠٤ فرنسي . مطبعة بروكاتشيا . الاسكندرية ١٩٥٢

محمد علي رشدي : قاضي الامور المستعجلة جز ١٠ . ص ١٠٨ ن ٤٩٨ . الكاتب العربي . القاهرة . ١٩٥٢

الدكتور محمد فؤاد مهنا : القانون الاداري المصري والمقارن . جز ١٠ . ص ٥١٣ . دار النشر الثقافي . الاسكندرية . ١٩٥٢

الدكتور محمد كامل أمين ملش : شرح القانون التجاري التكميلي . الافلاس واجراءاته . البورصات . تجارة القطن . الاسماء التجارية . العلامات والبيانات التجارية . ص ٦٩٨ . دار الكتاب العربي . القاهرة . سنة ١٩٥٢

ECONOMIE — اقتصاد

P. Einzig. — Inflation p.p. 222, Windes, London, 1952.

Dr. Gamal el Din Hayworth-Dunne: Egypt, cooperative movement No. 6, pp. 66. Lib. La Renaissance d'Egypte, Cairo, 1952.

Dr. Gamal el Din Hayworth-Dunne: Land Tenure in Islam 630 A.D. 95, A.D. p.p. 49, Lib. La Renaissance d'Egypte, Cairo, 1952.

الجمعية المصرية للاقتصاد الزراعي : المشاكل الاقتصادية والاجتماعية في مصر . ص ٢١٣ . مكتبة الانجلو المصرية . القاهرة . ١٩٥٢

السيد أبي النصر الحسيني : الملكية في الاسلام . ص ١٤٦ . أحمد عبد النبي . القاهرة . سنة ١٩٥٢

مصلحة الاحصاء والتعداد : الاطلس الاحصائي لسنة ١٩٥١ . ص ١٢٩ . وزارة المالية والاقتصاد . القاهرة . سنة ١٩٥٢

Dr. Gamal el Din Hayworth-Dunne: El Yamen, General Social, Political & Economic Survey, pp. 118, Lib. La Renaissance d'Egypte, Cairo, 1952.

A. Granott. — Land System in Palestine, History & Structure, pp. 11, 359 Spottiswod, London 1952.

H.E. Hurst — The Nile General account of the river a the utilization of its waters, pp. 15, 326, Constable, London, 1952.

W. A. Robson Ed. — Problems of Nationalized Industry, pp. 390, Allen, London, 1952.

B. Tew. — International Monetary Cooperation, pp. 180, Hutchinson, London, 1952.

United Nations. — Economic Survey of Europe in 1951, pp. 11, 243, United Nations, Genève, 1952.

HISTOIRE — تاريخ

A. Robertson. — How to read History, pp. 246, Walts & Co., London, 1952.

H. Sachser. — Israel : Establishment of a State, pp. XI, 332, Weindenfeld, London, 1952.

A. Toynbee & F.T. Ashton Gwatkin. — The World in March 1939, pp. 16, 546, Oxford University Press, London, 1952.

E. P. Walter. — A History of the League of Nations, 2 vols. Oxford University Press, London, 1952.

رئيسية قطاوى وجود قطاوى : تعريب دكتور
الفريد بالوز - محمد علي وأوروبا - ص ٢٨٢ -
الجمعية الملكية للدراسات التاريخية - القاهرة
سنة ١٩٥٢

شكري فيصل : حركة الفتح الاسلامي في القرن
الاول . به ه خراط . ص ١٠ ل و ١٩٦ .
مكتبة الخانجي . القاهرة . ١٩٥٢

U. Halpérin. — Lord Milner and the Empire. Evolution of British Imperialism, pp. 256, Odham Press, London, p. 152.

QUESTIONS SOCIALES — دراسات اجتماعية

G. W. Bachman & Assoc. — Health resources in the United States, Personnel facilities and services, pp. 344, Brookings Institution, Washington, 1952.

V. A. Demant. — Religion and decline of capitalism, pp. 204, Fabre, London, 1952.

Dr. Gamal el Din Hayworth-Dunne, Al Yamen, General, Social, Political, Economic Survey, pp. 118, Lib. La Renaissance d'Egypte, Cairo, 1952.

N. H. G. Robinson. — The Claim of Morality, pp. 333, Gollancz, London, 1952.

U N. E. S. C. O. — Rapport de la Mission en Afghanistan, pp. 36, UNESCO, Paris, 1952.

DIVERS — متنوعات

Gamal El Dine Hayworth-Dunne. — Bibliography and Reading Guide to Arabia, pp. 16, Lib. La Renaissance d'Egypte, Cairo, 1952.

Gamal el Din Hayworth-Duane. — Select Bibliography of Modern Egypt, pp. 41 Librairie La Renaissance d'Egypte, Cairo, 1952.

دكتور ابراهيم سلامة : تيارات أدبية بين الشرق والغرب . خطة ودراسة في الادب المقارن .
ص ٣٦٧ . مكتبة الانجلو المصرية . القاهرة .
سنة ١٩٥٢/١٩٥١

RELEVÉ DES PRINCIPAUX ARTICLES PARUS DANS LES REVUES EGYPTIENNES ET ETRANGERES Quatrième Trimestre 1952

REVUES EGYPTIENNES

الاقتصاد والمحاسبة

العدد ٣٦ - القاهرة - أول سبتمبر ١٩٥٢

- أحمد عنان : الإنتاج طابع العهد الجديد
عرض وتعليق : الموضوع الرئيسي - ملكية
مشكوك فيها - التضامن الاجتماعي - تمويل
الصناعة
مستقبل مصر
أخبار اقتصادية
موسى حقي : تقدير قيمة البضاعة لدى المنشآت
الصناعية
الاتفاق التجاري والمالي مع ألمانيا الغربية
اقتصاديات الشرق الأوسط : اقتصاديات
الباكستان
واجب التحير في حالات رفض الدفاتر
- الاقتصاد العالي
الأوراق المالية في النصف الثاني من أغسطس
١٩٥٢
محمد صديق لهيطة : مشاهدات اقتصادية في
لندن
مصر تستطيع زيادة دخلها من الدولار ٠٠
التقرير السنوي للقطن عن موسم ١٩٥٢/٥١
محمود عساف : أسلوب الإعلان
بيان الملكية الصناعية : عن شهر يوليو سنة
١٩٥٢
قوانين وقرارات : تعديلات قوانين الضرائب
الآخيرة

العدد ٣٧ - القاهرة - ١٥ سبتمبر ١٩٥٢

- أحمد عنان : روح جديدة
عرض وتعليق : تشريعات اقتصادية - تنمية
الإنتاج القومي - تنسيق السياسة الاقتصادية
- خفض إيجارات المسكن
أخبار اقتصادية :
زكي هاشم : تخطيط التنمية الاقتصادية
موسى حقي : مخازن المواد والمهمات - نظامها
ومحاسبيتها ورقابتها
اقتصاديات الشرق الأوسط : أزمة البترول
الإيراني
- واجب التحير في حالات رفض الدفاتر
أخبار الاقتصاد العالي
الأوراق المالية : في النصف الأول من سبتمبر
فوزي رياض فهمي : مشروع السنوات الخمس
الأول في مصر
القطن : في النصف الأول من سبتمبر
محمد صديق لهيطة : مشاهدات اقتصادية في
لندن
محمود عساف : مراحل الحملة الاعلانية
قوانين وقرارات : نص قانون تحديد الملكية

العدد ٣٨ - القاهرة - أول أكتوبر سنة ١٩٥٢

- أحمد عنان : اصلاح الادارة الحكومية
عرض وتعليق : قانون اصلاح الزراعي -
اقتراح اصدار عملة جديدة - اتفاق دولي
للسكر
أحمد عنان : سياسة تسعير الشهادات
في السياسة الاقتصادية : الشرق الأوسط في
تقرير البنك الدولي - مؤتمر القطن الدولي
- شؤون المنطقة الاسترلينية
١٠ - واجب التحير في حالات رفض الدفاتر
محمد صديق لهيطة : مشروع شومان لتجميع
صناعتي الصلب والفحم في غرب أوروبا
- اقتصاديات الشرق الأوسط : الزراعة في الاردن
موسى حقي : نظام العمل بمخازن المسود
والمهمات
أخبار الاقتصاد العالي
جورج يعقوب : من اعلام الاقتصاد «آدم سميت»
فوزي رياض فهمي : نقد مشروع السنوات
الخمس في مصر
القطن : في النصف الثاني من سبتمبر
الأوراق المالية : في النصف الثاني من سبتمبر
محمود عساف : في تصميم الاعلانات - انارة
الاهتمام
مشروع قانون الشركات الجديد

العدد ٣٩ - القاهرة - ١٥ أكتوبر سنة ١٩٥٢

- أحمد عثمان : عهد جديد
الدكتور عبد الجليل العمري : الإصلاح الزراعي
محمد زكي عبد القادر : الآثار السياسية والإجتماعية لقانون الإصلاح الزراعي
مصطفى القونى : الأرض والإنسان
يوسف سعد : قانون الإصلاح الزراعي وأثره فى مشروعات الري والصرف
محمد صبحى بهجت : تعليق قانوني الإصلاح الزراعي فى الشرق الأوسط
مريت غالى : النمو الزراعي
الاقتصاد العالمى : ماذا فعلت دول العالم
- وعى ريفى جديد
الرد على ملاحظات الصحف الأجنبية
دكتور يوسف ميلاد : علاقة قانون الإصلاح الزراعي بإنتاج الفاكهة والخضر اللازمة لغذاء الشعب
فى السياسة الاقتصادية
أثر الإصلاح الزراعي فى زيادة الدخل الأهل
القطن : فى النصف الأول من أكتوبر
بيانات تفسيرية
نص قانون تحديد الملكية
إحصائيات عن الملكية الزراعية

العدد ٤٠ - القاهرة - أول نوفمبر سنة ١٩٥٢

- أحمد عثمان : التنسيق بين التعليم وميادين العمل
فى السياسة الاقتصادية : الرسالة العمرانية لشركات الزيت
الدكتور شكرى المراغى : الصناعات الريفية تساهم فى بناء القرية المصرية
اقتصاديات الشرق الأوسط : برامج التنمية الاقتصادية فى العراق
موسى حقي : مخازن المواد والمهمات : نظام تمويل المخازن
الاقتصاد العالمى : برنامج الحزبين الديمقراطى والجمهورى فى الولايات المتحدة
- جورج يعقوب : من أعلام الاقتصاد « توماس مالتوس »
بيان الملكية الصناعية عن شهر سبتمبر سنة ١٩٥٢
فوزى رياض فهمى : نحو مشروع السنوات الخمس الثانى
القطن والأوراق المالية : فى النصف الثانى من أكتوبر
ت ١٠ - : واجب الخير فى حالات رفض الدفاتر محمود عساف : إثارة الاهتمام فى الإعلانات
جورج يعقوب : تصنيع البلاد والاقتصاد القومى الرقم القياسى للإنتاج الصناعى فى إنجلترا

العدد ٤١ - القاهرة - ١٥ نوفمبر سنة ١٩٥٢

- عبد الله فكرى أباطه : الاتحاد ، النظام ، العمل عرض وتعليق
عبد الله فكرى أباطه : سوق العمل بين الأمس واليوم
فى السياسة الاقتصادية : النقطة الرابعة فى مصر والشرق
الدكتور شكرى المراغى : الإنتاج الكبير طابع للصناعة المصرية ومنطق النهضة التحريرية
محمد صديق لهيطة : نحو الرخاء والاستقرار الاقتصادى فى مصر
اقتصاديات الشرق الأوسط : مجلس الاعمار فى العراق
موسى حقي : مخازن المواد والمهمات
- أخبار الاقتصاد العالمى
عبد المنعم صالح : محاسبة : القيود الحسابية للاعتمادات المستندية
محمد صديق لهيطة : مشاهدات اقتصادية فى هولندا
ت ١٠ - : واجب الخير فى حالات رفض الدفاتر
القطن والأوراق المالية : فى النصف الأول من نوفمبر
محمود عساف : فى تصميم الإعلان - القدرة على الاقتناع
أسواق الحديد والصلب فى العالم
من أعلام الاقتصاد « كارل ماركس »
مشروعات الإصلاح الزراعي وتوفير المساكن

العدد ٤٢ - القاهرة - ١ ديسمبر سنة ١٩٥٢

- أحمد عثمان : تحديد ثمن القطن
عرض وتعليق : إلغاء بورصة العقود - بريطانيا والقطن المصرى - مؤتمر الكومنولث البريطانى
هل حل بالعالم الكساد ؟
فى السياسة الاقتصادية : استثمار رؤوس الأموال الأجنبية فى مصر
اقتصاديات الشرق الأوسط : الاتفاقات التجارية بين البلدان العربية
موسى حقي : مخازن المواد والمهمات
أخبار الاقتصاد العالمى
ت ١٠ - : واجب الخير فى حالات رفض الدفاتر
بيان الملكية الصناعية عن شهر أكتوبر ١٩٥٢
تقرير مجلس إدارة نادى التجارة الملكى عن عام ١٩٥١ - ١٩٥٢

القطن : فى النصف الثانى من نوفمبر
الاوراق المالية : فى النصف الثانى من نوفمبر
محمود عساف : فى تصميم الاعلان المثلث على
الشرا

العدد ٤٣ - القاهرة - ١٥ ديسمبر سنة ١٩٥٢

عبد الله فكرى أباطة : التنمية الاقتصادية
عرض وتعليق : الضائقة الاقتصادية العالمية -
ورق الصحف
هل حل بالعالم الكساد ؟
فى السياسة الاقتصادية : رضيع العالم من
الوارد والقوى البدنية
اقتصاديات الشرق الاوسط : القطن فى
الشرق الاوسط
الاستاذ موسى حقى : مخازن المواد والمهمات
اخبار الاقتصاد العالمى
ت ١٠ : الحبر والاطلاع على الملفات المائلة

فوزى رياض فهمى : اضهاد الملونين فى جنوب
افريقيا
فؤاد شبل : المستقبل الاقتصادى لاسرائيل
واثر المقاطعة العربية
محمود عساف : فى الاعلان : تاليف الاسماء
والعلامات التجارية وشعارات السلع
جورج يعقوب : من اعلام الاقتصاد : دافيد
ريكاردو
الاوراق المالية : فى النصف الاول من ديسمبر
سنة ١٩٥٢
القطن : فى النصف الاول من ديسمبر ١٩٥٢

مجلة غرفة الاسكندرية

السنة ١٦ - العدد ١٩٢ - الاسكندرية سبتمبر ١٩٥٢

كلمة الشهر : مشروع تحديد الملكية الزراعية
ميزانية الدولة الجديدة - مذكرة لوزير المالية
الصناعة والاقتصاد
البتروك وآثره فى الاقتصاد القومى بمصر
شئون الضرائب
فوزى عبد القادر الميلاى : التنازل عن المنشأة
للغير
أبناء ومراسيم وقرارات مختلفة - بداية عهد
ونهاية عهد
يوسف فهمى الجزايرى : أبناء اقتصادية من
الشرق والغرب

محمد أحمد لولية : الحالة الاقتصادية فى
بريطانيا وبعض بلاد الكومنولث
الاسواق التجارية والمالية فى شهر أغسطس
سنة ١٩٥٢
القطن المصرى والقطن الأمريكى والبذرة
والحبوب والاوراق المالية
حركة التخزين بمخازن شركة الاستيداع
العمومية المصرية فى الاسكندرية وبورسعيد
والسويس فى شهر يوليو سنة ١٩٥٢
التعارف التجارى

السنة السادسة عشرة - العدد ١٩٣ - الاسكندرية - أكتوبر سنة ١٩٥٢

كلمة الشهر : بداية الثورة الإصلاحية الكبرى
- تحديد الملكية الزراعية كسبيل للنهضة
القومية
اسرائيل خطر اقتصادى وعسكرى وسياسى
مجنىس الاعمار العراقى وما آداه من خدمات
مرسوم بقانون الإصلاح الزراعى
قانون تحديد حد أدنى لأجور عمال الزراعة
تحديد المساحات التى تزرع قطناً وقمحاً
شئون الضرائب : المبالغ التى يلحقها التقادم
أبناء ومراسيم وقرارات مختلفة : القائد
العام يتولى رئاسة الوزارة - تعديل بعض
أحكام قانون ضريبة التركات

يوسف فهمى الجزايرى : أبناء اقتصادية من
الشرق والغرب
الاسواق التجارية والمالية فى شهر سبتمبر
سنة ١٩٥٢
القطن المصرى ، القطن الأمريكى ، البذرة ،
الحبوب ، الاوراق المالية
حركة التخزين بمخازن شركة الاستيداع
العمومية فى الاسكندرية وبورسعيد
والسويس فى شهر أغسطس سنة ١٩٥٢
التعارف التجارى
مناقصات حكومية

السنة ١٦ - العدد ١٩٤ - الاسكندرية - نوفمبر سنة ١٩٥٢

- ميزان مدفوعات مصر لسنة ١٩٥١
يوسف الغرياني : الحياض والتوجيه في الضرائب
الجمركية
محمد ابراهيم حسن : الاسكندرية - دراسات
تحليلية
يوسف فهمي الجزائري : أنباء اقتصادية من
الشرق والغرب
أنباء ومراسيم وقرارات مختلفة
- الاسواق التجارية والمالية في شهر أكتوبر
سنة ١٩٥٢
القطن المصري ، القطن الامريكي ، البذرة ،
الحبوب ، الاوراق المالية
حركة التخزين بمخازن شركة الاستيداع
العمومية المصرية في الاسكندرية وبورسعيد
والسويس في شهر سبتمبر سنة ١٩٥٢
التعارف التجاري

السنة ١٦ - العدد ١٩٥ - الاسكندرية - ديسمبر سنة ١٩٥٢

- علي أمين يحيى : رسم سياسة قطنية تساهل
السوق العالمية
كلمة الشهر : رسالة النهضة الاقتصادية في
زيارة الرئيس لدار غرفة الاسكندرية
التجارية
الرئيس اللواء محمد نجيب في زيارة غرفة
الاسكندرية التجارية
خامة اليورانيوم والحديد في صحارينا
الشرقية والغربية
تعطيل بورصة عقود القطن الى أجل غير مسمى
تشكيل لجنة شراء القطن
يوسف فهمي الجزائري : الحالة الاقتصادية
في سويسرا وعلاقتها بمصر
شئون الضرائب : أساس ربط ضريبة
- الارباح التجارية والصناعية
مشروع قانون جديد لسد النقص في تشريعات
الضرائب
يوسف فهمي الجزائري : أنباء اقتصادية من
الشرق والغرب
أنباء ومراسيم ملكية وقرارات وزارية مختلفة
الاسواق التجارية والمالية في شهر نوفمبر
سنة ١٩٥٢
القطن المصري ، القطن الامريكي ، البذرة ،
الحبوب ، الاوراق المالية
حركة التخزين بمخازن شركة الاستيداع
العمومية المصرية في الاسكندرية وبورسعيد
والسويس في شهر أكتوبر سنة ١٩٥٢
التعارف التجاري

مصر الصناعية

السنة ٢٨ - العدد ٧ - القاهرة - نوفمبر سنة ١٩٥٢

- الاقتصادية : الكتاب السنوى لعام ١٩٥٢/٥١
شهريات الصناعة المصرية
تعديل المادة ٦ من قانون شركات المساهمة
كيف يشجعون التصدير في البلاد الصناعية
مسائل الضرائب : أحكام قضائية
أنباء متنوعة
حركة تكوين نقابات العمال - المطبوعات الفنية
- احصاءات الصناعة المصرية (القطن - الصوف
- الحرير)
الارقام القياسية للأسعار - حركة النقد
المنقصات الحكومية
النصوص التشريعية التي تهتم الصناعة من
أول يونيو الى أول نوفمبر سنة ١٩٥٢

L'EGYPTE INDUSTRIELLE

28ème Année — No. 7 — Le Caire — Novembre 1952

Annuaire de l'Industrie de 1951-52.
Chronique de l'industrie égyptienne.
La modification de la loi sur les Sociétés Anonymes.
L'aide gouvernementale à l'exportation dans les pays européens.
Questions Fiscales.
A travers la Presse Technique.

Informations diverses.
Statistiques de l'industrie (coton, soie, laine).
Nombres indices des prix de gros.
Syndicats ouvriers.
Adjudications Gouvernementales.
Actes législatifs intéressant l'industrie.

السنة ٢٨ - العدد ٨ - القاهرة - ديسمبر ١٩٥٢

حركة تكوين نقابات العمال
احصاءات الصناعة المصرية (احصاءات زراعية
وصناعية)
حركة النقد
الارقام القياسية للأسعار
المنافسات الحكومية
حركة تأسيس الشركات
النصوص التشريعية التي تهم الصناعة والتي
صدرت من ١٥ أكتوبر الى أول ديسمبر
سنة ١٩٥٢
نهرس السنة الثامنة والعشرين

الافتتاحية : ملاحظات على مشروع قانون
الشركات المساهمة
زيارة الرئيس اللواء محمد نجيب لقرى اتحاد
الصناعات المصرية
نهريات الصناعة المصرية : انتاج صناعة
الصابون - اجراءات الحصول على شهادة
المعاملة - في خدمة الصناعة
كيف يصنعون اقتصادياتهم
تجارة الباكستان الخارجية
انباء متنوعة
المطبوعات الفنية

28ème Année, No. 8 — LE CAIRE, Décembre 1952

Editorial: Le projet de loi sur les
Sociétés Anonymes.
La visite du Lewa Mohamed Naguib
à la Fédération.
Chronique de l'Industrie Egyptienne.
Formalités à suivre pour l'obtention
du certificat relatif à la situation
militaire.
The Red Sea Canal, by Ali Shafei.
La crise mondiale de l'industrie
textile.

A travers la Presse Technique.
Statistiques industrielles, agricoles et
financières.
Informations diverses.
Mouvement de formation des Syndi-
cats Ouvriers.
Actes législatifs intéressant l'indus-
trie.
Table des Matières de 1952.
Adjudications Gouvernementales.

THE BRITISH CHAMBER OF COMMERCE
OF EGYPT JOURNAL

VOL. XXXVIII — No. 9 — CAIRO, SEPTEMBER, 1952

The 1952 Air Display.
The Estate Duty Law.
Notes of the Month:
The New Cabinet.
Military Governor-General.
Economic Survey of Egypt.
Departure of Mr. H. E. Earle.
New Companies.
Weights and Measures Law.
Lifting of Censorship on news-
papers, etc.
Public Works and Municipal
Services Congress and Exhibition.

Statistics.
The Regulations Applying to the
Stamp Duty Law.
London Letter.
Law Relating to Passports and the
Residence of Foreigners.
Foreign Trade of Egypt.
New Inventions and Processes.
Market Reports for August-September.
Egyptian Government Adjudications.
Stocks and Shares.
Officers of the Chamber.
Particulars of Membership.

VOL. XXXVII, No. 10—CAIRO, OCTOBER, 1952.

Land Reform.
Amendments to Customs and Gene-
ral Ad Valorem Duties.
Notes of the Month:
New Cairo Premises.
Britain Release £5 millions to
Egypt.

Death of Mr. T. Francis.
Travel Allowances.
Rent Reduction Law.
Law Relating to Passports and the
Residence of Foreigners.
Restrictions on Entry into Customs
Zones.

Crescent-Winged Aircraft.
 Spreading of False News.
 Breaches of Law to be tried by
 Court Martial.
 Weights and Measures Law.
 B.O.A.C. Shows Profit.
 Statistics.
 Regulations relating to Import
 Permits.
 Price-fixing and Maximum Profits.
 The Land Reform Bill.

London Letter.
 The 1952 Commercial Motor Show.
 Foreign Trade of Egypt.
 The Smithfield Agricultural Show.
 Market Reports for September
 October.
 Egyptian Government Adjudications.
 Stocks and Shares.
 Officers of the Chamber.
 List of Members.
 Particulars of Membership.

VOL. XXXVIII, No. 11—CAIRO, NOVEMBER, 1952.

November Review.
 Pure Drinking Water for Villages.
 Notes of the Month:
 Taxation of Profits derived from
 Commerce and Industry.
 Imports Permits.
 Additional Tax for Welfare
 Institutions.
 Travel Allowances.
 Exit Visas.
 Lifting of Censorship on News-
 papers, etc.
 Aid to Victims of Riots of January
 26, 1952.
 The Land Reform Bill.
 Wages and Working Hours of Agri-
 cultural Workers.
 Law Relating to the Employment
 of Men of Military Age.
 Year Book for 1951-52 of the Fede-
 ration of Egyptian Industries.

Amendment of Stamp Duty Law.
 The Customs Tariff.
 Weights and Measures Law.
 Standardisation of Hack Saw
 Blades.
 Skinners' Cotton & Wool Trade
 Directories.
 The Owen Falls Dam Scheme.
 Supplies, Price-Fixing and Maximum
 Profits.
 Statistics.
 The London Motor Show.
 Foreign Trade of Egypt.
 London Letter.
 Britain's Balance of Payments.
 Egyptian Government Adjudications.
 Market Reports.
 Stocks and Shares.
 Officers of the Chamber.
 Particulars of Membership.

VOL. XXXVIII, No. 12—CAIRO, DECEMBER, 1952.

December Review.
 The Land Reform Bill.
 Notes of the Month:
 Co-optation of Members to the
 Cairo and Canal Zone General
 Committees.
 Cabinet Changes.
 New Labour Legislation.
 English Translation of the Income
 Tax Law.
 Children's Fashion Show in London.
 Hydro-Electrification of Aswan
 Dam.
 Free Dealings in Zinc to be
 restored.
 The F.B.I. Register of British
 Manufacturers.
 The Prize Council.
 U.S. Adopts U.K. Inventions.

Electrification of Mecca.
 Law Relating to Free Zones in Egypt.
 The Cycle and Motor-Cycle Show in
 London.
 New Regulations Relating to Import
 Permits.
 London Letter.
 Foreign Trade of Egypt.
 Exhibitions in the U.K. in 1953.
 New Inventions and Processes.
 Market Reports for November-
 December.
 Statistics.
 Egyptian Government Adjudications.
 Stocks and Shares.
 Officers of the Chamber
 Index for 1952.
 Particulars of Membership.

BULLETIN DE LEGISLATION ET DE JURISPRUDENCE EGYPTIENNES

3ème Année, No. 7 — ALEXANDRIE, 1952

Législation.
Cour de Cassation.

Cours d'Appel et autres Juridictions.
Conseil d'Etat.

3ème Année, No. 8 — ALEXANDRIE, 1952

Législation (Juin 1952).
Cour de Cassation.

Cour d'Appel et autres Juridictions.
Conseil d'Etat.

3ème Année, No. 9 — ALEXANDRIE, 1952

Doctrine.
Dr. Ismail Sabri Abdalla : Le point
de départ de la prescription en
matière d'Impôts.

Législation (Août 1952).
Cour de Cassation.
Cour d'Appel et autres Juridictions.
Conseil d'Etat.

3ème Année, No. 10 — ALEXANDRIE, 1952

Doctrine.
Dr. Ismail-Sabri Abdallah : La pres-
cription en matière d'impôts directs,
durée et interruption.

Législation (Septembre 1952).
Cour de Cassation.
Cour d'Appel et autres Juridictions.

L'EGYPTE AGRICOLE

50ème Année, No. 401 — LE CAIRE, Septembre-Octobre 1952

ETUDES AGRONOMIQUES
ET ECONOMIQUES
MAURICE GARBOUA : Supériorité
des drains couverts sur les tran-
chées à ciel ouvert.
M. G. : Lutte antiacridienne
ANALYSES ET COMPTES RENDUS.
G. B. : Le Nilomètre de Rodah.
CHRONIQUE AGRICOLE LOCALE
Etat et perspectives des cultures en
Mars 1952.
Etat et perspectives des cultures en
Avril 1952.
Etat des irrigations et du drainage en
Mars-Avril 1952.
NOUVELLES DIVERSES
Le coton.
Le riz.

Les céréales.
Nouveau régime.
Statistique des cotons égrenés depuis le
commencement de la saison 1952-53
jusqu'à Octobre 1952.
Première estimation de la récolte de
maïs Seifi en 1952.
Première estimation de la récolte co-
tonnière pour l'année 1952.
L'acréage cotonnier en 1952.
Première estimation de quelques pro-
duits Chétoui 1952.
Estimation définitive pour le blé et
l'orge en 1952.
Stocks cotonniers.
DOCUMENTS LEGISLATIFS
ET ADMINISTRATIFS
Lois, Décrets, Arrêtés, etc.

5ème Année, No. 402 — LE CAIRE, Novembre-Décembre 1952

LEOPOLD JULLIEN : Un cinquante-
naire.
MARCEL JUNGFLISH : Les Agricul-
teurs d'Egypte.

ANALYSES ET COMPTES RENDUS
« La culture de la Canne à Sucre en
Egypte ». Société d'Entreprises Com-
merciales en Egypte, Alexandrie.

CHRONIQUE AGRICOLE LOCALEEtat et perspectives des cultures en
Mai 1952.Etat et perspectives des cultures en
Juin 1952.Etat et perspectives des cultures en
Juillet 1952.Etat et perspectives des cultures en
Août 1952.Etat des irrigations et du drainage en
Mai 1952.Etat des irrigations et du drainage en
Juin 1952.Etat des irrigations et du drainage en
Juillet 1952.Etat des irrigations et du drainage en
Août 1952.

Irrigation et drainage.

Le nouveau réservoir de Meroë.

NOUVELLES DIVERSES

Le Coton.

Statistique des cotons égrenés depuis

le commencement de la saison
1952-1953 jusqu'à fin Novembre 1952.Seconde estimation de la récolte co-
tonnière pour l'année 1952.Liste indiquant par grades les cotons
égrenés.

Les céréales

Première estimation pour le maïs et
le riz en 1952.Estimation définitive pour le maïs
Seifi 1952.**CULTURES DIVERSES**Encouragement à la culture marai-
chère.

Oignons.

Forêts.

Maladies et parasites.

Nouvelle organisation.

Elevage.

Stocks cotonniers.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Bibliographie locale.

Bibliographie étrangère.

THE EGYPTIAN COTTON GAZETTE

Volume No. 17 — ALEXANDRIA, September 1952

LEUNG WAI SANG : The Cotton
textile industry in Hong-Kong.M. P. GANDHI : Problem of Cotton
in India.R. PALMER : Importation of Cotton
into the United Kingdom.International Cotton Textile Confe-
rence.DUDLEY WINDEL : The Raw Cotton
and Cotton Textile Situation in the
United Kingdom.H. BROWN : Cotton Growers and
Cotton Prices.

M. A. GHAFAR : «Dandera» Cotton.

IBRAHIM BISHARA : The Egyptian
Cotton Crop of 1952 with Special
Reference to Insect Attacks.HANS G. KUPPER : An Appreciation
by the Editor.

Cotton News.

R. DABBOUS : The Statistical Position
of Egyptian Cotton at 31st August
1952.

Statistical Tables.

**LA GAZETTE FISCALE COMMERCIALE
ET INDUSTRIELLE**

4ème Année, Nos. 23-24 — ALEXANDRIE, Juillet-Août 1952

Doctrines.

Jurisprudence.

Législation.

Chroniques.

5ème Année, Nos. 25-26 — ALEXANDRIE,

Septembre-Octobre 1952

Doctrines.

Jurisprudence.

Législation.

Chroniques.

REVUES ETRANGERES

THE BANKER

VOL. XCIX, No. 320 — LONDON, September, 1952

A Banker's Diary.

A Programme for the Commonwealth.
Germany's Solvency.

T. R. SETON : The American Capital
Market :

- I.—The Death of Risk Capital.
- II.—The Market Mechanism.

MONTAGUE JONES : Competition
from Japan.

Credit Control in Australia.

NORMAN CUTHBERT : The Employ-
ment Problem in Northern Ireland.
International Banking Review.
Appointments and Retirements.
Banking Statistics.

VOL. XCIX, No. 321 — LONDON, October, 1952

A Banker's Diary.

Danger Signals in the Markets.
Capital Market under the Yoke.

HAROLD WINCOTT : The Stock
Exchange and its Charges.
An Export Bonus Scheme for Britain?
Another Battle for the Franc.

The Colonies and the Sterling Area.

SPENCER G. MAURICE : Rights of
Tenant-for-Life and Remain-er-man:
International Banking Review.
Appointments and Retirements.
Banking Statistics.

VOL. XCIX, No. 322 — LONDON, November 1952

A Banker's Diary.

Gilt-edged after the Conversion.

Liquidity Ratios before the Budget.

What Sort of Commonwealth Develop-
ment ?

ERNEST H. STERN : The Pattern of
Sterling Area Payments.

Policy for the Nationalized Industries.
Scotland—An Economic and Industrial
Survey.

F. S. TAYLOR : The Importance of
being Scottish.

The Changing Structure of Scots
Banking.

R. J. URQUHART : Hill-farming for
Britain's Food.

DAVID MURRAY : The Grangemouth
Oil Expansion.

International Banking Review.
Appointments and Retirements.
Banking Statistics.

VOL. XCIX, No. 323 — LONDON, December, 1952

A Banker's Diary.

What Approach to America ?

T. BALOGH : Labour's Challenge on
Economic Freedom «Save Mr. Butler
from his Friends ! »

Mopping-up Cheap Sterling.
Local Authority Borrowings.

J. E. HARTSHORN : Finance for
Films: I.—The Changing Scene.
The Problem of Credit for Exports :

J. A. P. TREASURE : I.—The Role of
the Export Credits Guarantee
Department.

II.—The E.C.G.D. Policy as a
Lender's Security.

More Light on Life Assurance.
International Banking Review.
Appointments and Retirements.
Banking Statistics.

CURRENT SOCIOLOGY

Vol. 1 — No. 1 — PARIS — 1952

BIBLIOGRAPHIE INTERNATIONALE DE SOCIOLOGIE

DROIT SOCIAL

15ème Année, No. 7 — PARIS, Juillet-Août 1952

PAUL DURAND : Naissance d'un droit nouveau : Du droit du travail au droit de l'activité professionnelle.

PREMIERE PARTIE :
ORGANISATION
PROFESSIONNELLE

PAUL REUTER : A propos des ententes industrielles : I.

ALFRED SAUVY : La situation économique.

DEUXIEME PARTIE : TRAVAIL

RENE PETIT : Du contenu des conventions collectives de travail.

CHARLES FREYRIA : La relation de travail entre époux.

Le rôle du comité d'entreprise en matière de logement.

Jurisprudence récente en matière sociale.

TROISIEME PARTIE :
SECURITE SOCIALE

ET PRESTATIONS FAMILIALES
JACQUES-JEAN RIBAS : Sécurité sociale et classes sociales en France.

B.-A. CHAPUIS : Le contentieux médical des assurances sociales, ses rapports avec le contentieux général de sécurité sociale.

INFORMATION PRATIQUE : Le régime d'assurance vieillesse des professions artisanales.

L'action sociale des caisses d'allocations familiales en faveur des Nord-Africains (Circulaire de l'U.N.C.A.F. du 4 mars 1952).

Informations récentes en matière de sécurité sociale.

Jurisprudence récente en matière de sécurité sociale.

15ème Année, No. 8 — PARIS, Septembre-Octobre 1952

PAUL RAMADIER : La sécurité sociale devant le B.I.T.

PREMIERE PARTIE :
ORGANISATION
PROFESSIONNELLE

PAUL REUTER : A propos des ententes industrielles (II. Les solutions possibles).

J. M. FOURIER : Bilan de la nationalisation des banques.

Bibliographie.

ALFRED SAUVY : La situation économique.

DEUXIEME PARTIE :
TRAVAIL

RENE PETIT : Du contenu des conventions collectives de travail.

Annexe : Liste des conventions collectives.

P. D. : Nouvelles contributions au droit jurisprudentiel de la grève.

Annexe : Arrêts de la Cour de Cassation, Ch. Civ. sect. soc. des 27 mars, 25 avril, 19 et 26 juin 1952.

Document. — Déclaration commune de l'Association des cadres dirigeants de l'industrie pour le progrès économique et social, du Centre français du patronat chrétien, du Centre des Jeunes patrons et de l'Union des chefs d'entreprise. Action pour des structures humaines (Juin 1952).

Jurisprudence récente en matière sociale.

Bibliographie.

Information récente en matière sociale.

TROISIEME PARTIE :
SECURITE SOCIALE ET
PRESTATIONS FAMILIALES)
Publiée avec le Concours du Centre National de la Recherche Scientifique)

M. THEVENET : Les allocations de chômage.

Le rapport de la Cour des Comptes et la crise de la sécurité sociale (I. La situation financière de la sécurité sociale).

ANNEXES. — I. Situation du régime général de 1948 à 1950; II. Situation du régime agricole de 1948 à 1950; III. Situation du régime minier de 1948 à 1950; IV. La situation financière de la sécurité sociale en 1951 et au cours du 1er trimestre 1952. A propos de l'enquête sur les centres

de documentation et les revues intéressant la sécurité sociale.
O. LAMBEAUX : Les écrivains non salariés et les journalistes au regard de la sécurité sociale.
Jurisprudence récente en matière de sécurité sociale.
Bibliographie.

15ème Année, No. 9 — PARIS, NOVEMBRE 1952

PREMIERE PARTIE :

ORGANISATION

PROFESSIONNELLE

M. COQUERY : L'application du plan de modernisation et d'équipement dans la Sarthe.

CHARLES DE VAULX : L'équipement du bassin lorrain : Mise en œuvre du Plan de Modernisation.

J. BOUTARD : Chronique législative (23 avril-20 juillet 1952).

Jurisprudence récente en matière d'organisation professionnelle.

ALFRED SAUVY : La situation économique.

DEUXIEME PARTIE :

TRAVAIL

A. PHILIBERT : Le problème de l'échelle mobile des salaires.

Document. — L'absentéisme de la main-d'œuvre.

La responsabilité pénale des chefs d'établissements au cas d'infraction aux lois sur le travail. Arrêt de la Cour de cassation. Ch. crim. du 26 juin 1952, avec le rapport de M. le Conseiller Patin.

Jurisprudence récente en matière sociale.

J. B. : Chronique législative (23 avril-20 juillet 1952)

TROISIEME PARTIE :

SECURITE SOCIALE

ET PRESTATIONS

(Publiée avec le Concours du Centre National de la Recherche Scientifique)

ANDRE LAPORTE : La réforme de la législation française sur l'assistance publique.

Y. VINCENOT : L'évolution du service de santé britannique depuis sa création.

Le rapport de la Cour des comptes et la crise de la sécurité sociale :

II. — Les éléments du régime financier de la sécurité sociale : Les dépenses de la sécurité sociale (suite).

Jurisprudence récente en matière de sécurité sociale.

J. B. : Chronique législative (23 avril-20 Juillet 1952).

Ouvrages en souscription.

ECONOMETRICA

Vol. 20, No. 4 — CHICAGO, October, 1952

JAMES TOBIN : A Survey of the Theory of Rationing.

MELVIN E. SALVESON : On a Quantitative Method in Production Planning and Scheduling.

D. G. CHAMPERNOWNE : The Graduation of Income Distributions.

JULIAN L. HOLLEY : A Dynamic Model : I. Principles of Model Structure.

MARTIN BECKMANN : A Continuous Model of Transportation.

H. WOLD : Cardinal Preferences or Cardinal Utility? (With additional Notes by G. L. S. SHACKLE, L. J. SAVAGE & H. WOLD).

ALAN S. MANNE : The Strong Independence Assumption — Gasoline Blends and Probability Mixtures (With additional note by A. CHARNES).

PAUL A. SAMUELSON : Probability, Utility, and the Independence Axiom.

E. MALINVAUD : Note on von Neumann-Morgenstern's Strong Independence Axiom.

KENNETH O. MAY : A Set on Independent Necessary and Sufficient Conditions for Simple Majority Decision.

I. N. HERSTEIN : Comments on

- Solow's «Structure of Linear Models».
- RAGNAR FRISCH : A Note on Pierre Corra's Contribution on Index Numbers.
- Book Reviews.
- Fellowships and Grants.
- Training Center for Economic and Financial Statistics.
- Notice of Supplement : Twenty Year Guide to Econometrica.
- Council Approval of Institutional

- Memberships.
- Meetings in Nagoya, Chicago, Trivandrum, Lucknow, Mexico City, Rio de Janeiro, Santiago.
- Resignation of Secretary of the Econometric Society.
- Statistics on Member and Subscribers.
- List of Members of the Econometric Society.
- Geographical List of Members and Subscribers.

ECONOMIA INTERNAZIONALE

VOLUME V, No. 3 — GENOVA, Agosto, 1952

- E. BRUNNER : Competition and the Theory of the Firm (Part I).
- J. S. CHIPMAN : The Consistency of the Marxian Economic System.
- R. DEHEM : Exchange Rate Policy : Experience and Theory Reconsidered.
- H. PETER : Zur formalen Klassifizierung von Wirtschaftskreisläufen. Kombinatorische Probleme.
- G. M. MEIER : A Note on the Theory of Comparative Costs and Long Period Developments.
- G. W. MAYNARD : L'inflazione nel Regno Unito durante il 1951.
- J. ULIMO : Les conditions d'une stabilisation en France.
- S. FUJIL : The Foreign Trade and Industrial Structure of Post-War Japan.
- A. D. BILIMOVICH : L'industria saccarifera sovietica.
- Bollettino Bibliografico ed Emerografico di Economia Internazionale.
- Segnalazioni Bibliografiche.
- Segnalazioni Emerografiche.
- Regesti Emerografici.

VOLUME V, No. 4 — GENOVA, Novembre, 1952

- E. BRUNNER : Competition and the Theory of the Firm (Part II).
- H. GUITTON : Théorie des cycles et théorie des espaces.
- W. KRAUS : Possibilities and Limitations of Monetary Policy.
- T. SURANY-UNGER : Fluctuations of the Economic Structure.
- I. E. I. : Gli Scambi Commerciali dei Paesi della Comunità Europea del Carbone e dell'Acciaio.
- AGRICOLA : Aspetti della riforma fondiaria sovietica nell'Europa Orientale e in Cina.
- H. BELSHAW : Economic Development in Asia.
- G. A. BLYTH : L'immigrazione nella Nuova Zelanda e il benessere dell'Asia.
- A. D. L. DAY : The Price of Sterling Convertibility.
- Note Informative.
- Bollettino Bibliografico ed Emerografico di Economia Internazionale.
- Segnalazioni Bibliografiche.
- Segnalazioni Emerografiche.
- Regesti Emerografici.

ECONOMICA

32nd Year, VOL. XIX, No. 75—LONDON, August, 1952.

- E. DEVONS : Planning by Economic Survey.
- H. BERNARDELLI : A Rehabilitation of the Classical Theory of Marginal Utility.
- A. D. KNOX : The Acceleration Principle and the Theory of Investment : A Survey.
- RONALD S. EDWARDS : The Pricing of Manufactured Products.
- J. K. HORSEFIELD : British Banking Practices, 1750-1850 : Some Legal Sidelights.
- ALAN S. MANNE : Multiple-Purpose Public Enterprises—Criteria for Pricing.
- Book Reviews.
- Books Received.

32nd Year, Vol. XIX, No. 76, LONDON, November, 1952

GARY S. BECKER & WILLIAM J. BAUMOL : The Classical Monetary Theory : The Outcome of the Discussion.

A. D. SCOTT : The Evaluation of Federal Grants.

HAROLD POLLINS : A Note on Railway Constructional Costs 1825-1850.

W. BECKERMAN : Price Changes and the Stability of the Balance of Trade.

T. W. HUTCHISON : Some Questions about Ricardo.

Book Reviews.

Books Received.

THE ECONOMIC JOURNAL

VOL. LXII, No. 247 — LONDON, September, 1952

G. D. A. MacDOUGALL: British and American Exports : A Study Suggested by the Theory of Comparative Costs. Part II.

B. S. YAMEY : The Origins of Resale Price Maintenance : A Study of Three Branches of Retail Trade.

ROMMEY BOBINSON : A Graphical Analysis of the Foreign Trade Multiplier.

RICHARD STONE & S. J. PRAIS : Systems of Aggregative Index Numbers and their Compatibility.

A. MADDISON : Productivity in an Expanding Economy.

V. L. ALLEN : Incentives in the Building Industry.

Reviews.

Notes and Memoranda.

Recent Periodicals and New Books.

VOL. LXII, No. 248 — LONDON, December, 1952

A. H. ENSOR & OTHERS : The Government Monetary Policy.

D. T. JACK : Full Employment in Retrospect.

P. T. BAUER & F. W. PAISH : The Reduction of Fluctuations in the Incomes of Primary Producers.

A. SILBERSTON & D. SOLOMONS : Monopoly investigation and the rate of return on Capital Employed.

F. H. HAHN : Expectations and Equilibrium.

A. G. B. FISHER : A note on Tertiary Production.

D. PATINKIN : Wicksell's cumulative Process.

LEO T. LITTLE : Historical Costs or Present Values ?

Reviews.

Notes and Memoranda.

Recent Periodicals and New Book.

ECONOMIE APPLIQUEE

Tome 5, No. 1 — PARIS, Janvier-Mars 1952

L. WALRAS & A. COURNOT: Correspondance complète (avec une introduction et des notes par William Jaffe).

B. S. KEIRSTEAD: Note sur les mobiles de l'entrepreneur et la distribution des profits.

CLAUDE GRUSON: Le franc et la politique du crédit.

H. S. HOUTHAKKER & S. J. PRAIS. Les variations de qualité dans les budgets de famille.

GORAN NYBLÉN: L'étude de l'inflation: trois méthodes de recherches complémentaires.

G. TH. GUILBAUD: Les problèmes de partage.

FRANÇOIS PERROUX : Les coûts de l'homme

FRANÇOIS PERROUX: L'Anglo-Iranian Company et les effets de domination.

ETUDES ET CONJONCTURE

7ème Année, No. 3 — PARIS, Mai-Juin 1952

Vue d'Ensemble : L'Evolution récente
du commerce mondial et les paie-
ments internationaux.
Situation Economique en Italie.

Les Méthodes de fixation des salaires
et la politique des salaires dans le
monde (Fin).

7ème Année, No. 4 — PARIS, Juillet-Août 1952

L'évolution récente du niveau des
prix en France et à l'étranger.
L'évolution économique des Pays-Bas
depuis la guerre de Corée.

Le Commonwealth : Source de Matières
Premières : Première Partie.
Les ressources.

FOREIGN AFFAIRS

Vol. 31, No. 1 — NEW YORK — October 1952

McGEORGE BUNDY : November
1952 : Imperatives of Foreign Po-
licy.

RICHARD M. BISSELL, Jr. : Foreign
Aid : What Sort ? How Much ?
How Long ?

BERTRAM D. WOLFE : Operation
Rewrite : The Agony of Soviet
Historians.

WALTER HALLSTEIN : Germany's
Dual Aim : Unity and Integration.

EUGENE M. KULISCHER : Russian
Manpower.

CHESTER BOWLES : New India.

HARLES M. SPOFFORD : NATO's
Growing Pains.

S. L. MANSHOLT : Toward Europe-
an Integration : Beginnings in
Agriculture.

CALVIN B. HOOVER : The Soviet
State Fails to Wither.

JOHN J. TEAL, Jr : Greenland and
the World Around.

ROY WELENSKY : Toward Federat-
ion in Central Africa.

HENRY L. ROBERS : Recent Books
on International Relations.

RUTH SAVORD : Source Material.

INTERNATIONAL CONCILIATION

No. 483 — NEW YORK — September 1952

ROM LANDAU : Morocco.

No. 484 — NEW YORK — October, 1952

Issues before the Seventh General Assembly.

No. 485 — NEW YORK, November, 1952

HERBERT L. MAY : Narcotic Drug Control.

INTERNATIONAL POLITICAL SCIENCE ABSTRACTS

Vol. 11, No. 2 — PARIS, 1952

Documentation Politique Internationale.

JOURNAL OF THE AMERICAN STATISTICAL ASSOCIATION

Volume 47, No. 259 — CHICAGO, September, 1952

FREDERICK MOSTELIER : The World Series Competition.

HENRY SCHEFFE : An Analysis of Variance for Paired Comparisons.

JOHN E. WALSH : Some Nonparametric Tests for Student's Hypothesis in Experimental Designs.

ALAN STUART : The Power of Two Difference-Sign Tests.

Z. W. BIRNBAUM : Numerical Tabulation of the Distribution of Kolmogorov's Statistic for Finite Sample Size.

DUDLEY J. COWDEN : The Multiple-Partial Correlation Coefficient.

MAX HALPERIN : Estimation in the Truncated Normal Distribution.

GERALD J. LIEBERMAN : Multistation Inspection Schemes.

JACOB S. SIEGEL & C. HORACE HAMILTON : Some considerations in the use of the Residual Method of Estimating Net Migration.

JOSEPH BERKSON & ROBERT P. GAGE : Survival Curve for Cancer Patients Following Treatment.

D. F. VOTAW, Sr. : An Aptitude Test for Predicting Success in a First Course in Statistics.

MARGARET JARMAN HAGOOD & JACOB S. SIEGEL : Population Projections for Sales Forecasting.

GENE H. FISHER : Hicks «Elementary Case» Economic Model for the United States, 1929-1941.

Reprints of Abstracts in Statistical Methodology.

Book Reviews.

Publications Received.

THE JOURNAL OF POLITICAL ECONOMY

Volume LX, Number 3 — CHICAGO, June, 1952

GEORGE J. STIGLER : The Ricardian Theory of Value and Distribution.

JAMES M. BUCHANAN : Federal Grants and Resource Allocation.

C. ARNOLD, ANDERSON, JAMES C. BROWN & MARY JEAN BOWMAN : Intelligence and Occupational Mobility.

GOTTFRIED HABERLER : The Pigou Effect Once More.

DAVID McCORD WRIGHT : Professor Metzler and the Rate of Interest.

LLOYD A. METZLER : A Reply.

GEORGE W. STOCKING & MYRON W. WATKINS : Perspectives on Monopoly : A Reply.

NEIL H. JACOBY : A Rejoinder.

Book Reviews.

Books Received.

VOLUME LX, No. 4 — CHICAGO, August, 1952

DONALD DEWEY : Negro Employment in Southern Industry.

WARREN C. SCOVILLE : The Huguenots and the Diffusion of Technology, I.

E. J. MISHAN : The Principle of Compensation Reconsidered.

JOHN V. SPIELMANS : Union Representation Elections.

CECIL G. PHIPPS : Friedman's «Welfare» Effects.

MILTON FRIEDMAN : A Reply.

A. DAVID REDDING : Reliability of Estimates of Unfree Labor in the U.S.S.R.

N. JASNY : Comments.

Book Review.

Books Received.

Volume LX, No. 5—CHICAGO, October, 1952.

ALBERT REES : Industrial Conflict and Business Fluctuations.

JOHN B. LANSING & E. SCOTT MAYNES : Inflation and Saving by Consumers.

WARREN C. SCOVILLE : The Huguenots and the Diffusion of Technology. II.

KENNETH D. ROOSE : The Empirical Status of Business Cycle Theory.

I. M. D. LITTLE : Social Choice and Individual Values.

HOWARD S. ELLIS : The Great Economists.

Book Reviews.

Books Received.

JOURNAL OF THE ROYAL STATISTICAL SOCIETY

Volume CXV, Part II — LONDON, 1952

ERNEST RUDD : Estimates of Expenditure on Road in Great Britain. (With Discussion.)

A. W. PETERSON : The Statistics of Gambling. (With Discussion).

LEWIS F. RICHARDSON : Contiguity and Deadly Quarrels. The Local Pacifying Influence.

H. S. BOOKER & S. T. DAVID : Differences in Results Obtained By Experienced and Inexperienced In-

terviewers.

MARK ABRAMS : Statistics of Advertising.

G. HERBERT & R. D. CLARKE : The Statistics of British Insurance.

J. W. NIXON : International Statistical Institute, 27th Session, India, 1951.

Reviews of Books.

Statistical and Current Notes, Additions to Library.

Volume CXV, Part III—LONDON, 1952.

C. T. SAUNDERS : Consumption of Raw Materials in The United Kingdom 1951-1952.

A. M. ADELSTEIN : Accident Prone-ness; A Criticism of the Concept based upon an Analysis of Shunter's Accidents. (With discussion.)

C. A. MOSER : Quota Sampling.

J. R. WEATHERBURN : Clothing Statistics.

Wholesale Prices in 1951.

Reviews of Books.

Statistical and Current Notes, Additions to Library.

Volume CXV, Part IV — LONDON, 1952

JOHN RYAN : Statistics of Tins and Cans. (With Discussion.)

A. L. BOWLEY : Index Numbers of Wage-Rates and Cost of Living.

A. D. ROY : An Exercise in Errors.

K. S. LOMAX : A Criterion of Efficiency in Local Administration.

N. S. ROSS : Employment in Ship-building and Ship-repairing in Great Britain.

A. L. KING : Statistics Relating to the Petroleum Industry, with particular reference to the United Kingdom.

Annual Report of the Council.

Proceedings of the One Hundred and Eighteenth Annual General Meeting.

Reviews of Books.

Statistical and Current Notes, Additions to Library, Periodical Returns.

THE MIDDLE EAST JOURNAL

Vol. 6, No. 3 — WASHINGTON, Summer 1952

- | | |
|---|---|
| GEORGIANA G. STEVENS : Arab Refugees: 1948-1952. | Developments of the Quarter : Comment and Chronology. |
| PAUL F. CRAIG-MARTIN : Cotton and the Middle East. | Economical Review. |
| | Book Reviews. |
| M. Z. FRANK : From Deborah to Kurt : The Story of Hebrew in Israël. | Reader's Commentary. |
| | Bibliography of Periodical Literature. |

Vol. 6, No. 4 — WASHINGTON, Autumn 1952

- | | |
|---|---|
| ILSE LICHTENSTADTER : An Arab-Egyptian Family. | tionalism in the Middle East. |
| VLADIMIR CERVIN : Problems in the Integration of the Afghan Nation. | Developments of the Quarter : Comment and Chronology. |
| S. R. SHAFAG : Patriotic Poetry in Modern Iran. | Economic Review. |
| PETER G. FRANK : Economic Na- | Book Reviews. |
| | Bibliography of Periodical Literature. |
| | Index to Volume VI. |

THE QUARTERLY JOURNAL OF ECONOMICS

Vol. LXVI, No. 3 — MASSACHUSETTS, August, 1952

- | | |
|--|--|
| S. HERBERT FRANKEL : United Nations Primer for Development. | GUSTAV PAPANÉK : General or Expenditure Rationing. |
| EDWARD S. MASON : Raw Materials, Rearmament, and Economic Development. | Notes and discussions. |
| JOSEPH S. BERLINER : The Informal Organization of the Soviet Firm. | LUCILE S. KEYES : Monopolistic Market Structures and Stabilization |
| MARCUS FLEMING : A Cardinal Concept of Welfare. | D. HAMBERG : Full Capacity vs. Full Employment Growth. |
| RAGNAR NURKSE : The Cyclical Pattern of Inventory Investment. | Keynes and the Forces of History. |
| E. STUART KIRBY : The Reception of Western Economies in the Orient. | EDWIN KUH AND JOHN MEYER : Comment. |
| | ARTHUR SMITHIES : Reply. |
| | Recent Publications. |

Vol. LXVI, No. 4 — MASSACHUSETTS, November, 1952

- | | |
|--|---|
| WILLIAM D. GRAMPP : The Liberal Elements in English Mercantilism. | Notes and Discussions. |
| T. M. WHITIN : Inventory Control in Theory and Practice. | The Economic Issues of Compulsory Health Insurance. |
| FOLKE HILGERDT : International Trade under structural disequilibrium. | I. S. FALK : Further Comment. |
| ROBERT EISNER : Accelerated Amortization, Growth, and Net Profits. | D. NETZER : Further Comment |
| WILLIAM J. BAUMOL : The Transactions Demand for Cash: An Inventory Theoretic Approach. | The Accelerator in Income Analysis. |
| J. HARVEY EDMONSTON : A Treatment of Multiple-Process Industries. | D. HAMBERG : Comment. |
| | S. C. TSIANG : Reply. |
| | Taxation and Incentive in Mobilization. |
| | HARRY S. SCHWARTZ : Comment. |
| | OTTO von MERING : Further Comment. |
| | GERSHON COOPER : Reply. |
| | Recent Publications. |

REVUE D'ECONOMIE POLITIQUE

62ème Année, No. 5 — PARIS, Septembre-Octobre 1952

- L'Economie de l'Union Française d'Outre-Mer.
- GASTON LEDUC: Introduction.
- LUC DE CARBON: L'Union Française comme ensemble économique.
- LES COMPOSANTES PRINCIPALES :
- JEAN SAINT GERMES: L'Afrique du Nord: Son évolution économique récente.
- LUC DE CARBON: L'Afrique Noire.
- A. DE COURSON: Madagascar.
- LUC FAUVEL: Les Antilles et la Guyane.
- A. HOLLEAUX: La Réunion.
- LE PACIFIQUE:
- HENRI GAIGNARD: a) La Nouvelle Calédonie.
- A. ANZIANI: b) Réflexions sur l'économie océanienne.
- LA MISE EN VALEUR:
- J. ROSSIN: 1) La mise en valeur agricole dans les Territoires d'outre-mer.
- PIERRE SOUDET: 2) Les plans d'investissement d'outre-mer.
- ARISTIDE ANTOINE: 3) Les problèmes de l'énergie d'outre-mer.
- F. X. JOURNAU: 4) L'industrialisation d'outre-mer.
- PROBLEMES DE POLITIQUE ECONOMIQUE:
- 1) L'organisation monétaire des pays d'outre-mer de l'Union Française.
- PIERRE VALDANT & GEORGES ARNAUD: 2) La politique commerciale de l'Union Française.
- PIERRE SANNER: 3) Budgets et fiscalité des territoires d'outre-mer.
- LUCRECE GUELFY: 4) Quelques aspects du problème des salaires dans les territoires français d'outre-mer.
- HENRI DE PANISSE: 5) Habitat et urbanisme dans les territoires français d'Afrique Noire.

REVUE ECONOMIQUE

VOL. III — No. 5 — PARIS, Septembre 1952

- HUBERT BROCHER: Autofinancement des entreprises et théorie économique.
- BERNARD DUCROS: Phénomènes macro-économique et structures de marchés. Fluidité et atomicité de l'offre et de la demande de capitaux comme condition de stabilité d'un équilibre de type keynésien.
- ANDRE PAGE: Subvention et inflation.
- J. R. BOUDEVILLE: Le suremploi ou les conséquences d'une pénurie de main-d'œuvre.
- L.-A. VINCENT & G. MATTHYS: La situation économique.
- R. GOETZ-GIREY: Progrès technique et bien-être.
- CHARLES PENGLOU: Tentative de renouvellement en matière de théorie comptable.
- HENRI DENIS: Un livre récent sur les décisions d'investissement.
- MAX CLUSEAU: Une étude générale des fluctuations économiques.
- ALAIN BARRERE: La redistribution des revenus à travers les finances publiques.
- Notes bibliographiques sur des ouvrages.

VOL. III, No. 6 — PARIS, Novembre 1952

- ALFRED SAUVY: Régime de concurrence et concurrence de régimes.
- GUNNAR MYRDAL: Les aspects économiques de la santé.
- CHARLES PENGLOU: Essai sur la vitesse de rotation de la monnaie scripturale.
- JEAN-PIERRE MARTIN: La fiscalité des sociétés des capitaux et l'imposition des bénéfices non distribués.
- SHEPARD CLOUGH: Présentation d'une théorie des transformations sociales.
- L. A. VINCENT & G. MATTHYS: La situation économique.
- JEAN WEILLER: Les analyses de structure et le déséquilibre mondial.
- JEAN LHOMME: A propos d'une théorie de la population.
- Notes bibliographiques.
- Liste des ouvrages reçus.
- Table générale de 1952.

REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE

Volume II, No. 3 — PARIS, Juillet-Septembre 1952.

ANDRE MATHIOT: Les «*pressure groups*» aux Etats-Unis.

JACQUES ELLUL: Propagande et démocratie.

HAROLD D. LASSWELL: L'«*analyse du contenu*» et le langage de la politique.

R. ARAMBOUROU: Réflexions sur la géographie électorale.

SYDNEY D. BAILEY: Une fédération des Caraïbes britanniques. Le cheminement d'une idée.

FRANCO PIERANDREI: Les Commissions législatives du Parlement italien.

ROBERT GUIHENEUF: Psychologie individuelle et psychologie sociale dans l'œuvre de Schumpeter: «*Capitalisme, Socialisme et Démocratie*».

J. J. CHEVALLIER: Idéologie et réalités. En lisant Barrington Moore.

C. A. COLLIARD: A propos de quelques livres sur le Commonwealth.

J. B. DUROSELLE: La politique étrangère des Etats-Unis.

Notes Bibliographiques.

Informations Bibliographiques.

Liste des Ouvrages reçus.

REVUE INTERNATIONALE DE DROIT COMPARE

Quatrième Année, No. 3 — PARIS, Juillet-Septembre 1952

I. — DOCTRINE

JOSE BELEZA DOS SANTOS: Le juge d'exécution des peines au Portugal.

E. J. GUILLOT: Réflexions sur les coutumes de droit privé en Afrique Noire et à Madagascar.

II. — ETUDES — VARIETES

DOCUMENTS

WELHELM A. SCHEUERLE: Les personnes morales en droit soviétique.

R. GAUDEFROY-DEMONBYNES: Le mariage et le divorce au Danemark.

MICHEL STASSINOPOULOS: La nouvelle loi hellénique sur le statut des fonctionnaires.

III. — ACTUALITES ET INFORMATIONS

L'activité de l'Institut International pour l'Unification du Droit Privé.

Institut International de Droit Public.

Le 45ème Congrès de l'Association littéraire et artistique internationale (Nîmes, 16-20 avril 1952).

IV. — BULLETIN DE LA SOCIETE DE LEGISLATION COMPAREE

Troisième journée de droit franco-latino-américaines (suite):

A. — Le concept et le rôle de la cause des obligations dans la jurisprudence:

1) Rapport de M. Arturo Barcia Lopez.

2) Rapport de M. Lisardo, Novillo Savaria fils.

3) Rapport de M. Walfrido Prado Guimaraes.

4) Rapport de M. Bernardo Supervielle.

D. — Le contentieux de la légalité des actes administratifs:

1) Rapport de M. Levi Carneiro.

2) Rapport de M. José M. P. Suer.

3) Rapport de M. Daniel Escalante.

4) Rapport de M. Antonio Moles Gaubet.

V. — BIBLIOGRAPHIE.

REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Vol. LXVI, No. 2 — GENEVE, Août 1952

BERT ZOETEWELIJ: L'adaptation des salaires au coût de la vie.

PIERRE LAROQUE: Problèmes internationaux de sécurité sociale: II. Les stages de perfectionnement à l'étranger.

RAPPORTS ET ENQUETES

La productivité de la main-d'œuvre

dans l'industrie cotonnière de cinq pays d'Amérique Latine

BIBLIOGRAPHIE

Publications des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales.

Autres publications.

VOL. LXVI, No. 3 — GENEVE, Septembre 1952

JULIUS ISAAC: Les migrations internationales et les tendances démographiques en Europe.

DAVID BLANCHARD: A bord d'un chalutier.

ROBERT GAVIN: La situation économique et sociale en Somalie sous tutelle italienne.

RAPPORTS ET ENQUETES

R. W. COX: Facteurs humains du développement industriel.

BIBLIOGRAPHIE

Publications du B.I.T.

Publications des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales.

Autres publications.

Vol. LXVI, No. 4 — GENEVE, Octobre 1952

La trente-cinquième session de la Conférence Internationale du Travail, Genève, Juin 1952.

FREIDA S. MILLER: Le travail domestique aux Etats-Unis.

HENRY NOZET: Le rôle des moyens audio-visuels dans la formation

professionnelles.

RAPPORTS ET ENQUETES

R. VIALA: Les conditions de travail dans l'industrie diamantaire.

BIBLIOGRAPHIE

Publications du B.I.T.

Autres publications.

LEGISLATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

(Quatrième trimestre 1952)

DROITS DE DOUANE

Décret portant modification des droits de douane sur le tabac
Au Nom de Sa Majesté le Roi d'Egypte et du Soudan,
LE CONSEIL DE REGENCE PROVISOIRE,

Sur la proposition du Ministre des Finances et de l'Economie et l'avis
conforme du Conseil des Ministres ;

DECRETE :

Art. 1. — Les droits de douane sur les articles mentionnés au tableau annexé au présent décret, seront perçus conformément aux taux qui y sont indiqués et ce en remplacement des taux prévus au tableau annexé au Décret du 28 janvier 1951.

Toute marchandise n'ayant pas acquitté les droits de douane avant la date de la mise en vigueur du présent décret sera taxée aux droits établis par ce décret.

Art. 2. — Le Ministre des Finances et de l'Economie est chargé de l'exécution du présent décret, qui entrera en vigueur à partir de la date de sa publication au « Journal Officiel ».

TABLEAU

No. de l'article	Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits L.E.
174	Tabacs en feuilles (1)	K.N.	4
175	Tabacs dépouillés de leurs tiges, pétioles ou nervures médianes	»	3
176	Tabacs manufacturés, tels que tabacs coupés ou comprimés, à priser, en cigarettes, etc. (2)	»	4
177	Cigares de toutes qualités	»	4

Décret portant modification du droit de 7 % ad valorem sur certaines marchandises importées

Au Nom de Sa Majesté le Roi d'Egypte et du Soudan,
LE CONSEIL DE REGENCE PROVISOIRE,

Sur la proposition du Ministre des Finances et de l'Economie et l'avis
conforme du Conseil des Ministres ;

(1) Y compris les tabacs qui, par leur nature, n'ont pas de pétioles.

(2) Il est essentiel de coller une étiquette spéciale portant le nom de l'importateur sur les boîtes de tabacs fabriqués et importés de l'étranger, suivant format imposé par l'Administration des Douanes.

DECRETE :

Art. 1. -- Est augmenté à 8 % le droit ad valorem sur toutes les marchandises importées mentionné à l'article premier du Décret du 12 mai 1932 modifié par les Décrets en date des 11 juin 1936, 2 juin 1938, 30 janvier 1943, 1er mai 1945 et 3 avril 1946 sur les marchandises dont le droit de 7 pour cent est actuellement imposé.

Toute marchandise n'ayant pas acquitté les droits de douane avant la date de la mise en vigueur du présent décret sera taxée aux droits établis par ce décret.

Art. 2. -- Le Ministre des Finances et de l'Economie est chargé de l'exécution du présent décret, qui entrera en vigueur à partir de la date de sa publication au « Journal Officiel ».

(Traduction).

Décret établissant un droit ad valorem additionnel sur certains articles d'importation

**Au Nom de Sa Majesté le Roi d'Egypte et du Soudan,
LE CONSEIL DE REGENCE PROVISOIRE,**

Sur la proposition du Ministre des Finances et de l'Economie et l'avis conforme du Conseil des Ministres :

DECRETE :

Art. 1. -- Un droit ad valorem additionnel est perçu sur les articles mentionnés dans le tableau annexé à ce décret et ce en remplacement des taux prévus au tableau annexé au Décret du 13 février 1949.

Toute marchandise n'ayant pas acquitté les droits de douane avant la date de la mise en vigueur du présent décret sera taxée aux droits établis par ce décret.

Art. 2. -- Le Ministre des Finances et de l'Economie est chargé de l'exécution du présent décret, qui entrera en vigueur à partir de la date de sa publication au « Journal Officiel ».

TABLEAU

No. de l'article	Désignation des marchandises	Unité de perception Valeur
		%
31 (a)	Plumes destinées à la parure non apprêtées ni montées : peaux d'oiseaux garnies de leurs plumes simplement séchées ou salées ; tuyaux de plume	20
35 (a)	Œufs de poissons (le caviar et ses succédanés exceptés) même salés pour le transport	20
35 (b)	Résure et rogues de morues ou de maquereaux et similaires	20
37	Perles fines	20
43	Fleurs, boutons, feuillages, feuilles, rameaux et herbes pour bouquets ou pour ornements: bouquets et couronnes	20
44	Champignons et truffes	20
112	Pâtés de foie	20
116	Caviar, boutargue et autres œufs de poissons comestibles	20
121	Sirops non alcoolisés	20
122	Sucreries	30
123	Cacao	20
124	Chocolat	30

No. de l'article	Désignation des marchandises	Unité de perception Valeur
		%
131	Produits de la boulangerie fine, de la pâtisserie et biscuits	30
133 à 144	Préparations de fruits, de légumes, de plantes potagères	20
148	Moutarde préparée	20
149	Sauces et condiments similaires	20
153	Limonades, gazeuses ou non	20
154	Bières	20% avec un minimum de droit de 8 mills. par litre.
155	Hydromel	20
156	Cidre et poiré	20
157	Moût de vin (jus de raisin non fermenté)	20
158	Vins ordinaires provenant exclusivement de la fermentation des raisins frais ou secs	30
159	Vins de liqueur, mistelles (jus de raisins non additionnés d'alcool), vermouths, vins généreux, secs ou doux, et vins préparés à l'aide de plantes aromatiques	30
160	Vins mousseux	30
162	Eaux-de-vie	30% avec un minimum de droit de 99 mills. sur l'alcool y contenu.
163	Liqueurs et autres boissons spiritueuses et édulcorées ou aromatisées	
176	Tabacs manufacturés	10
177	Cigares	30
258 à 261	Produits chimiques préparés et autres produits à usages photographiques (1)	20
286 à 290	Huiles essentielles et essences, matières aromatiques artificielles	20
291	Parfumerie, autres que les savons de toilette: (a) poudres, pâtes et eaux dentifrices	10
	(b) autres	30
292	Savons de toilette ou savons de parfumerie, y compris ceux à base d'alcool	20
339	Peaux de toutes sortes bronzées, dorées, argentées, peintes ou avec dessins ou ornement repoussés et similaires	20
340	Peaux teintes ou maroquinées	20
346	Gants de peau	20
353	Valises, sacoches, sacs de voyage, boîtes à chapeaux, étuis pour appareils photographiques, pour armes de chasse, pour instruments de musique et articles similaires	20
354	Tous autres articles de maroquinerie	20
358	Pelletteries brutes (1)	30

(1) Sont exemptés de ce droit les films et plaques sensibilisés aux rayons X (Roontgen) selon régime de l'article 261 (b).

No. de l'article	Désignation des marchandises	Unité de perception Valeur
		%
359	Pelleteries apprêtées ou préparées en peaux (1)...	30
360	Pelleteries ouvrees ou confectionnées	30
409	Portes, fenêtres, jalousies, persiennes, volets roulants, stores en bois, lambris et pièces de menuiserie assemblées ou non, avec ou sans ferrures ...	20
412	Boissellerie : ustensiles de ménage en bois et tous autres articles de boissellerie	20
413	Coffrets, cassettes, écrins, boîtes, plateaux et paravents en bois vernis ou laqués, genre Chine ou Japon	20
414	Tabletterie de bois et d'articles en bois sculpté, non dénommés ailleurs	20
415 (b)	Meubles en bois	30
449	Papiers à meubler ou de tenture	20
455	Enveloppes de tout format, papiers à lettres, cartes pour correspondance, avec leurs enveloppes, en boîtes, pochettes, etc., en carton et papier	20
456	Papier-dentelle et papier-broderie même revêtu d'impressions	20
458 (c)	Boîtes et autres articles similaires en papier ou carton, avec ou sans impressions ou illustrations ou ornements, garnis en tout ou en partie de cuir ou de peau, d'ivoire, de nacre, de pierres, de cellulose et autres matières plastiques similaires, de tissus et autres	20
464	Tous autres ouvrages non dénommés ni compris ailleurs en papier ou carton (2)	20
469 (a) (c) et (d)	Gravures, similigravures, photogravures, photographies et similaires, estampes, lithographies, chromos, images de décalcomanie sur papier en feuilles, étiquettes et tous articles d'imagerie y compris les calendriers, intérieurs d'albums pour photographies et collections, et cartes postales illustrées ou imprimées	20
471	Soies en cocons	20
472	Fils de soie naturelle	20
473	Bourre, bourrette, blousses et déchets de soie.....	20
474	Fils de bourre de soie (schappe) et fils de bourrette de soie (fils de déchets)	20
478 (a)	Fils conditionnés pour la vente au détail en soie naturelle (3)	30
479	Articles de soie, de bourre de soie et de bourrette de soie pure (4)	30
479 bis	Articles de soie, de bourre de soie et de bourrette de soie mélangée de soie artificielle, la soie	

(1) Sont exemptés de ce droit les articles importés autres que pour l'industrie de la pelleterie.

(2) Sont exemptés de ce droit, les tableaux pour les écoles et les ardoises artificielles.

(3) Sont exemptés de ce droit les fils chirurgicaux.

(4) Sont exemptés de ce droit les fils pour tamis.

No. de l'article	Désignation des marchandises	Unité de perception Valeur
		%
	se trouvant dans une proportion :	
	(a) plus de 15 %	30
	(b) 15 % et moins (1)	20
479 ter (a)	Articles de soie, de bourre de soie mélangés de matières textiles autres que la soie artificielle, la soie se trouvant dans une proportion de plus de 10 %	30
479 quater	Articles de soie artificielle pure	20
de 1 à 7		
479 quinq	Articles de soie artificielle mélangés de matières textiles autres que la soie, la soie artificielle se trouvant dans une proportion de plus de 10 % (1)	20
486 de (a)	Articles de laine et de poils assimilés à la laine	20
à (e)		
487 (a)	Tapis à points noués ou enroutés de toute origine, y compris les imitations	20
499 B. C.	Articles de coton	20
D, F.		
536	Bonneterie de soie, de bourre de soie et bourrette de soie, pures, mélangées entre elles ou associées à d'autres textiles ou à des fils de caoutchouc associés ou non avec un métal, la soie se trouvant dans une proportion de plus de 10 %	30
536 bis (a)	Bonneterie de soie artificielle pure ou mélangée de matières textiles autres que la soie, de fils de caoutchouc, etc., associés ou non avec un métal, y compris le papier cellulose, textilose et similaires, la soie artificielle se trouvant dans une proportion de plus de 10 %	20
540	Vêtements, parties de vêtements	20
541	Lingerie et parties de lingerie (vêtements)	20
542	Lingerie et pièces de lingerie, de table, de cuisine, de lit ou de toilette	20
544	Tous autres articles consus ou confectionnés	20
546	Chaussures	20
550 et 551	Chapeaux pour dames	20
556 à 562	Plumes de parure apprêtées et articles en plumes : fleurs artificielles et autres articles de mode : éventails	
579	Bustes, statues, statuettes, figures ou figurines, ainsi qu'objets d'ornement, d'ameublement ou de bureau, colorés ou non ; en plâtre, en marbre ou en albâtre ou en autres pierres ou en ciment	30
591	Perles, fleurs artificielles, couronnes et articles analogues en faïence, céramique ou porcelaine...	20
592	Bustes, statues, statuettes, figures et figurines, articles de fantaisie et tous objets d'ornement,	

(1) Sont exemptés de ce droit les tissus y compris les velours et pelluches.

No. de l'article	Désignation des marchandises	Unité de perception Valeur
	d'ameublement, d'étagère ou de bureau, en terre cuite, grès, faïence et majolique; en porcelaine, en parian, en biscuit et similaires	30
593 (b) 3	Ouvrages en porcelaine décorée en plusieurs couleurs ou avec or, y compris les parians et biscuits	30
598	Glaces et miroirs encadrés	20
611 (b)	Articles de gobeletterie et toutes pièces pour le service de la table ou de la toilette, en verre ou en cristal, même avec garnitures ou montures en métaux ou autres matières (1)	20
617 (b), (c)	Verrotteries dites aussi « vitrifications »	20
618	Pierres à bijoux (pierres fausses) taillées ou moulées, mais non montées	20
620	Tous articles et pièces de lustrerie	20
625	Pierres précieuses brutes ou ouvrées, non montées (2)	20
626	Pierres demi-précieuses, y compris les pierres de synthèse, brutes ou ouvrées mais non montées	20
627	Orfèvrerie en argent, en or et en platine	20
627 bis	Orfèvrerie et tous ouvrages en métal commun dorés ou argentés, ainsi que les articles en métal commun ou en toute autre matière incrustés ou plaqués de métal précieux ou avec bordure en métal précieux	30
628	Bijouterie et joaillerie	20
673	Lits, tables, sièges et autres meubles en fer ou acier	20
699 (a)	Lits et meubles en cuivre	20
705 (a)	Lits et meubles en nickel et ouvrages nickelés	20
750 bis	Bustes, statues, statuettes, figures et figurines ainsi qu'objets d'ornement d'intérieurs, d'ameublement, d'étagère ou de bureau, avec ou sans appareillage pour l'éclairage	30
751	Appareils d'éclairage, articles de lampisterie et de lustrerie	20
784 (b)	Lampes pour radios	20
785	Appareils de radios et leurs pièces détachées	20
788	Matériel de chauffage électrique, appareils électriques et électro-techniques à usage domestique	20
804 (b)	Voitures automobiles pour le transport des personnes	20
833	Appareils photographiques et cinématographiques portatifs	20
841 à 843	Montres en or ou en platine	20
844	Boîtes de montres et carrures de boîtes de montres en or et en platine	20
852 à 863	Instruments de musique	20
870 (a)	Cartouches de toutes espèces pour la chasse	20
878 (b)	Broserie fine	20
881	Jeux et jouets pour enfants	20

(1) Sont exemptés de ce droit les biberons en verre pour les enfants.

(2) Sont exemptés de ce droit la poudre de diamant.

No. de l'article	Désignation des marchandises	Unité de perception Valeur
		%
882	Jeux de sociétés	20
883	Objets pour divertissements et fêtes	20
884	Articles et accessoires pour arbres de Noël	20
886	Articles en métal commun, destinés à la parure ou à l'usage personnel	30
887	Boulons	20
889	Portes-plumes ordinaires ou à réservoir et stylo- graphes ; portes-mines et portes-crayons ; pièces détachées des dits objets	20
890	Pipes de toute espèce ainsi que leurs étuis	30
891	Fume-cigares et fume-cigarettes ainsi que leurs étuis	30
894 à 896	Objets d'art et de collection	30

**Décret portant établissement d'un droit d'accise sur certains
produits de l'industrie nationale**

Au Nom de Sa Majesté le Roi d'Egypte et du Soudan,

LE CONSEIL DE REGENCE PROVISOIRE,

Sur la proposition du Ministre des Finances et de l'Economie et l'avis
conforme du Conseil des Ministres :

DECRETE :

Art. 1. --- Le droit d'accise sur les articles mentionnés au tableau annexé au présent décret qu'il soit produit par l'industrie locale ou qu'il soit des produits importés, sera perçu conformément aux taux qui y sont indiqués, et ce en remplacement des taux prévus pour les mêmes articles au tableau annexé au Décret du 13 février 1949.

Toute marchandise n'ayant pas acquitté le droit d'accise additionnel avant la date de la mise en vigueur du présent décret sera taxée aux droits établis par ce décret.

Art. 2. --- Le Ministre des Finances et de l'Economie est chargé de l'exécution du présent décret, qui entrera en vigueur à partir de la date de sa publication au « Journal Officiel ».

TABLEAU

Désignation des marchandises	Droits
Bière	8 mills. par litre
Vins ordinaires provenant exclusivement de la fermentation des raisins frais ou secs	22 1/2 % du droit d'accise sur l'alcool y contenu.
Vins de liqueurs, mistelles vermouths, vins généreux, secs ou doux et vins préparés à l'aide de plantes aromatiques	
Vins mousseux	
Liqueurs et autres boissons spiritueuses édulcorées ou aromatisées	
Eaux de vie	

TRAVAIL

DECRET-LOI No. 317 DE 1952 SUR LE CONTRAT INDIVIDUEL DU TRAVAIL (1)

(Journal Officiel éd. arabe extraordinaire No. 157 bis du 8/12/1952)

Art. 1er. — Les dispositions de la présente loi régissent le contrat par lequel un travailleur s'engage à servir sous la direction ou la surveillance d'un employeur moyennant un salaire. Le terme « travailleur » s'entend de tout ouvrier ou employé de l'un ou l'autre sexe. Elles ne s'appliquent cependant pas :

- a) Aux personnes employées occasionnellement à des travaux temporaires de nature étrangère à l'activité de l'employeur et dont la durée n'excède pas six mois.
- b) Aux membres de la famille de l'employeur qui vivent effectivement à sa charge.
- c) Au personnel des établissements qui n'utilisent pas d'outillage mécanique, occupent d'habitude moins de cinq ouvriers et dont l'impôt sur les bénéfices commerciaux et industriels mis à la charge de leurs propriétaires selon la dernière fixation, ne dépasse pas L.E. 20 par an, ni au personnel d'employeurs exerçant des professions non commerciales, dont l'impôt mis à leur charge n'excède pas, selon la dernière fixation, la dite somme ;
- d) Aux officiers, ingénieurs, matelots, etc., des bâtiments de mer qui sont régis par le code de commerce maritime.
- e) Aux fonctionnaires et employés cadrés de l'Etat et des conseils provinciaux municipaux et de village.
- f) Aux domestiques et gens de leur condition.

Art. 2. — Le contrat de travail doit être écrit et rédigé en langue arabe, en double exemplaire, dont un pour chacune des deux parties. En cas d'inexistence de contrat écrit, le travailleur pourra établir ses droits par tous les moyens de droit. L'employeur délivrera au travailleur un reçu pour les pièces et certificats que ce dernier aurait déposés auprès de lui.

Art. 3. — La période d'essai sera fixée dans le contrat de travail. Le travailleur âgé de 17 ans ne pourra être nommé à l'essai pour plus de six mois.

S'il est âgé de moins de 17 ans, il pourra être nommé à l'essai pour une période ne dépassant pas deux ans, sous réserve que cette période n'excède pas six mois après l'âge de 17 ans.

Il est interdit de nommer un travailleur plus de deux fois à l'essai auprès du même employeur.

Art. 4. — Aux fins d'application de la présente loi, le salaire s'entend de ce que le travailleur touche comme salaire fixe avec en sus toutes les sommes visées aux articles 683 et 684 du Code Civil.

Le salaire pourra être à l'heure, à la journée, à la semaine, au mois ou à la pièce.

Art. 5. — Les salaires et autres sommes dues au travailleur seront payés en monnaie ayant cours légal.

Art. 6. — L'employeur est tenu de remettre aux mineurs eux-mêmes, s'ils sont âgés de 14 ans, leurs salaires, indemnités et autres sommes à eux dues conformément à la présente loi. Cette remise est libératoire.

(1) La traduction des décrets-lois Nos 317, 318, 319, de 1952, que nous donnons ci-après, a été faite par les Bureaux de la Fédération Egyptienne de l'Industrie.

Art. 7. — Les salaires seront payés aux jours ouvrables, sur le lieu du travail et sous réserve des dispositions suivantes :

- a) Les travailleurs au mois toucheront leurs salaires au moins une fois le mois.
- b) Si le travail est à la pièce, et que son exécution doit durer plus de deux semaines, le travailleur doit recevoir, chaque semaine, un acompte en rapport avec la partie achevée de l'ouvrage. Le solde de son salaire lui sera intégralement payé dans la semaine qui suivra la consignation du travail.
- c) En dehors des cas précités, les travailleurs toucheront leurs salaires une fois au moins toutes les deux semaines. Les salaires pourront, toutefois, être payés une fois par mois en cas d'acceptation écrite de leur part.

Art. 8. — Le salaire dû au travailleur dont le service a pris fin lui sera immédiatement payé, à moins qu'il n'ait quitté le travail de son propre gré, auquel cas l'employeur devra lui payer le salaire dû dans les sept jours suivants.

Art. 9. — Il est interdit d'obliger le travailleur à acheter des denrées alimentaires ou autres marchandises de la production de l'employeur, ni à s'en fournir dans des établissements déterminés.

Art. 10. — L'employeur ne pourra assujettir le salaire du travailleur à une retenue de plus de 10 % en répétition d'une avance pécuniaire, ni exiger des intérêts sur cette avance.

Art. 11. — Les salaires des travailleurs sont incessibles et insaisissables pour les trois premières livrés du salaire mensuel ou les dix premières piastres du salaire journalier, sauf jusqu'à concurrence du quart, et ce pour pension alimentaire, ou pour dette d'aliments ou de vêtements nécessaires au travailleur ou aux personnes à sa charge.

Le surplus sera cessible et saisissable pour toute dette jusqu'à concurrence du quart.

La dette pour pension alimentaire doit être réglée avant les dettes pour aliments et vêtements.

Les précédentes dispositions s'appliquent aux sommes dues aux travailleurs en vertu des art. 36, 37, 42, 43, 44 et 45.

En cas de retenue sur le salaire du travailleur conformément aux dispositions de la présente loi, la portion cessible et saisissable sera calculée sur le salaire restant après déduction des sommes retenues.

Art. 12. — Le contrat entre l'employeur et l'agent recruteur doit être par écrit. Il spécifiera le genre et la durée approximative du travail, les taux des salaires, l'obligation pour l'employeur de les verser directement aux travailleurs, ainsi que les régions d'où les travailleurs sont venus.

L'employeur, son représentant ou l'agent recruteur ne pourront exiger du travailleur aucune somme pour son engagement ou son maintien en service.

Aux fins d'application de la présente loi, l'agent recruteur s'entend de toute personne qui procure une équipe de travailleurs à un employeur, sans qu'elle ait à surveiller le travail ou les travailleurs.

Art. 13. — L'agent recruteur ne pourra exercer sa profession que moyennant un permis de l'Administration du Travail, qui sera délivré dans les formes et conditions déterminées par un arrêté du Ministre des Affaires Sociales.

L'employeur ne pourra contracter avec l'agent recruteur que s'il est détenteur dudit permis.

Art. 14. — L'employeur est tenu d'établir pour tout travailleur un livret en double, dont il lui remettra un exemplaire et conservera l'autre. Ce livret sera conforme au modèle qu'arrêtera le Ministre des Affaires Sociales, sauf dans le cas où il existerait un autre système auquel ne s'op-

poserait pas le Bureau du Travail.

L'employeur ne sera libéré par le paiement du salaire que si le travailleur en donne quittance.

Art. 15. — Si l'employeur charge une autre personne d'un de ses travaux principaux ou d'une partie de ces travaux, cette personne sera tenue de traiter ses travailleurs sur le même pied que ceux de l'employeur quant à l'intégralité des droits dont jouissent ces derniers. L'employeur en sera solidairement responsable avec elle.

Art. 16. — Le travailleur convaincu d'avoir, par sa faute, causé la perte, la détérioration ou la destruction de matériel, outillage ou produits appartenant à l'employeur ou confiés à sa charge, sera tenu de la somme nécessaire pour la réparation ou remplacement. L'évaluation de cette somme aura lieu à l'amiable ou par décision judiciaire.

En cas de désaccord, l'employeur pourra commencer par retenir cette somme sur le salaire du travailleur jusqu'à concurrence de cinq jours de salaire par mois.

S'il n'obtient pas gain de cause ou si une somme moindre lui est adjugée, il sera tenu de restituer dans les sept jours de la date du jugement définitif ce qui a été indûment retenu.

Art. 17. — L'employeur sera tenu des frais de transport des travailleurs des régions dont ils sont venus au lieu du travail, à moins qu'ils n'aient cessé le travail sans raison légale avant l'expiration de sa période.

Il sera également tenu des frais de leur rapatriement dans les sept jours de la date de cessation du travail ou de l'expiration du contrat pour un des motifs visés aux art. 36, 41 et 45, à moins que le travailleur ne refuse par écrit de retourner dans le délai précité. Faute par l'employeur de rapatrier le travailleur ou de payer les frais de son rapatriement, l'autorité administrative compétente sera tenue de le rapatrier aux frais de l'employeur, si le travailleur le demande à la fin du délai précité, avec la faculté de recouvrer ses débours par voie de saisie administrative.

Art. 18. — L'employeur ne pourra transférer un travailleur au mois à la catégorie des travailleurs à la journée, à la semaine, à la pièce ou à l'heure sans son consentement écrit. Le travailleur qui consent à son transfert conservera tous les droits qu'il a acquis durant sa période de service au mois en vertu des art. 20, 23, 35, 36, 37, 42 et 45.

Art. 19. — L'employeur ne pourra imposer au travailleur une prestation non convenue, ni déroger aux clauses du contrat, sauf en cas de force majeure ou à moins d'une nécessité qui l'exige, pour prévenir un accident ou pour réparer les suites d'un accident survenu et sous réserve que la mesure ait un caractère provisoire.

Néanmoins, l'employeur pourra imposer au travailleur une telle prestation, si elle ne diffère pas essentiellement du travail convenu.

Art. 20. — Tout travailleur qui a passé une année entière au service de l'employeur a droit à un congé annuel de 14 jours à salaire entier.

Ce congé sera porté à 21 jours après 10 années de services continus auprès de l'employeur.

Art. 21. — Le congé pourra être fractionné suivant les exigences du travail, pour la période dépassant les six premiers jours de congé. Cette disposition ne s'applique pas au congé prévu pour les mineurs.

Art. 22. — L'employeur pourra priver le travailleur de son salaire pendant la période de congé ou récupérer le salaire qu'il lui a payé pendant ce congé s'il est établi que le travailleur a travaillé durant le congé pour compte d'un autre employeur.

Art. 23. — Dans le cas où le travailleur aura quitté le travail avant de prendre son congé, il aura le droit de toucher son salaire pour les jours

de congé qui lui sont dus, et ce pour la période durant laquelle il n'a pas obtenu de congé.

Art. 24. — Dans les établissements occupant 100 travailleurs ou plus, chaque travailleur aura droit à un congé à salaire entier les jours des fêtes suivantes :

- a) Le 1er et le 2ème jour de la fête du Baïram.
- b) Le 1er et le 2ème jour de la fête du Courban Baïram.
- c) Le jour du Mouled El Nabi.
- d) Le jour du Cham El Nessim.
- e) Le jour du 23 juillet.

Durant ces jours, l'employeur pourra remplacer le congé par un salaire double, si les circonstances du travail l'exigent.

Art. 25. — En cas de maladie dûment constatée, le travailleur aura droit aux trois quarts de son salaire pour les 10 premiers jours, à la moitié de son salaire pour les 10 jours suivants et au quart de son salaire pour les 10 jours subséquents durant l'année.

Art. 26. — L'employeur est tenu de prendre les mesures nécessaires pour protéger les travailleurs durant le travail contre les dangers de maladie et les risques des machines. Le ministre des Affaires Sociales prendra les arrêtés nécessaires à cet effet.

Art. 27. — Celui qui emploie des travailleurs dans les endroits non desservis par les moyens de communication ordinaires est tenu de leur assurer des moyens de transport.

Celui qui emploie des travailleurs dans des lieux éloignés de tout centre d'habitation, qui seront déterminés par un arrêté du ministre des Affaires Sociales, est tenu de leur fournir un logement convenable et une nourriture à bon marché dont le prix ne devra pas excéder le tiers du coût, à condition que le prix payé par le travailleur ne dépasse pas 20 millièmes pour chaque repas.

Un arrêté pris par le ministre des Affaires Sociales, en accord avec le ministre de l'Hygiène Publique, déterminera les variétés et la quantité des mets qui seront servis à chaque travailleur.

Art. 28. — L'employeur est tenu d'assurer aux travailleurs l'assistance médicale dans l'établissement.

Si leur nombre excède cent, il devra engager un infirmier expérimenté qui s'occupera de cette assistance et charger un médecin de visiter les travailleurs et de les soigner dans un endroit que l'employeur choisira lui-même, comme il devra leur fournir les médicaments nécessaires, le tout gratuitement.

Au cas où leur nombre excéderait 500, il sera tenu, en plus de ce qui précède, de leur assurer gratis tous les soins médicaux, y compris les services des médecins spécialistes et les opérations chirurgicales et autres.

A cet effet, il y aura lieu de se conformer aux formes et conditions qui seront déterminées par arrêté du ministre des Affaires Sociales en accord avec le ministre de l'Hygiène Publique.

Art. 29. — L'employeur ne peut infliger au travailleur une amende de plus de 10 jours de salaire pour une contravention, ni le suspendre par mesure disciplinaire pour plus de 10 jours, sous réserve de ne pas retenir sur son salaire plus de 5 jours dans le même mois à titre d'amendes ni de le suspendre pour plus de 5 jours dans le même mois.

Le travailleur ne peut être inquiété pour aucune contravention remontant à plus de 15 jours. Aucune peine disciplinaire ne peut être infligée plus de 30 jours après la constatation de la contravention pour les travailleurs au mois ou plus de 15 jours pour les autres travailleurs. Un

arrêté du ministre des Affaires Sociales établira les règles et procédure disciplinaires.

Art. 30. — Si le travailleur est accusé d'un crime ou d'un délit de grève illégitime ou de provocation à une grève illégitime, ou d'avoir commis tout autre crime ou délit sur les lieux du travail, l'employeur peut le suspendre à partir de la date où le fait a été dénoncé à l'autorité compétente, jusqu'au jour où elle aura pris une décision à cet égard.

Si l'autorité compétente ne juge pas lieu de poursuivre le travailleur en justice ou s'il est poursuivi et acquitté, il devra réintégrer son service, autrement sa non réintégration sera considérée comme un renvoi abusif, tombant sous le coup de l'art. 39.

S'il est établi que le travailleur a été inculpé sur les menées de l'employeur ou de son mandataire responsable, le salaire devra lui être payé pour la durée de suspension.

Art. 31. — Tout employeur qui occupe 50 travailleurs ou plus doit afficher à un endroit bien en vue de son établissement deux règlements en langue arabe, l'un sur le personnel et l'organisation du travail, l'autre sur les amendes et les conditions dans lesquelles elles seront infligées. Ce dernier règlement ainsi que les modifications y apportées ne seront applicables que si l'Administration du Travail ne s'y oppose pas dans les 45 jours de la date de présentation.

Art. 32. — Tout employeur doit établir un dossier spécial pour chaque travailleur, dans lequel il indiquera le nom du travailleur, son métier ou sa profession, son âge, son domicile, sa situation sociale, la date de son engagement, son salaire avec ses diverses évolutions, les peines qui lui ont été infligées, un état des congés ordinaires ou de maladie qu'il a obtenus, et la date de cessation de ses services avec les raisons qui l'ont motivée.

Seront versés au dossier les procès-verbaux de l'enquête relative aux peines disciplinaires infligées au travailleur ainsi que les rapports de ses chefs sur son travail.

L'employeur devra conserver ce dossier pendant une année au moins à partir de la date de cessation des services du travailleur.

Art. 33. — Les amendes infligées aux travailleurs seront inscrites sur un registre spécial avec mention du motif, du nom du travailleur et du montant de son salaire.

Art. 34. — Le produit des amendes prélevées par l'employeur sur les salaires des travailleurs et visées à l'art. 29 sera affecté à leur profit, selon les règles établies par arrêté du ministre des Affaires Sociales.

Art. 35. — Si le contrat est à durée déterminée et que les deux parties continuent de l'exécuter après son expiration, il sera considéré comme étant à durée indéterminée.

Si le contrat est pour un travail saisonnier ou un travail similaire et qu'il vienne à expiration, le travailleur aura droit à l'indemnité prévue par l'art. 37.

Art. 36. — Si le contrat est à durée indéterminée, chaque partie pourra le résilier moyennant un préavis de congé, par écrit, de trente jours pour les travailleurs au mois et de sept jours pour les autres travailleurs.

Si le contrat a été résilié sans que ce préavis ait été observé, celui qui aura rompu le contrat sera tenu envers l'autre partie de dommages-intérêts équivalents au salaire du travailleur pour la durée du préavis ou pour la période qui en reste.

Art. 37. — Si la durée du contrat de travail à durée déterminée est venue à expiration ou si la résiliation émane de l'employeur dans les contrats à durée indéterminée, celui-ci devra au travailleur une indemnité de service calculée comme suit :

- a) A l'égard des travailleurs au mois : un demi-mois de salaire pour chacune des cinq premières années de service et un mois de salaire pour chacune des années suivantes, sous réserve que l'indemnité ne dépasse point une année et demie de salaire.
- b) A l'égard des autres travailleurs : dix jours de salaire pour chacune des cinq premières années de service et quinze jours de salaire pour chacune des années suivantes, sous réserve que l'indemnité ne dépasse point une année de salaire.

Art. 38. — L'évaluation des dommages-intérêts visés à l'art. 36 et de l'indemnité visée à l'art. 37 sera faite d'après le dernier salaire pour les travailleurs au mois, à la semaine, à la journée ou à l'heure. En ce qui concerne les travailleurs dont le salaire est déterminé par pièce, l'évaluation sera faite d'après la moyenne de la rémunération que touchait le travailleur pour les jours effectifs de travail durant les trois derniers mois.

Art. 39. — En cas de rupture injustifiée du contrat, la partie lésée par cette rupture aura droit à des dommages-intérêts évalués par le Tribunal, en tenant compte du genre de travail, de l'étendue du préjudice, de la durée de service et des usages, après enquête sur les circonstances qui ont entouré la rupture du contrat, et ce sans préjudice des art. 36 et 37.

Art. 40. — L'employeur ne pourra résilier le contrat, sans préavis ni indemnité, ni dommages-intérêts, que dans les cas suivants :

- 1) Si le travailleur s'est attribué une fausse identité ou a fourni des certificats ou des recommandations forgées.
- 2) Si le travailleur est nommé à l'essai.
- 3) Si le travailleur a commis une faute ayant causé à l'employeur une grosse perte matérielle, à condition que celui-ci dénonce le fait incriminé aux autorités compétentes dans les 24 heures de la date à laquelle il en a eu connaissance.
- 4) Si, malgré un avertissement écrit, le travailleur a enfreint les instructions qui doivent être observées pour la sécurité des travailleurs et de l'établissement, à condition que ces instructions soient écrites et affichées dans un endroit bien en vue.
- 5) Si le travailleur s'est absenté sans raison légitime plus de 15 jours dans la même année ou plus de 7 jours consécutifs, sous réserve que le renvoi soit précédé d'un avertissement écrit de l'employeur au travailleur après une absence de 10 jours dans le premier cas et une absence de 3 jours dans le second cas.
- 6) Si le travailleur n'a pas rempli ses obligations essentielles découlant du contrat de travail.
- 7) Si le travailleur a divulgué les secrets industriels ou commerciaux de l'établissement qui l'occupe.
- 8) Si le travailleur a été l'objet d'une condamnation définitive pour crime ou délit portant atteinte à l'honorabilité, à l'intégrité ou aux bonnes mœurs.
- 9) Si le travailleur a été convaincu d'un attentat aux mœurs dans l'établissement, les ateliers ou les bureaux ou s'il a été trouvé durant les heures de service dans un état d'ivresse manifeste ou sous l'influence d'une matière stupéfiante.
- 10) Si le travailleur a commis une agression contre l'employeur ou le gérant responsable ou une grave agression contre l'un des chefs de travaux au cours ou à l'occasion du travail.

Dans les établissements occupant plus de 50 travailleurs, le travailleur qui a été renvoyé et privé de son indemnité en base des dispositions précédentes, à l'exception de l'alinéa 8, pourra demander, avant d'être jugé, que le cas soit soumis à une commission consultative formée du délégué de l'Administration du Travail, comme président, de l'employeur ou son représentant et d'un délégué du Syndicat auquel est affilié le travailleur, s'il en existe, sinon un des travailleurs choisi par le travailleur. La décision de la commission sera motivée.

Art. 41. — Le travailleur peut quitter le travail avant l'expiration du contrat ou sans préavis dans les cas suivants :

- 1) Si, à la conclusion du contrat, l'employeur ou son représentant l'a trompé sur les conditions du travail.
- 2) Si l'employeur n'a pas rempli ses obligations envers le travailleur conformément aux dispositions de la présente loi.
- 3) Si l'employeur ou son représentant a commis un attentat aux mœurs contre le travailleur ou un membre de sa famille.
- 4) Si l'employeur ou son représentant s'est livré à des voies de fait sur le travailleur.
- 5) Si un grave danger menace la sécurité ou la santé du travailleur, pourvu que l'employeur en ait eu connaissance sans avoir pris, dans le délai fixé, les mesures prescrites par l'autorité compétente.

Art. 42. — Si le travailleur a quitté le travail pour l'un des motifs énumérés à l'article précédent, l'employeur est tenu de payer au travailleur une indemnité pour la durée de son service dans les conditions prévues à l'art. 37 indépendamment des dommages-intérêts qui lui seraient alloués par le tribunal.

Art. 43. — Le travailleur appelé à accomplir le service militaire obligatoire aura le choix de demander la résiliation du contrat et le paiement de son indemnité pour la durée de son service telle que prévue par l'art. 37 ou de se prévaloir des dispositions de la loi No. 226 de 1951 interdisant l'engagement de toute personne entre l'âge de 21 à 30 ans, à moins qu'elle ne justifie d'un certificat relatif à sa situation militaire, et réservant aux conscrits leurs emplois.

Le travailleur du sexe féminin aura le droit de réclamer, à l'occasion de son mariage, l'indemnité prévue par l'art. 37 en cas d'abandon de son service dans les six mois de la date de l'acte de mariage.

Art. 44. — Le travailleur pourra moyennant préavis adressé à l'employeur conformément à l'art. 36, démissionner de son travail après 5 années de service, mais dans ce cas, il n'aura droit qu'à la moitié de l'indemnité prévue par l'art 37.

Art. 45. — Le contrat prend fin par le décès du travailleur, son incapacité de travail ou une maladie ayant déterminé une interruption de service de 90 jours consécutifs au moins ou de plusieurs périodes dont le total excède 120 jours durant la même année. Cette période sera réduite de moitié à l'égard des travailleurs à la journée, à la semaine, à l'heure ou à la pièce, et ce sans préjudice des dispositions de la loi No. 117 de 1950 sur les indemnités à accorder pour maladies professionnelles.

L'incapacité ou la maladie devra être constatée par un certificat de médecin. L'employeur pourra présenter le travailleur à un autre médecin. En cas de contrariété des deux certificats, chaque partie aura le droit de soumettre le différend au médecin légiste conformément aux art. 24 et 25 de la loi No. 89 de 1950 sur les accidents du travail.

En cas d'expiration du contrat pour l'un des motifs prévus au premier alinéa, l'employeur sera tenu de l'indemnité visée à l'art 37 envers le travailleur ou ses ayants-droit.

L'employeur ne pourra pas user du droit de résiliation qui lui est reconnu par l'art. 36 durant la période de maladie visée à l'alinéa 1er

Art. 46. — A l'expiration du contrat par décès du travailleur, l'indemnité sera intégralement répartie comme suit :

- 1) Si le travailleur laisse des enfants et un père et une mère qui vivaient à sa charge, 75% de l'indemnité reviendront à l'enfant ou aux enfants par portions égales et 25% aux père et mère par portions égales ou à l'un d'eux.
- 2) Si, à défaut de père et mère, ou de l'un d'eux, de frères ou de sœurs qui vivaient à sa charge, il laisse des enfants qui vivaient à sa charge, l'indemnité sera répartie entre eux par portions égales. S'il laisse un seul enfant, celui-ci aura droit à la totalité de l'indemnité.
- 3) Si, à défaut d'enfants, il laisse un père et une mère qui vivaient à sa charge, l'indemnité sera répartie entre eux par portions égales et s'il laisse l'un d'eux, celui-ci aura droit à la totalité de l'indemnité.
- 4) S'il laisse un conjoint, des enfants et des père et mère qui vivaient à sa charge, 40 % reviendront au conjoint, 40 % à l'enfant ou aux enfants et 20% aux père et mère, ou à l'un d'eux. A défaut d'enfants, les 2/3 de l'indemnité reviendront au conjoint, et le tiers restant aux père et mère. A défaut de père et mère, la moitié de l'indemnité reviendra au conjoint et l'autre moitié à l'enfant ou aux enfants. A défaut d'enfants et de père et mère, le montant intégral de l'indemnité reviendra au conjoint.

Les frères et sœurs, qui vivaient à la charge du travailleur sont assimilés aux père et mère en cas d'absence de ces derniers. En cas d'absence des personnes susmentionnées, l'indemnité sera répartie par portions égales entre celles qui vivaient à la charge du travailleur de l'un ou de l'autre sexe, et à défaut de ces dernières, l'indemnité sera répartie entre les héritiers suivant les règles successorales.

Les termes «enfant» ou «enfants» s'entendent des enfants des deux sexes, et «conjoint» s'entend de l'épouse et de l'époux incapable de travailler et qui vivait à la charge de sa femme.

Art. 47. — Si l'établissement est pourvu d'une caisse de prévoyance pour les travailleurs, et que le règlement de la caisse prévoit que la contribution de l'employeur à cette caisse au profit du travailleur est effectuée du chef de son obligation de payer l'indemnité de fin de service, et que cette contribution égale ou dépasse l'indemnité due au travailleur en vertu de la présente loi, cette somme devra être payée à ce dernier au lieu de l'indemnité, sinon l'indemnité sera due.

Si le règlement de la caisse de prévoyance ne prévoit pas que la contribution de l'employeur a pour but l'exécution de son obligation légale de payer l'indemnité de fin de service, le travailleur aura le droit de toucher la somme lui revenant dans la caisse de prévoyance selon le règlement de la caisse en même temps que l'indemnité légale.

S'il existe dans l'établissement un système de pension, le travailleur bénéficiaire aura le choix entre la pension et l'indemnité légale. Si son service prend fin avant qu'il n'ait droit à la pension, il aura le droit de toucher l'indemnité ou la somme qui lui revient dans la caisse de pension, la plus avantageuse des deux.

Ceux qui instituent des caisses de prévoyance, d'assistance ou de pension dans les établissements, sont tenus d'obtenir l'approbation par l'Administration du Travail des règlements de ces caisses préalablement à leur enregistrement auprès des autorités compétentes.

La non opposition de l'Administration du Travail au règlement, dans les soixante jours de sa présentation, vaudra approbation.

Art. 48. — La dissolution de l'entreprise, sa liquidation, sa fermeture, sa faillite, sa fusion avec une autre, sa transmission par voie d'héritage,

legs, donation, vente, cession ou tous autres actes de disposition, n'affranchiront d'aucune obligation.

En dehors des cas de liquidation, de faillite et de fermeture définitive autorisée, le contrat d'engagement des travailleurs de l'établissement sera maintenu.

Le successeur sera responsable solidairement avec les anciens employeurs de l'exécution de toutes les obligations susmentionnées.

Art. 49. — L'employeur est tenu de délivrer gratis au travailleur, à l'expiration de son contrat, sur sa demande, un certificat indiquant exclusivement la date d'entrée en service, la date de sortie et le genre de travail auquel il était employé. Néanmoins, ce certificat pourra mentionner de plus, également sur la demande du travailleur, le salaire, les autres allocations et, s'il y lieu, le genre d'avantages dont il jouissait.

L'employeur est tenu de restituer au travailleur les pièces, certificats et outils qu'il lui avait remis en dépôt.

Art. 50. — Est nulle toute clause du contrat de travail contraire à la présente loi, même antérieure à son entrée en vigueur, à moins qu'elle ne soit plus avantageuse pour le travailleur.

Art. 51. — Les fonctionnaires techniques de l'Administration du Travail auront qualité d'officiers de police judiciaire en ce qui concerne l'exécution des dispositions de la présente loi et des arrêtés pris pour son exécution. Ils pourront, à cet effet, prendre connaissance des registres et écrits et demander aux employeurs ou à leurs délégués les renseignements nécessaires.

Ces fonctionnaires devront détenir une carte officielle délivrée par le Ministre des Affaires Sociales certifiant leur identité.

Art. 52. — San préjudice des peines plus graves édictées par toute autre loi, sera passible d'une amende non inférieure à P.T. 200, ni supérieure à P.T. 2.000 toute infraction aux dispositions de la présente loi et des arrêtés pris pour son exécution.

Sera passible de la même peine, l'employeur qui se sera abstenu de participer personnellement ou par l'entremise de son délégué à la commission visée au dernier alinéa de l'art. 40.

L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura eu de travailleurs à l'égard desquels l'infraction a été commise.

Art. 53. — Les employeurs sont solidairement responsables de toute contravention aux dispositions de la présente loi. De même, en cas de cession totale ou partielle des travaux, les concessionnaires seront solidairement tenus avec l'employeur de satisfaire à toutes les charges prévues par les dispositions de la présente loi.

Art. 54. — Les actions intentées par les travailleurs en vertu de la présente loi seront exemptées des frais judiciaires et il y sera statué d'urgence. Il appartiendra au tribunal, dans tous les cas, d'ordonner l'exécution provisoire et sans caution. En cas de rejet de la demande, le tribunal pourra condamner le demandeur à tout ou partie des frais.

Art. 55. — Est abrogée la loi No. 41 de 1944 relative au contrat individuel du travail.

Art. 56. — Les ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente loi, qui entrera en vigueur des sa publication au « Journal Officiel ».

DECRET-LOI No. 318 DE 1952 RELATIF A LA CONCILIATION ET A L'ARBITRAGE EN MATIERE DE CONFLITS DE TRAVAIL

(Journal Officiel éd. arabe extraordinaire No. 157 bis du 8/12/1952).

ART. 1er. — Les dispositions de la présente loi régissent tout conflit portant sur le travail ou ses conditions qui s'élève entre un ou plusieurs employeurs et tous leurs employés ou ouvriers ou une fraction d'entre eux, à l'exception :

- a) Des différends issus des rapports du Gouvernement, des Conseils provinciaux, municipaux ou de village avec leurs fonctionnaires, employés ou ouvriers.
- b) Des différends issus des rapports des serviteurs des maisons avec leurs employeurs.

ART. 2. — S'il se produit un des différends réglés par le 1er alinéa de l'article précédent à l'égard duquel un arrangement a été sans effet entre les parties, chacune d'elles peut adresser, en personne ou par son représentant, au Bureau du Travail dans le ressort duquel se trouve le lieu du travail, une demande tendant à terminer le différend à l'amiable. Cette demande doit contenir les noms et domiciles des parties ou de ceux qui les représentent ainsi que l'objet du différend.

ART. 3. — La demande présentée par l'employeur doit porter sa signature ou celle de son fondé de pouvoir.

La demande faite par les travailleurs doit être présentée par le président du Syndicat auquel ils sont affiliés avec l'approbation du conseil d'administration du syndicat; celle faite par les travailleurs qui ne relèvent d'aucun syndicat, doit être présentée par la majorité des travailleurs ou par la majorité de la catégorie de travailleurs intéressés. La demande doit indiquer les noms des délégués du syndicat ou des travailleurs chargés d'entreprendre les négociations conciliatrices, sans que, toutefois, le nombre des personnes désignées puisse être supérieur à trois.

Le Bureau du Travail délivrera un reçu attestant la réception de la demande, signé par son chef ou qui pour lui et indiquant la date de la réception.

ART. 4. — Au reçu de cette demande, et au plus tard dans les deux semaines, le Bureau du Travail doit entreprendre d'arranger le différend à l'amiable en s'inspirant des renseignements fournis par les parties en litige.

ART. 5. — Si le Bureau du Travail réussit à arranger le différend, les conditions de l'accord seront constatées dans un procès-verbal dressé en quatre exemplaires signés par le chef du Bureau ou qui pour lui et les représentants des parties. Il en sera remis un exemplaire à chacune des parties et le troisième sera conservé au Bureau du Travail pour servir de référence en cas de besoin. Le quatrième exemplaire sera envoyé à l'Administration du Travail pour être enregistré dans un registre spécial et déposé dans les archives de l'Administration qui en délivrera des extraits aux intéressés.

Ce procès-verbal aura la force des jugements définitifs après qu'il aura été revêtu de la formule exécutoire au greffe du tribunal de 1ère instance dans le ressort duquel se trouve le Bureau du Travail.

ART. 6. — Si le Bureau du Travail ne réussit pas à arranger le différend à l'amiable entre les parties dans le délai visé à l'art. 4, un rapport détaillé sur le résultat de ses démarches et les motifs de son insuccès sera présenté au président du comité de conciliation compétent accompagné de tout le dossier de l'affaire et copie de ce rapport sera envoyée à l'Administration du Travail.

ART. 7. — Le comité de conciliation dans chaque gouvernorat ou moudirich se compose comme suit :

Président

- 1) Le président du tribunal de 1ère instance ou un de ses juges qui sera délégué par l'assemblée générale du tribunal au début de chaque année judiciaire.

Membres

- 2) Un délégué conciliateur désigné par le directeur de l'Administration du Travail.
- 3) L'employeur ou son délégué
- 4) Un représentant du syndicat des travailleurs ou un des travailleurs en litige, choisi par les travailleurs.
- 5) Un délégué de la Chambre industrielle compétente, ou à défaut, un délégué choisi par l'employeur parmi les employeurs, n'ayant pas un intérêt direct dans le différend, qui sera présenté à la réunion par l'employeur.
- 6) Un délégué d'un syndicat n'ayant pas d'intérêt direct dans le différend, qui sera présenté à la réunion par le représentant des travailleurs.

La réunion du Comité sera valable si quatre membres y assistent, dont le Président et le délégué conciliateur.

Le Comité peut consulter, à son choix, tout spécialiste ainsi que tout employeur ou travailleur se trouvant dans son ressort.

Il se réunira au siège du tribunal de 1ère instance compétent, à moins que le président du comité n'estime devoir tenir la réunion au siège du tribunal de justice sommaire dans le ressort duquel a lieu le différend.

ART. 8. — Le président du Comité de Conciliation fixera une réunion pour l'examen du différend qui doit se tenir dans un délai de 15 jours au plus à partir de la date de la réception du dossier de l'affaire par le Comité. Les représentants des parties en litige, le directeur de l'Administration du Travail et le président de la Chambre Industrielle, s'il en existe, seront avisés par lettre recommandée avec avis de réception 7 jours, au moins, avant la date de la réunion.

ART. 9. — Le comité de conciliation devra terminer l'examen du différend dans un délai d'un mois seulement à partir de la réception du dossier. S'il réussit à arranger le différend, en tout ou en partie, les conditions de conciliation seront consignées dans un procès-verbal dressé par le comité dans la forme prévue à l'art 5. Ce procès-verbal aura la force des jugements définitifs après qu'il aura été revêtu de la formule exécutoire au greffe du tribunal de première instance dans le ressort duquel se trouve le comité de conciliation.

Si le comité ne parvient pas à liquider le différend à l'amiable, en tout ou en partie, le différend sera immédiatement renvoyé devant l'organisme arbitral compétent dans les trois jours au plus.

ART. 10. — Le Bureau du Travail pourra, au cas où le différend ne serait pas réglé à l'amiable dans le délai prévu à l'art. 4, renvoyer le dossier de l'affaire devant l'organisme arbitral directement, si les deux parties sont d'accord à ce sujet.

ART. 11. — L'organisme arbitral se compose de :

- 1) Une des chambres de la Cour d'Appel, désignée par l'assemblée générale de chaque Cour au début de chaque année judiciaire ;
- 2) Le directeur de l'Administration du Travail ou un des hauts fonctionnaires de l'Administration délégué par lui à cet effet ;
- 3) Le directeur de l'Administration de l'Industrie ou un des hauts fonctionnaires de l'Administration délégué par lui à cet effet.

L'organisme arbitral sera présidé par le Président de la Chambre d'Appel ci-dessus.

Se présenteront devant l'organisme arbitral :

- 1) Un délégué de la Chambre Industrielle, ou à défaut, un délégué choisi par l'employeur parmi les employeurs, n'ayant pas un intérêt direct dans le différend ;
- 2) Un délégué d'un syndicat n'ayant pas d'intérêt direct dans le différend choisi par le Syndicat intéressé au différend ou par les travailleurs.

Les parties en litige devront présenter les deux délégués le jour de la réunion. Les délégués n'auront pas de voix délibérative.

En cas d'absence des deux délégués ou de l'un d'eux, la réunion sera valable sans eux ou avec la présence de celui qui sera présent, si l'organisme en juge ainsi.

La réunion de l'organisme aura lieu au siège de la Cour d'Appel compétente, à moins que le président n'estime devoir tenir la réunion au siège du tribunal de 1ère instance ou du tribunal de justice sommaire dans le ressort duquel a lieu le différend.

ART. 12. — Si le différend concerne les travailleurs d'une des branches d'un établissement qui exerce ses activités dans plusieurs localités, l'organisme arbitral compétent sera celui dans le ressort duquel est situé le siège principal de l'établissement.

ART. 13. — Le président de l'organisme arbitral fixera une réunion pour l'examen du différend, qui doit se tenir dans un délai de 15 jours au plus de la date de la réception du dossier de l'affaire par le comité de conciliation ou le Bureau du Travail. Les membres et les délégués des parties en litige seront avisés par lettre recommandée avec avis de réception 7 jours au moins avant la date de la réunion.

ART. 14. — Les délégués de l'Administration du Travail et de l'Administration de l'Industrie prêtent devant la Chambre d'Appel le serment de remplir en hommes d'honneur et en toute conscience la mission qui leur est confiée.

ART. 15. — L'organisme arbitral procède dans un délai d'un mois au plus et sans frais ni droits, à l'examen et à la solution du litige engagé.

Les parties comparaissent en personne devant l'organisme d'arbitrage et peuvent présenter des documents ou notes à l'appui de leur défense. L'employeur peut se faire représenter par un délégué.

L'organisme peut décider d'entendre, sous serment, les témoins, de commettre les experts, de procéder au constat des usines et des lieux de travail, de prendre connaissance de tous documents et registres comptables ayant trait au différend et de prendre telles mesures nécessaires à la solution du litige.

Seront appliquées, pour les témoins, les dispositions du Code Pénal et du Code de Procédure Criminelle édictées en matière de délits.

ART. 16. — L'organisme arbitral applique les lois et règlements en vigueur et peut s'inspirer dans ses jugements des usages et principes d'équité d'après la situation économique et sociale générale dans la localité.

Avant de délibérer et de rendre sa sentence, l'organisme doit consulter au sujet du différend les deux délégués visés à l'art. 10. La sentence rendue contrairement à l'avis des deux délégués ou de l'un d'eux doit mentionner l'avis de l'opposant et les motifs du rejet.

La sentence de l'organisme est rendue à la majorité des voix. Elle sera motivée et définitive. Elle acquiert la force des jugements définitifs par la formule exécutoire qui lui est donnée au greffe de la Cour d'Appel dans le ressort de laquelle se trouve le lieu du litige.

Le Président de l'organisme arbitral doit, dans les trois jours de son prononcé, signifier aux parties en litige, par lettre recommandée avec avis de réception, une copie de cette sentence.

Après la signification faite aux parties en litige de la manière prévue à l'alinéa précédent, l'organisme arbitral enverra le dossier de l'affaire à

l'Administration du Travail qui transcrira le dispositif de la sentence dans un registre spécial, conservera le dossier dans ses archives et en délivrera des extraits aux intéressés.

ART. 17. — L'employeur qui refuse d'exécuter la sentence arbitrale dans un délai d'une semaine de la date y impartie, est puni d'une amende non inférieure à L.E. 10 ni supérieure à L.E. 1.000.

Le travailleur qui refuse d'exécuter la sentence est condamné à une amende non inférieure à P.T. 100 ni supérieure à P.T. 1.000.

Dans les deux cas, la sentence sera exécutée.

ART. 18. — Un avocat ne peut se présenter avec l'une des deux parties que devant l'organisme arbitral.

ART. 19. — La résiliation du contrat de travail ou le renvoi des représentants des travailleurs ou du syndicat ne peut les empêcher de continuer à accomplir leur mission devant le Bureau du Travail ou le comité de conciliation ou l'organisme arbitral, à moins que les travailleurs ou le conseil d'administration du syndicat n'en choisissent d'autres.

ART. 20. — L'organisme d'arbitrage obligera l'employeur à supporter les frais de déplacement et de séjour du représentant des travailleurs ou du syndicat et de leur délégué qu'il aura estimés et ce dans le cas où la décision est rendue en faveur des travailleurs.

ART. 21. — La grève de la part des travailleurs ou leur refus total ou partiel de travailler sont interdits en cas de présentation de la demande de conciliation prévue à l'art. 2 ou en cours de la procédure qui s'ensuit devant le Bureau du Travail, le comité de conciliation ou l'organisme arbitral ou après le prononcé de sa sentence.

Est également interdit le lock-out total ou partiel de la part de l'employeur dans tous les cas précités, à moins qu'il n'y soit contraint pour des raisons sérieuses. L'employeur peut, dans ce cas, recourir au lock-out avec l'autorisation du ministre des Affaires Sociales après avoir présenté, à cet effet, une demande par lettre recommandée avec avis de réception.

Le Ministre des Affaires Sociales se prononcera sur cette demande dans un délai ne dépassant pas 15 jours depuis la date de sa réception. Passé ce délai, l'employeur pourra exécuter le lock-out.

ART. 22. — Toute infraction aux dispositions de l'article précédent sera punie de l'emprisonnement pour une durée non inférieure à trois mois et ne dépassant pas un an, sans préjudice de toute peine plus grave prévue par toute autre loi.

ART. 23. — Un arrêté du ministre des Affaires Sociales fixera le barème des droits qui seront perçus pour la délivrance des copies et extraits des décisions, sous réserve que ces droits n'excèdent pas le barème figurant dans le tarif judiciaire en vigueur devant les tribunaux civils.

ART. 24. — Est abrogée la loi No. 105 de 1948 précitée de même que sont abrogées toutes les dispositions contraires à celle de la présente loi.

ART. 25. — Les Ministres des Affaires Sociales, de la Justice et du Commerce et de l'Industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente loi, qui entrera en vigueur dès sa publication au « Journal Officiel ».

Le Ministre des Affaires Sociales prendra tous arrêtés nécessaires à son exécution.

DECRET-LOI No. 319 DE 1952 SUR LES SYNDICATS DES TRAVAILLEURS

(Journal Officiel éd. arabe extraordinaire No. 157 bis du 8/12/1952).

ART. 1er. — Aux fins de la présente loi, le terme « travailleur » comprend tout ouvrier ou employé qui, moyennant salaire, fournit habituellement un travail manuel ou intellectuel, dans n'importe quelle branche de l'activité économique, soit industrielle, soit commerciale, soit agricole, ou

un service public ou privé, sous l'autorité ou le contrôle d'un employeur, qu'il soit une personne physique ou morale.

La présente loi n'est, cependant, pas applicable :

- a) Aux fonctionnaires et employés de l'Etat, des Conseils provinciaux, municipaux ou de village qui font partie du cadre, ainsi qu'aux agents permanents de l'Armée, de l'Aviation, de la Marine et de la Police.
- b) Aux fondés de pouvoirs qui représentent les employeurs dans l'exercice de leur autorité.

ART. 2. — Les travailleurs exerçant la même profession, la même industrie ou le même métier, ou des professions, industries ou métiers similaires, connexes ou concourant à la même production, peuvent se constituer en syndicats pour la sauvegarde de leurs intérêts, la défense de leurs droits et l'amélioration de leur condition matérielle et sociale.

ART. 3. — Les travailleurs d'un seul établissement ne peuvent pas constituer un syndicat, si le nombre de ses membres fondateurs est inférieur à cinquante travailleurs. Quant aux syndicats autres que ceux des établissements, le nombre des fondateurs dans chaque syndicat ne doit pas être inférieur à deux cents.

Cependant, le nombre des adhérents au syndicat de l'établissement peut être réduit à trente dans les localités où il existe des syndicats d'une profession similaire au travail de l'établissement.

ART. 4. — Le travailleur ne peut adhérer à un syndicat, avant d'avoir atteint l'âge de 15 ans, ni adhérer à plus d'un syndicat de travailleurs.

ART. 5. — Lorsque, à un moment donné, le nombre des membres du syndicat de l'établissement atteindra les 3/5 du nombre total des travailleurs de l'établissement, les autres travailleurs seront considérés comme membres de ce syndicat.

ART. 6. — Sur une demande écrite du syndicat, l'employeur prélèvera sur le salaire du travailleur sa cotisation au syndicat auquel il est affilié, que ce soit un syndicat d'établissement ou un syndicat professionnel, industriel ou de métier, et la remettra au trésorier du syndicat au cours de la première quinzaine de chaque mois.

ART. 7. — Il ne peut être constitué plus d'un syndicat pour les ouvriers ou pour les employés d'un même établissement. Toutefois, il est permis de constituer un seul syndicat, groupant les ouvriers et les employés à la fois au lieu d'un syndicat pour chaque catégorie.

Il ne peut être constitué dans une seule localité plus d'un syndicat pour les travailleurs de la même profession ou industriel ou du même métier.

ART. 8. — Tout syndicat doit avoir un conseil d'administration composé de cinq membres au moins et de vingt-et-un membres au plus, qui seront élus par l'assemblée générale du syndicat.

En cas de constitution d'un seul syndicat pour les ouvriers et employés d'un même établissement, il sera tenu compte de la représentation proportionnelle des deux catégories au conseil d'administration.

ART. 9. — Le syndicat exercera son activité conformément à ses statuts, qui devront indiquer :

- 1) La dénomination, le siège et le représentant légal du syndicat.
- 2) L'objet pour lequel il est formé.
- 3) Les conditions d'admission, de retrait et d'exclusion des membres.
- 4) Les conditions nécessaires pour bénéficier des avantages éventuels réservés aux membres, et les cas dans lesquels ces avantages pourront être supprimés, en tout ou en partie.
- 5) Les cotisations pouvant être perçues des membres, ainsi que les cas d'exemption et ses conditions.
- 6) Les ressources du syndicat, ainsi que la manière de gérer ces fonds et d'en disposer.

- 7) Les attributions de l'assemblée générale et les règles de son fonctionnement.
- 8) La composition du conseil d'administration, ses attributions et les règles de son fonctionnement ainsi que les conditions d'éligibilité de ses membres et le mode de leur élection.
- 9) Les règles concernant la tenue des livres, l'approbation du budget et du bilan.
- 10) Le nom de la banque où les fonds sont déposés.
- 11) La procédure à suivre pour la modification des statuts ou la dissolution du syndicat.
- 12) Le pourcentage des fonds à affecter par le syndicat aux besoins des travailleurs, sous réserve que cette proportion ne soit pas inférieure au tiers des recettes annuelles et soit affectée à des dépenses d'ordre sanitaire et social.

ART. 10. — Le travailleur sera déchu de sa qualité de membre du syndicat de l'établissement s'il s'engage dans un autre établissement ou s'il est renvoyé de son travail.

Cependant, il peut continuer à demeurer membre du syndicat pour une durée ne dépassant pas un an à partir de la date de la cessation de son travail dans le dit établissement si, ayant passé un an au moins comme membre du syndicat, il n'a pas contracté un autre engagement ailleurs et s'il a été renvoyé pour un motif autre que ceux mentionnés à l'art. 40 du décret-loi No. 317 de 1952 sur le contrat individuel du travail.

ART. 11. — L'exclusion d'un travailleur du syndicat ne peut avoir lieu que par décision du conseil du syndicat, à la majorité des 2/3 des membres, et ce après la notification à son domicile, par lettre recommandée avec avis de réception des faits qui lui sont imputés sept jours au moins avant la date de la mise en jugement. S'il s'absente sans raison plausible et ne présente pas de défense, il pourra être jugé par défaut et la décision d'exécution lui sera notifiée dans les trois jours.

Le travailleur pourra se pourvoir contre la décision d'exclusion devant le tribunal de justice sommaire dans la circonscription duquel se trouve le siège du syndicat. Sous peine de déchéance, le recours devra être fait dans les trente jours de la date de notification de la décision. Le jugement du tribunal sera définitif.

ART. 12. — Ne peuvent être membres du conseil d'administration d'un syndicat :

- 1) Les mineurs et les interdits.
- 2) Ceux qui ont été condamnés à une peine de crime ou à une peine de délit pour vol, recel d'objets volés, escroquerie, abus de confiance, corruption, banqueroute frauduleuse, faux, usage de faux, faux témoignages, subornation de témoins, commerce ou détention de stupéfiants, de même que ceux qui ont été condamnés pour l'une des infractions prévues aux articles 267, 268, 269, 270, 271, 272, 275, 277, 278 et 279 du Code Pénal ou pour tentative punissable de l'une desdites infractions.
- 3) Les membres des syndicats qui y ont conservé leur mandat après avoir quitté leur travail dans l'établissement, conformément au second alinéa de l'art. 10.

ART. 13. — Le conseil d'administration élu par l'assemblée générale des fondateurs est tenu de déposer au Bureau du Travail dans le ressort duquel se trouve le syndicat, dans les 15 jours de la date de son élection :

- 1) Deux exemplaires des statuts portant les signatures des membres du conseil d'administration. Ces signatures seront dûment légalisées sur un seul exemplaire.

- 2) Deux copies du procès-verbal de la séance de l'assemblée générale à laquelle les membres du conseil d'administration ont été élus.
- 3) Deux listes indiquant les noms et qualités des membres du conseil d'administration, ainsi que l'âge, la profession et le domicile de chacun d'eux.
- 4) Une liste nominative des membres du syndicat contenant les noms, prénoms, âge, domicile, profession, nationalité, ainsi que la signature de chacun d'eux.
- 5) Une déclaration signée par les membres du conseil d'administration attestant que le syndicat est formé conformément aux prescriptions de la présente loi.

Le Bureau du Travail dressera un procès-verbal de dépôt des pièces susmentionnées et délivrera au président du syndicat ou à son délégué un reçu pour le dit dépôt.

ART. 14. — Le syndicat ne pourra exercer son activité qu'après le dépôt des documents mentionnés à l'article précédent. Toute modification apportée à ses statuts devra être déposée de la même manière.

ART. 15. — Dans les 15 jours de la date du procès-verbal de dépôt, le directeur général de l'Administration du Travail pourra notifier au conseil d'administration son opposition à la procédure de constitution du syndicat incompatible avec les dispositions de la présente loi. Si, dans les 15 jours consécutifs à l'opposition, le syndicat ne régularise pas la procédure, objet de l'opposition, le Ministre des Affaires Sociales pourra déférer le cas au tribunal de justice sommaire dans le ressort duquel se trouve le siège du syndicat, pour être tranché par jugement définitif.

ART. 16. — Le conseil du syndicat est tenu de publier, à ses frais personnels et sous sa responsabilité, dans un des quotidiens du matin et dans un des journaux du soir :

- 1) Un résumé du procès-verbal de dépôt visé à l'art. 13.
- 2) Un résumé de toute modification apportée aux statuts.
- 3) Un résumé du jugement rendu conformément à l'article précédent.

La publication se fera dans les sept jours de la date du dépôt ou du jugement.

ART. 17. — Les syndicats constitués conformément aux dispositions de la présente loi auront la personnalité morale. Ils pourront créer des caisses de prévoyance, des coopératives, des clubs sportifs et culturels, passer des conventions pour l'assurance sociale, les services sanitaires et sociaux et organiser tout ce qui se rapporte aux statuts du syndicat.

ART. 18. — Il est interdit aux syndicats :

- 1) D'investir leurs fonds dans des opérations financières, commerciales ou industrielles ou dans l'acquisition de valeurs qu'avec l'autorisation du Ministre des Affaires Sociales.
- 2) De se livrer à des spéculations financières ou commerciales.
- 3) De s'occuper des questions politiques ou religieuses.
- 4) D'accepter des dons ou des legs qu'avec l'autorisation du Ministre des Affaires Sociales.
- 5) De construire ou d'acquérir les bâtiments nécessaires à l'exercice de leurs activités qu'en vertu d'une décision de l'assemblée générale.

ART. 19. — Les syndicats devront établir, dans les formes et conditions déterminées par un arrêté du Ministre des Affaires Sociales :

- a) Des registres pour l'inscription des membres, portant les nom et prénoms de chaque membre, sa nationalité, sa profession, sa date

de naissance, la date de son admission comme membre et de son exclusion du syndicat et sa signature ou cachet.

- b) Un registre pour l'inscription des procès-verbaux du conseil d'administration.
- c) Un registre pour l'inscription des procès-verbaux de l'assemblée générale.
- d) Des livres de comptabilité et, notamment, un grand livre indiquant le compte des sommes versées ou retirées par chacun des membres. Avant l'usage de ces livres et registres, chaque page devra être numérotée et porter le cachet du Ministère.

Les inspecteurs du Ministère ont toujours le droit de prendre connaissance des registres et livres au siège du syndicat.

Le conseil d'administration du syndicat devra communiquer aux membres tous les six mois, un état détaillé sur les recettes et dépenses.

Art. 20. — Le syndicat devra transmettre au Bureau du Travail dans le ressort duquel se trouve le siège du syndicat, dans les six mois de la fin de chaque exercice financier, un exemplaire de son bilan, certifié conforme par un expert comptable et accompagné du procès-verbal de l'assemblée générale qui l'a approuvé.

ART. 21. — Toute réunion des assemblées générales des syndicats des travailleurs ou des unions syndicales devra être précédée d'une notification au directeur du Bureau du Travail dans le ressort duquel se trouve le lieu de la réunion, adressée par lettre recommandée avec avis de réception, sept jours au moins avant la date fixée pour la réunion.

ART. 22. — Est nulle toute clause des contrats de travail qui soit contraire aux dispositions de la présente loi.

ART. 23. — Sera puni d'une amende de L.E. 20 au moins et de L.E. 100 au plus, l'employeur ou son représentant qui licencie un travailleur ou lui inflige une punition quelconque, pour le contraindre à adhérer ou à ne pas adhérer au syndicat ou à s'en retirer, ou parce qu'il exerce une fonction syndicale ou exécute des décisions légales.

Il sera prononcé autant de peines qu'il y aura eu de personnes.

Aux fins d'application des dispositions de l'alinéa précédent, le comité provisoire chargé des formalités préliminaires pour la construction du syndicat est assimilé au syndicat.

ART. 24. — Le syndicat peut être dissous et ses biens, liquidés, par décision de l'assemblée générale prise, conformément aux statuts, à la majorité des deux tiers, au moins, de ses membres. Cette décision doit être notifiée, dans les quinze jours, à l'Administration du Travail et à l'employeur.

ART. 25. — Le Ministre des Affaires Sociales peut demander au tribunal de première instance dans la circonscription duquel se trouve le siège du syndicat de prononcer sa dissolution dans les cas suivants :

- 1) En cas d'infraction à l'une des dispositions de la présente loi, nonobstant un avertissement écrit d'avoir à faire cesser la cause de l'infraction, si le tribunal estime que cette infraction entraîne la dissolution.
- 2) Si le syndicat a pris une décision ou commis un acte de nature à occasionner une des infractions prévues aux articles 174, 176, 374 et 375 du Code Pénal. Le jugement du Tribunal sera définitif.

ART. 26. — En cas de dissolution volontaire ou judiciaire du syndicat, ses fonds doivent être remis au Ministère des Affaires Sociales, en vue de la création d'un nouveau syndicat ou de leur emploi dans des buts utiles aux travailleurs.

ART. 27. — Les actions en justice introduites par le syndicat, en exécution des dispositions de la présente loi, seront exemptées des frais judiciaires.

En cas de rejet de la demande, le Tribunal pourra condamner le syndicat à tout ou partie des frais de l'instance.

ART. 28. — Les syndicats constitués conformément aux dispositions de la présente loi peuvent se constituer en union pour veiller à leurs intérêts communs. Toutefois, ne peuvent se constituer en unions que des syndicats se rattachant, soit au même métier, soit à la même industrie soit à des industries qui concourent à la fabrication des mêmes produits.

Les unions exerceront leur activité conformément à leurs statuts, qui devront, notamment, déterminer les règles d'après lesquelles les syndicats adhérents à l'union seront représentés au conseil d'administration et à l'assemblée générale, ainsi que le montant des cotisations annuelles qu'ils verseront aux unions. Ces cotisations ne pourront, toutefois, dépasser le dixième du total des cotisations annuelles que les syndicats perçoivent de leurs membres respectifs.

ART. 29. — Les unions constituées conformément à l'article précédent peuvent constituer une union générale qui contrôlerait leur activité, unifierait leur orientation et prendrait la défense de leurs intérêts collectifs. Il est interdit de constituer plus d'une union générale dans le Royaume d'Egypte.

Le syndicat qui, groupant plus de 1.000 membres, n'a pas de syndicat similaire dans le Royaume d'Egypte, pourra adhérer directement à l'union générale.

ART. 30. — La constitution et la dissolution des unions et de l'union générale seront régies par les dispositions de la présente loi relatives à la constitution et à la dissolution des syndicats. Les unions auront les mêmes droits et les mêmes obligations que les syndicats.

ART. 31. — L'union générale exercera son activité conformément à ses statuts lesquels devront indiquer particulièrement les règles à suivre en ce qui concerne la représentation au conseil d'administration et à l'assemblée générale des unions qui lui sont affiliées, ainsi que le montant des cotisations annuelles que lui payent les unions et syndicats visés à l'article précédent.

ART. 32. — Les dénominations « syndicat de travailleurs », « union syndicale de travailleurs » et « union générale de syndicats de travailleurs » ne peuvent être employées que par les syndicats, unions et union générale constitués conformément aux prescriptions de la présente loi.

ART. 33. — Sans préjudice de toute peine plus grave prévue par une autre loi, sera puni d'un emprisonnement ne dépassant pas six mois et d'une amende n'excédant pas L.E. 100 ou de l'une de ces deux peines, tout membre du conseil d'administration qui aura sciemment fait une fausse déclaration relative aux statuts, registres, livres ou comptes dont la communication aux intéressés est prescrite par la présente loi.

ART. 34. — Seront passibles de la peine prévue par l'article précédent tout directeur ou directeur délégué de société, association, groupement,

organisation ou autre, qui leur auront attribué dans des correspondances, plaques, enseignes ou dans tout insigne, avis, mention ou autre communication au public, la dénomination de « syndicat », « union syndicale » ou « union générale de syndicats », « ou auront exercé des activités syndicales, contrairement aux dispositions de la présente loi. Il sera également ordonné la confiscation des correspondances, etc., objet de l'infraction, ainsi que des fonds qui auraient été recueillis. Pourra également être ordonnée la fermeture du lieu servant de siège à l'une des organisations susmentionnées.

ART. 35. — Les syndicats et unions existants à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi devront, dans un délai ne dépassant pas trois mois de cette date, se conformer à ses dispositions.

ART. 36. — Est abrogée la loi No. 85 de 1942 sur les syndicats des travailleurs.

ART. 37. — Les Ministres des Affaires Sociales et de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente loi, qui entrera en vigueur dès sa publication au « Journal Officiel ». Il appartiendra au Ministre des Affaires Sociales de prendre tous arrêtés nécessaires à son exécution.

جداول احصائية

STATISTICAL TABLES

ايرادات الدولة ومصروفاتها

الحساب الختامي

BUDGETARY REVENUE AND EXPENDITURE

FINAL ACCOUNTS.

(L.E. 000's)

(بآلاف الجنيهات)

FINANCIAL YEAR (1)	الايرادات REVENUE	المصروفات EXPEN- DITURE	الفائض + أو العجز - SURPLUS + DEFICIT -	السنة المالية (١)
1938-1939	44207	47889	- 3682	١٩٣٩-١٩٣٨
1939-1940	46080	48639	- 2559	١٩٤٠-١٩٣٩
1940-1941	43677	42559	+ 1118	١٩٤١-١٩٤٠
1941-1942	56336	46062	+ 10274	١٩٤٢-١٩٤١
1942-1943	67141	56553	+ 10588	١٩٤٣-١٩٤٢
1943-1944	77774	71938	+ 5836	١٩٤٤-١٩٤٣
1944-1945	87731	82097	+ 5634	١٩٤٥-١٩٤٤
1945-1946	103500	95304	+ 8196	١٩٤٦-١٩٤٥
1946-1947	112793	102491	+ 10302	١٩٤٧-١٩٤٦
1947-1948	101496	94548	+ 6948	١٩٤٨-١٩٤٧
1948-1949	170476	157695	+ 12781	١٩٤٩-١٩٤٨
1949-1950	173593	163809	+ 27784	١٩٥٠-١٩٤٩
1950-1951	191805	190184	+ 1621	١٩٥١-١٩٥٠
1951 (2): March/June	63921	60819	+ 3102	١٩٥١ (٢) : مارس/يونيو
1951/1952: July/Sept.	41228	29394	+ 11834	١٩٥٢/١٩٥١ : يوليو/سبتمبر

(1) From 1st. May to 30th. April
until 1946-1947.

From 1st. May to 28th. Fe-
bruary for 1947-1948.

From 1st. March to 28th
February until 1950-1951. Date
changed thereafter to 1st
July.

(2) Four months' budget owing
to change of financial year.

(١) من أول مايو الى ٣٠ أبريل حتى سنة
١٩٤٧/١٩٤٦

ومن أول مايو الى ٢٩ فبراير عن
سنة ١٩٤٨/١٩٤٧

ومن أول مارس الى ٢٨ فبراير حتى
سنة ١٩٥١/١٩٥٠ وتغير تاريخ بدء
السنة المالية بعد ذلك الى أول يوليو

(٢) ميزانية اربعة شهور نظرا لتغير
تاريخ بدء السنة المالية

وسائل الشراء (١)

PURCHASING MEDIA (1)

(L.E. 000's)

(بآلاف الجنيهات)

END OF	أموال بالبنوك (٢) - (٣) BANKING MONEY (2) - (3)	نقد ورقية (٤) PAPER MONEY (4)	نقد معدنية (٥) METALLIC MONEY (5)	جملة TOTAL	الرقم القياسي ١٠٠ = ١٩٢٩-١٢-٢١ INDEX NUMBER 31 12, 1939 = 100	في آخر
December 1939	53520	26945	4977	85442	100	ديسمبر ١٩٣٩
" 1940	62302	38300	5984	106586	125	" ١٩٤٠
" 1941	89183	51970	5940	146193	172	" ١٩٤١
" 1942	116057	78700	6142	200899	235	" ١٩٤٢
" 1943	198481	100824	5628	304933	357	" ١٩٤٣
" 1944	257914	121511	5663	385088	451	" ١٩٤٤
" 1945	294055	146899	6102	447056	523	" ١٩٤٥
" 1946	293827	144329	6027	444183	520	" ١٩٤٦
" 1947	287893	144683	6098	438674	513	" ١٩٤٧
" 1948	273432	164138	5930	443800	519	" ١٩٤٨
" 1949	286612	173923	6014	466549	546	" ١٩٤٩
" 1950	275918	189395	6033	471376	552	" ١٩٥٠
" 1951	244355	204726	5600	454681	532	" ١٩٥١
March 1952	233538	204228	6326	444092	520	مارس ١٩٥٢
June "	210111	187138	6358	403607	472	يونيو "
September "	199876	187322	6358	393556	461	سبتمبر "

(1) Figures for 17 banks including National Bank of Egypt.

(2) Including current A/cs. time deposits and savings.

(3) A reduction estimated at 10% of the Current A/cs. has been made to allow for that amount of till money which is maintained by the commercial banks.

(4) Including banknotes of N.B.E. and currency notes. A reduction is made for the amount of banknotes circulating in the Sudan.

(5) A reduction is made for metal money in circulation in the Sudan.

(١) الأرقام عن ١٧ بنكاً بما في ذلك البنك الأهلي المصري

(٢) تشمل الحسابات الجارية والودائع لأجل والودائع في صناديق التوفير بمصلحة البريد والبنوك

(٣) أجرى تخفيض تقديري مقداره ١٠٪ من قيمة الحسابات الجارية نظراً لاحتفاظ البنوك التجارية بكميات من النقود في خزائنها .

(٤) تشمل أوراق البنك الأهلي وأوراق العملة المساعدة بعد خصم قيمة البنكنوت المتداول في السودان

(٥) بعد خصم قيمة العملة المعدنية المتداولة في السودان

البنكوت المصدر وغطاؤه والتداول النقدي

(L.E. 000's)

BANKNOTES ISSUED, THEIR COVER AND MONETARY CIRCULATION

(بآلاف الجنيهاات)

END OF	COVER OF BANKNOTES ISSUED				MONETARY CIRCULATION			
	غطاء البنكوت المصدر				التداول النقدي			
	GOLD ذهب	FOREIGN GOVT. بنكوت الحكومات الاجنبية	WAR LOAN قرض الحروب	EGYPTIAN SECURITIES سندات اوراق	N.B.E. NOTES (٢) التداول	CURRENCY NOTES (3) اوراق العملة (٣)	SUBSIDIARY COINS (3) القطع (٣)	TOTAL اجمالي
(١) N.B.E. NOTES ISSUED (1) البنكوت المصدر المنبع (١)								
December 1938	6241	6854	7605	4500	20406	50	5038	25494
" 1939	6241	9883	8976	2900	26415	50	5092	34587
" 1941	6241	37244	7715	1500	50660	51	6463	57174
" 1943	6241	85914	7715	1500	95603	2724	6598	14925
" 1945	6241	432544	7715	1500	140745	1899	7270	149914
" 1946	6241	148000	7715	11000	137168	2054	7281	146503
" 1947	6376	119909	7715	11000	137528	1995	7321	146844
" 1948	6376	114236	7718	35670	153836	2197	7250	163283
" 1949	6376	114236	7058	46290	166166	2494	7269	175929
" 1950	6376	114236	7098	63290	183901	3468	7391	194460
" 1951	60553	71590	6279	84839	200917	3663	6981	211561
May 1952	60553	70942	5694	67573	182230	4084	7713	194027
June "	60553	70795	5694	65719	178413	4335	7718	190466
July "	60553	70795	5694	56719	172775	4308	7705	184788
August "	60553	70795	5928	57485	175496	4328	7720	187544
September "	60553	70795	5928	68485	184075	4500	7719	196294
October "	60553	70795	5928	77485	193112	—	—	—
November "	60553	65920	5928	82360	195568	—	—	—

- (١) تشمل الارقام ١١٧٦٠٧١٢ جنيها احتياطي (مادة ١٤ من القانون ١٩٥١/٥٧ اعتبارا من مايو سنة ١٩٥١)
- (٢) خارج البنك الاصل المصري
- (٣) تشمل الموجود بالبنك الاصل المصري

(1) Include L.E. 11760712 Reserve (Art. 14 of Law 57/1951) since May 1951.

(2) Outside the National Bank of Egypt.

(3) Including holdings of the National Bank of Egypt.

(L.E. 000's)

BANK DEPOSITS AND SAVINGS - ودائع البنوك و صناديق التوفير

(بالآلاف الجنيهات)

END OF	الودائع بالبنوك التجارية (١) DEPOSITS WITH COMMERCIAL BANKS (1)				ودائع التوفير SAVINGS DEPOSITS WITH		المجملة TOTAL	الرقم القياسي INDEX NUMBER (JUNE-AUG. 1939 = 100) (3)	في آخر ل
	حسابات جارية SIGHT DEPOSITS		الوقت TIME لأفراد PRIVATE	الودائع لأجل لأفراد DEPOSITS PRIVATE	بصندوق توفير البريد OFFICE SAVINGS BANK	بالبنوك (٢) BANKS (2)			
	للأفراد PRIVATE	للحكومة GOVERN- MENT							
December	1939	31611	3399	5566	7804	2678	51058	112	ديسمبر ١٩٣٩
"	1941	56033	18186	6764	9299	2475	92757	201	" ١٩٤١
"	1943	107126	67954	5965	19206	4641	201892	444	" ١٩٤٣
"	1945	206108	61741	12795	33468	8626	322738	699	" ١٩٤٥
"	1946	188277	80499	11876	33739	8707	323098	700	" ١٩٤٦
"	1947	173968	87624	13886	32154	8426	316058	685	" ١٩٤٧
"	1948	194472	52322	14819	29771	7823	299207	648	" ١٩٤٨
"	1949	183753	72211	20492	30035	8212	314793	682	" ١٩٤٩
"	1950	180150	58013	26735	29680	8354	302932	656	" ١٩٥٠
"	1951	173751	33854	24146	28446	8561	268758	582	" ١٩٥١
"	1952	162929	25188	17417	27621	9048	242203	525	" ١٩٥٢
May	"	160341	10826	23495	27648	9227	231537	502	مايو ١٩٥٣
June	"	156447	24292	18233	27406	9281	235659	511	يونيو ١٩٥٣
July	"	158013	7342	19186	27122	9367	221730	479	" ١٩٥٣
August	"	157565	8637	18517	26847	9430	220996	479	" ١٩٥٣
September	"	155966	8260	20665	26921	9539	221351	480	" ١٩٥٣
October	"								أكتوبر ١٩٥٣

(1) Figures for 17 banks, including National Bank of Egypt.

(2) Figures for 10 banks including National Bank of Egypt.

(3) Actual Value for base-period: L.E. 46,144,000.

(١) تشمل ١٧ بنكا بما في ذلك البنك الأهلي المصري

(٢) تشمل ١٠ بنوك بما في ذلك البنك الأهلي المصري

(٣) القيمة الفعلية في فترة الأساس ٤٦١٤٤ ألفا من الجنيهات

الميزانية الموحدة للبنوك (١) — (٢) في آخر الفترة

(L.E. 000's)

END OF PERIOD

Liabilities	ديسمبر DEC. 1938	ديسمبر DEC. 1940	ديسمبر DEC. 1942	ديسمبر DEC. 1944	ديسمبر DEC. 1946	ديسمبر DEC. 1948	ديسمبر DEC. 1949	ديسمبر DEC. 1951	مارس MAR. 1952	يونيو JUNE 1952	سبتمبر SEPT. 1952
Capital	5640	5640	5640	6063	7345	7345	7345	7770	7770	7782	7782
Reserves	4220	3904	3594	4763	6840	8261	10780	9667	10085	9998	10037
Current Deposit & Other accounts	51207	62438	99240	200890	224275	244126	229692	220503	205638	206328	205588
Gov. Accounts (2)	5894	5894	29479	72087	82899	50047	75132	41437	36055	13748	4381
Treasury Bills (3)	—	—	—	—	—	35000	40000	80000	65000	60000	50000
Bankers Accounts	2996	6158	17632	27788	42860	47910	30605	80754	64635	61475	59739
Acceptances, etc.	4460	4324	4775	5006	13017	25390	32660	43049	58200	42527	43440
Sundry Accounts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
(Including Profit & Loss Accounts)	4906	3904	3841	7331	10975	12527	10691	15086	13676	16945	17993
Total	79323	92262	164201	323928	388211	430606	436905	498266	461059	418703	398960
Assets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Investments	18850	32707	75621	166030	189834	191288	164176	190958	174525	161577	154105
Advances	24683	21352	24898	38060	43229	80181	111604	136491	122109	102573	89856
Bil.s Discounted	4889	3259	1351	1261	2312	4537	3591	7130	9255	6701	7012
Building, Furniture, etc.	960	969	856	657	703	917	914	1326	1333	1344	1506
Debit Accounts	13333	13301	22707	41037	41126	32661	31294	12171	12931	12960	12432
Bankers Accounts	2451	4110	8607	40374	45358	29686	49417	38537	23056	25557	17650
Chents Liability for acceptances etc.	4460	4324	4775	5006	13017	25390	32660	43048	58200	41541	43448
Cash at Banks and in hand	5167	9700	24350	29054	49150	62645	41300	63044	56093	64031	69300
Sundry Accounts	3530	2540	1236	2449	3482	3300	1948	5561	3537	2419	3351
Total	79323	92262	164201	323928	388211	430606	436904	498266	461058	418703	398960
الخصوم	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
رأس المال	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
الإحتياطيات	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
الحسابات الجارية	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
وحسابات الودائع وغيرها	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
حسابات الحكومة (٢)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
أذونات الخزينة (٣)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
حسابات البنوك	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
أوراق مقبولة الخ	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
حسابات أخرى متنوعة	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
(تشمل حسابات الإرباح والخسائر)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
الخصلة	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
الأصول	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
استثمارات	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
سلفيات	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
حوالات مضمومة	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
مبان ، وثائق الخ	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
حسابات مدينة	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
حسابات البنوك	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
تعهدات مقابل أوراق مقبولة	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
التقديرات الخزانة و لدى البنوك	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
حسابات أخرى متنوعة	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
الجملة	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

(١) تشمل المجموع الإجمالي لميزانيات ١٥ بنكاً من البنوك التجارية بما في ذلك البنك الأهلي المصري (٢) تشمل ودائع حكومة السودان . (٣) Special Treasury Bills a/c (Art. 14 of Law 57 of 1951).

الرقم القياسي لأسعار الجملة

(يونيو — أغسطس سنة ١٩٣٩ = ١٠٠)

الرقم القياسي لأسعار الجملة الذي تصدره مصلحة الإحصاء والتعداد يشتمل على عدد من المواد قدره ٨٨ مقسماً إلى ٢٧٨ نوعاً يجمع لها ٥٨٣ سعراً أسبوعياً وتندمج الأسعار النسبية المحسوبة لها في ١٩٢ سعراً فقط تدخل في الحساب النهائي للرقم القياسي . وهذه المواد تشمل غير المحاصلات الزراعية الأصناف المصنوعة والنصف المصنوعة والتامة الصنع ، منها ما هو ناتج محلي ومنها ما هو مستورد من الخارج مما يجعل الرقم أكثر تمثيلاً للسوق المصرية كما أن مواد الـ ٨٨ قسمت إلى ١٥ مجموعة تبعاً لطبيعة تلك المواد ست منها مواد غذائية والتسم الباقية مواد أساسية أخرى ولكل مجموعة منها رقماً القياسي . والمتوسط المستخدم هو المتوسط الهندسي المرجح . وقد روعي في تحديد الأوزان الأهمية النسبية للمواد المختلفة في التداول وذلك بإعطاء كل مادة عدداً من الأسعار يتناسب مع أهميتها وهذه الطريقة تعرف بالثقل غير المباشر .

والرقم القياسي محسوب عن القطر كله حيث أن الأسعار تجمع من المناطق المعتبرة قاعدة لتوزيع المواد إلى الجهات الأخرى من القطر .

INDEX NUMBER OF WHOLESALE PRICES

(June - August 1939 = 100)

The wholesale price index published by the Statistical Department, Ministry of Finance and Economy, covers 88 items subdivided into 278 varieties for which 583 quotations are collected weekly. Monthly prices are averages of the weekly prices.

The number of price quotations per item were determined so as to give the index implicit weighting so that each article is weighted according to its relative importance in the markets. The system of weighting adopted is that of the indirect method, in which the prices of an article are repeated in different stages of its production, and by its grades hence the weekly quotations amount to 581.

The articles selected comprise practically the main staple commodities used in the country, either produced or imported which include raw materials, semi finished and consumers goods.

The items are classified by groups. The classification is in accordance with the nature of the commodities, thus the 88 items are divided into 15 groups, six of which represent foodstuffs, and the remaining nine cover the other principal commodities. Each group has its index in which the items are also indirectly weighted. The weighted geometric average of the relatives is taken for each group by itself.

احصاءات عن القطن المصري

المساحة المزروعة ، متوسط محصول الفدان
المخزون ، المحصول ، المستهلك ، والصادر

EGYPTIAN COTTON STATISTICS CULTIVATED AREA, YIELD PER FEDDAN, STOCK, CROP, CONSUMPTION AND EXPORTS

السنوات (١) YEARS (1)	المساحة المزروعة (بالآلاف الفدان) CULTIVATED AREA (FEDDANS 000's)	متوسط محصول الفدان (بالقنطار) YIELD PER FEDDAN (CANTARS)	المخزون (أول سبتمبر) (بالآلاف القنطار) STOCK (SEPT. 1st) (CANTARS 000's)	المحصول (بالآلاف القنطار) CROP (CANTARS 000's)	المستهلك (٢) (بالآلاف القنطار) CONSUMPTION (2) (CANTARS 000's)	الصادرات (بالآلاف القنطار) EXPORTS (CANTARS 000's)
1937-1938	1978	5.6	517	11009	511	8919
1938-1939	1784	4.7	1970	8340	570	8484
1939-1940	1625	5.4	1010	8692	653	7504
1940-1941	1685	5.4	1560	9170	753	4118
1941-1942	1644	5.1	5757	8374	843	4609
1942-1943	706	5.9	8678	4233	891	2070
1943-1944	713	5.0	9808	3569	876	3610
1944-1945	853	5.4	8892	4640	1066	4228
1945-1946	982	5.3	8237	5221	1072	4413
1946-1947	1212	5.0	7824	6066	1099	6955
1947-1948	1254	5.1	5880	6370	1182	7798
1948-1949	1441	6.2	3256	8900	1444	7883
1949-1950	1692	5.1	2226	8704	1286	8848
1950-1951	1975	4.2	911	8500	1335	6426
1951-1952	1972	3.9	1648	7654	1391	4427
1952-1953	1967	4.8	2180	9431	471 (2)	1469 (2)

(١) Cotton season begins on 1st, Sep-
tember and ends on 31st August

(٢) Up to the week ending 31th.
December 1952.

(١) يبدأ موسم القطن من أول سبتمبر
وينتهي في آخر أغسطس

(٢) الأرقام لغاية الأسبوع المنتهى ٣١
ديسمبر سنة ١٩٥٢

الميزان التجارى (١)

BALANCE OF TRADE (1)

(Value in L.E. 000's)

(القيمة بالآلاف الجنيهات)

YEARS	الواردات (١) IMPORTS (1)	الصادرات (٢) EXPORTS (2)	الزيادة فى الواردات (-) الصادرات (+) EXCESS OF IMPORTS - EXPORTS +	السنوات
1938	36954	30125	- 6829	١٩٣٨
1939	34091	34832	+ 741	١٩٣٩
1940	31378	28320	- 3058	١٩٤٠
1941	33127	22611	- 10516	١٩٤١
1942	55512	19285	- 36227	١٩٤٢
1943	35196	26579	- 12617	١٩٤٣
1944	51007	30901	- 21006	١٩٤٤
1945	60476	45159	- 15317	١٩٤٥
1946	83248	68993	- 14255	١٩٤٦
1947	102464	89863	- 12601	١٩٤٧
1948	172877	143101	- 29776	١٩٤٨
1949	178230	138002	- 40228	١٩٤٩
1950	212682	175428	- 37254	١٩٥٠
1951	279594	203080	- 76514	١٩٥١
1st. quarter 1951	54840	81948	+ 27108	الربع الاول من سنة ١٩٥١
2nd. quarter 1951	65203	41803	- 23400	« الثانى » « ١٩٥١
3rd. quarter 1951	77730	24485	- 53245	« الثالث » « ١٩٥١
4th. quarter 1951	81821	54844	- 76972	« الاخير » « ١٩٥١
1st. quarter 1952	59220	45554	- 13666	« الاول » « ١٩٥٢
2nd. quarter 1952	54006	21380	- 32626	« الثانى » « ١٩٥٢
3rd. quarter 1952	45733	42530	- 3.203	« الثالث » « ١٩٥٢

(1) Including gold ingots and coins.
(specie).

(١) الارقام تشمل السبائك الذهبية
والمسكوكات من النقود

(2) Including produce and manufac-
tures of Egypt and exports of

(٢) الارقام تشمل صادرات البضائع
الوطنية والاجنبية

حصة كل منطقة وكل دولة من الدول الهامة في اجمالي قيمة واردات مصر (١)

SHARE OF EACH REGION AND EACH PRINCIPAL COUNTRY IN THE TOTAL VALUE OF IMPORTS OF EGYPT (1)

	1938		1950		1951		الربع الاول 1st. quarter 1952		الربع الثاني 2nd. quarter 1952		الربع الثالث 3rd. quarter 1952		الربع الرابع 4th. quarter 1952
	آلاف L.E. 000's.	0/00	آلاف L.E. 000's.	0/00	آلاف L.E. 000's.	0/00	آلاف L.E. 000's.	0/00	آلاف L.E. 000's.	0/00	آلاف L.E. 000's.	0/00	
Middle East (2) ...	1862	50	16529	78	20486	73	4549	77	3730	69	2908	64	الشرق الاوسط (٢)
Africa ...	83	2	8983	42	8565	31	756	13	604	11	680	15	أفريقيا ...
Asia ...	4290	116	22099	104	16441	59	4072	69	3692	68	3770	82	آسيا ...
Europe ...	26633	724	129591	609	141700	507	37217	628	33732	625	26106	572	أوروبا ...
The Americas ...	3853	102	22362	106	73448	263	12280	208	11671	217	11796	257	الأمريكتان ...
Oceania ...	209	6	13045	61	18870	67	317	5	558	10	355	9	الأوقيانوسية ...
Others (3) ...	4	0	73	0	84	0	29	0	19	0	28	1	أخرى (٣) ...
TOTAL ...	36934	1000	212682	1000	279594	1000	59220	1000	54006	1000	45733	1000	الجملة ...
Belgium - Luxemb.	2069	56	4783	22	5589	19	1607	27	1680	31	1172	26	بلجيكا ولوكسمبورج
France ...	1956	53	20837	98	20282	73	3212	54	3296	62	3722	80	فرنسا ...
Germany ...	3753	102	7149	29	9799	35	3020	51	2848	53	3059	67	ألمانيا ...
Italy ...	3004	81	15468	73	15665	57	3787	64	3415	63	2848	62	إيطاليا ...
Sweden ...	531	14	4859	23	6265	22	2336	40	641	12	690	15	السويد ...
Switzerland ...	597	16	3443	16	2811	10	931	16	709	13	807	18	سويسرا ...
United Kingdom ...	8497	230	41323	194	41927	150	8939	151	7412	137	7088	155	المملكة المتحدة ...
Japan ...	955	26	1237	6	1208	4	174	3	336	6	259	6	اليابان ...
India ...	876	27	5640	27	6695	24	1184	20	1264	23	1356	30	الهند ...
United States ...	2456	66	12636	59	65146	233	8907	150	8303	154	7953	174	الولايات المتحدة ...
Other Countries ...	12240	329	95307	453	104207	373	25123	424	24102	446	16770	367	دول أخرى ...
TOTAL ...	36934	1000	212682	1000	279594	1000	59220	1000	54006	1000	45733	1000	الجملة ...

(1) Including gold ingots and coins (specie).

(2) Including: Cyprus, Iraq, Syria, Lebanon, Turkey, Iran.

Palestine, Jordan, Saudi Arabia, Eritrea, Ethiopia, Libya

and British East Africa. (3) From ships.

(١) الإرقام تشمل السبائك الذهبية والمسكوكات من القنود .

(٢) الشرق الاوسط يشمل قبرص والفرانك وسوريا ولبنان وتركيا

وإيران وفلسطين والأردن والمملكة العربية السعودية وأثيوبيا

وأنثيوبيا وليبيا وأفريقيا الشرقية البريطانية . (٣) من السفن .

حصة كل منطقة وكل دولة من الدول الهامة في اجمالي صادرات مصر (١)

SHARE OF EACH REGION AND EACH PRINCIPAL COUNTRY IN THE TOTAL VALUE OF EXPORTS OF EGYPT (1)

	1938			1950			1951			الربع الاول 1st. quarter 1952			الربع الثاني 2nd quarter 1952			الربع الثالث 3rd. quarter 1952		
	آلاف الجنيهات ooo.s. L.E.	0/00	آلاف الجنيهات L.E. ooo.s.	0/00	آلاف الجنيهات L.E. ooo.s.	0/00	آلاف الجنيهات L.E. ooo.s.	0/00	آلاف الجنيهات L.E. ooo.s.	0 00	آلاف الجنيهات L.E. ooo.s.	0 00	آلاف الجنيهات L.E. ooo.s.	0 00	آلاف الجنيهات L.E. ooo.s.	0/00		
Middle East (2) ...	1334	44	5630	32	5894	29	745	16	628	29	720	17	628	29	720	17	الشرق الاوسط (٢)	
Africa ...	109	4	329	2	910	4	110	2	47	2	129	3	47	2	129	3	أفريقيا ...	
Asia ...	3785	125	30934	176	49482	245	11225	247	3139	147	7830	184	3139	147	7830	184	آسيا ...	
Europe ...	23666	785	116550	664	121602	598	22967	504	15850	741	30616	720	15850	741	30616	720	أوروبا ...	
The Americas ...	958	33	18694	107	20680	102	10197	224	1295	61	2198	52	1295	61	2198	52	الأمريكتان ...	
Oceania ...	54	2	856	5	2012	10	102	2	58	3	327	7	58	3	327	7	الأوقيانوسية ...	
Others (3) ...	219	7	2435	14	2500	12	208	5	363	17	710	17	363	17	710	17	أخرى (٣) ...	
TOTAL ...	30125	1000	175428	1000	203080	1000	45554	1000	21380	1000	42530	1000	21380	1000	42530	1000	الجملة ...	
Belgium - Luxemb.	501	17	1921	11	1682	8	89	2	154	7	220	5	154	7	220	5	بلجيكا ولو كسمبورج	
France ...	2467	82	14720	84	20041	99	4671	103	2105	98	5060	119	2105	98	5060	119	فرنسا ...	
Germany ...	3389	113	5516	31	8614	42	2354	52	1121	52	4894	115	1121	52	4894	115	ألمانيا ...	
Italy ...	1813	60	14914	85	16197	80	4131	91	1917	90	5161	121	1917	90	5161	121	إيطاليا ...	
Sweden ...	253	8	2313	13	1227	6	132	2	133	6	163	4	133	6	163	4	السويد ...	
Switzerland ...	1085	36	6382	36	3005	15	495	11	402	20	1435	34	402	20	1435	34	سويسرا ...	
United Kingdom ...	9935	330	38101	218	38617	190	4274	94	774	36	328	8	774	36	328	8	المملكة المتحدة ...	
Japan ...	1843	61	5373	31	14670	72	2315	51	560	26	1984	47	560	26	1984	47	اليابان ...	
India ...	1543	51	21897	125	29901	147	7344	161	968	45	2788	66	968	45	2788	66	الهند ...	
United States ...	716	24	15437	88	19599	97	10062	220	1059	50	2138	50	1059	50	2138	50	الولايات المتحدة ...	
Other Countries ...	6580	218	48854	278	49527	244	9687	213	12187	570	18359	431	12187	570	18359	431	دول أخرى ...	
TOTAL ...	30125	1000	175428	1000	203080	1000	45554	1000	21380	1000	42530	1000	21380	1000	42530	1000	الجملة ...	

(1) Including gold ingots and coins (specie).

(2) Including : Cyprus, Iraq, Syria, Lebanon, Turkey, Iran, Palestine, Jordan, Saudi Arabia, Eritrea, Ethiopia, Libya and British East Africa. (3) Bunkers, foreign ships.

(١) الإرقام تشمل السبائك الذهبية والمسكوكات من النقود .
(٢) الشرق الاوسط يشمل قبرص والعراق وسوريا ولبنان وتركيا
والفلسطين والأردن والمملكة العربية السعودية وأدتريا
والبحرين واليابان والبريطانية (٣) استهلاك السفن الاجنبية

أهم الواردات

PRINCIPAL ARTICLES IMPORTED

Value in 000's L.E., Quantity in Tons

القيمة بالآلاف الجنيهات ، المقدار بالأطنان

ARTICLES	1938		1951		الربع الأول 1st. Qrt. 1952		الربع الثاني 2nd. Qrt. 1952		الربع الثالث 3rd. Qrt. 1952		الاضناف
	الكمية Quantity	القيمة Value	الكمية Quantity	القيمة Value	الكمية Quantity	القيمة Value	الكمية Quantity	القيمة Value	الكمية Quantity	القيمة Value	
Wheat	808	6	1027765	33993	68471	3266	267630	12822	43858	2062	قمح
Maize	3635	46	19699	797	41171	1807	1527	62	—	—	ذرة
Tea	7833	831	16032	7069	4555	1931	3552	1423	4215	1649	شاي
Kerosene	308875	1136	412314	4531	86200	1144	123573	1720	140301	1972	كيروزين
Oils, Diesel, Mazout & Solar	229	649	773840	5789	171530	1563	109574	1005	170295	1577	ديزل و مازوت و غاز صولر
Coal	1548	2007	272016	1920	68314	517	41720	318	46058	301	زيت
Paper, news print	10373	111	18531	1270	3711	382	2608	234	2866	182	قلم حجري
Tobacco	5893	605	12660	4639	3031	1142	2773	1122	3136	1332	ورق جرائد ومجلات
Fertilizers	514	2936	611185	12256	165456	3838	122206	2343	180417	3004	تبنغ (دخان)
Cotton	16955	2828	2749	3629	403	565	609	781	400	444	أسمدة
Textiles	1646	861	1989	5570	246	859	278	956	314	892	منسوجات
Artificial silk	388	211	983	2312	207	491	217	492	51	142	صوفية
Wood for building	230	1220	327288	10125	58064	2136	19704	762	29840	1022	مخشاب للبناء
Bars, iron or steel	74709	699	116803	3671	13949	598	16835	835	16907	783	اسياخ من حديد أو فولاذ
Tractors	918	73	6395	1365	1290	272	774	182	788	186	جرارات
Motor-cars, buses, lorries	8790	1052	19234	8015	3377	1447	3607	1728	3419	1650	سيارات أمبوس وركوب ونقل
Other articles	—	21663	1197135	173643	250407	37262	237772	27220	312128	27575	امناسف اخرى
TOTAL	—	36934	4836618	270594	940382	59220	954959	54005	955023	45733	جملة

The values of Imports are C.I.F. The values expressed in the currencies of the countries of export are converted into Egyptian currency at exchange rates on the day of clearing. Custom duties are excluded.

قيمة الواردات (سيف) أى قيمة البضاعة فى مكان الارسال مضافا اليها تكاليف النقل والتأمين من ذلك المكان الى الحدود المصرية بعد تحويل العملات الاجنبية الى العملة المصرية بمعدلات يوم التخليص عليها ، ولا تشمل القريبة الجمركية .

أهم صادرات المنتجات والصنوعات المصرية

PRINCIPAL EXPORTS OF PRODUCE AND MANUFACTURES OF EGYPT

Value in 000's L.E., Quantity in Tons

القيمة بالآلاف الجنيهات ، الكميات بالاطنان

ARTICLES	1938		1951		الربع الاول 1st. Qrt. 1952		الربع الثاني 2nd. Qrt. 1952		الربع الثالث 3rd. Qrt. 1952		الاصناف
	الكمية Quantity	القيمة Value	الكمية Quantity	القيمة Value	الكمية Quantity	القيمة Value	الكمية Quantity	القيمة Value	الكمية Quantity	القيمة Value	
Cotton, raw	356594	21190	254924	146100	56036	41122	33152	16261	102975	39590	قطن خام
Cotton yarn	—	—	9852	6948	1050	1073	919	510	749	336	غزل قطن
Cake of cotton seed	256163	914	11216	230	3236	96	2146	61	253	4	كسب بذرة قطن
Cotton seed oil	7086	203	752	91	17	1	43	1	31	2	زيت بذرة قطن
Wool, raw	1378	90	129	89	104	62	27	13	156	76	صوف خام
Phosphate of lime	403	307	375185	899	99759	266	38204	105	102597	279	فوسفات الجير
Oils, diesel, mazout and solar	54	135	308270	1867	17824	126	38834	266	88238	501	زيوت ديزل ومازوت وصوكر
Salt, common	284948	103	346882	423	9866	15	14916	18	40695	40	ملح الطعام
Rice, bleached	42217	480	306927	14345	192	7	13135	742	419	17	ارز مبيض
Onions	143619	929	83377	1270	16983	419	68951	1781	3591	88	بصل
Molasses	23860	52	38320	428	9478	123	—	—	4888	73	عسل السكر
Tobacco, and cigarettes	316	184	83	97	15	26	18	24	27	34	تبغ (دخان) وسجاير
Furniture, wood	—	3	232	39	95	25	126	29	111	28	أثاث خشب
Hides & Skins, tanned	492	68	232	149	25	22	25	22	26	12	جلود مذبوغة
Other articles	—	4684	436342	27625	77316	1404	48277	934	102873	1094	مواد أخرى
TOTAL	—	29342	2172723	200600	292596	44787	258743	20767	447629	42204	جمله

The values of Exports are F.O.B.i.e. the values free on board or free on rail or road vehicle at the frontier of Egypt, including custom duties.

قيمة الصادرات (توب) أى خاصة المصاريف للسفينة أو للسكة الحديد أو لعربة النقل عند الحدود المصرية مضافا اليها الضريبة الجمركية

GOLD AND FOREIGN EXCHANGE (1) (2)

(Millions of U.S. dollars)

الذهب والعملات الأجنبية التي في حيازة الدول المختلفة (١) (٢)

(بلايين الدولارات)

END OF PERIOD	EGYPT (3)		IRAQ		IRAN		TURKEY		Union of South Africa		INDIA		PAKISTAN		BELGIUM		في نهاية الفترة
	GOLD	EXCHANGE	GOLD	EXCHANGE	GOLD	EXCHANGE	GOLD	EXCHANGE	GOLD	EXCHANGE	GOLD	EXCHANGE	GOLD	EXCHANGE	GOLD	EXCHANGE	
December 1937	55	39	—	9	26	9	29	20	189	39	274	316	—	—	705	—	ديسمبر ١٩٣٧
" 1939	55	42	4.4	16	26	16	29	9	245	43	274	342	—	—	714	2	" ١٩٣٩
" 1945	52	1116	12.4	100	127	100	241	46	914	282	274	5040	—	—	716	82	" ١٩٤٥
" 1947	53	1022	3.9	142	142	104	170	99	762	249	274	4590	—	—	624	300	" ١٩٤٧
" 1948	53	1014	8.3	140	140	134	162	30	183	147	256	3099	14	791	549	314	" ١٩٤٨
" 1949	53	694	7.9	140	140	108	154	49	128	170	247	1735	27	484	698	199	" ١٩٤٩
" 1950	53	636	25.4	139	139	102	150	65	197	279	247	1752	27	479	587	162	" ١٩٥٠
" 1951	174	356	22.1	138	138	58	150	66	190	190	247	1640	27	611	635	419	" ١٩٥١
May 1952	174	249	23.3	138	138	50	150	45	161	211	247	1444	38	—	650	510	مايو ١٩٥٢
June "	174	251	19.5	138	138	48	150	51	148	205	247	1435	38	—	669	502	يونيو "
July "	174	238	28.5	138	138	45	150	31	151	206	247	1414	38	—	735	384	يوليو "
August "	174	211	26.8	138	138	43	150	30	159	184	247	1427	38	—	735	369	أغسطس "
September "	174	184	25.2	138	138	42	146	36	158	184	247	1448	38	—	718	362	سبتمبر "
October "	174	165	39.6	138	138	41	143	37	159	188	247	1456	38	—	718	379	أكتوبر "

(1) Source; reproduced from «Monthly Bulletin of Statistics, Statistical Office of the United Nations», Vol. VI, No. 12, December 1952, pp. 151-155.

(2) Gross holdings of gold and short-term foreign assets of treasuries, central banks, exchange stabilisation funds, and other official institutions unless otherwise stated.

(3) Holdings of the National Bank. The series on gold relate to the holdings of the Issue and Banking Department through 1939, and of the Issue Department thereafter.

(١) المصدر : نقلا عن « الشهرية الشهيرة للإحصاءات - مكتب الإحصاء التابع لبيتة الأمم المتحدة » مجلد ٦ عدد رقم ١٢ - ديسمبر ١٩٥٢ الصفحات ١٥١-١٥٥

(٢) الأرقام عن الذهب القائم والأصول الأجنبية القصيرة الأجل الموجودة في الخزانة العامة والبنوك المركزية ورسيدت قبضت الصرف والمؤسسات الرسمية الأخرى إلا إذا ذكر ما يخالف ذلك . (٣) الأرقام تبين ما في حيازة البنك الأهلي المصري - الذهب الموجود في قسم إصدار البنوك وقسم العمليات المصرفية في خلال سنة ١٩٣٩ وعما في قسم استصدار البنوك بقسم هذا التاريخ .

GOLD AND FOREIGN EXCHANGE HOLDINGS

الذهب والعملات الأجنبية التي في حيازة الدول المختلفة

(Millions of U.S. dollars)

(بملايين الدولارات)

END OF PERIOD	فرنسا (٤)		إيطاليا		سويسرا		المملكة المتحدة (٥)		البرازيل		كندا		الولايات المتحدة (٦)		أستراليا		نيوزيلندا		في نهاية الفترة
	GOLD	EXCHANGE	GOLD	EXCHANGE	GOLD	EXCHANGE	GOLD	EXCHANGE	GOLD	EXCHANGE	GOLD	EXCHANGE	GOLD	EXCHANGE	GOLD	EXCHANGE	GOLD	EXCHANGE	
December 1937	2749	35	210	2	650	119	4085	32	18	180	15	12750	5	274	23	69	23	69	ديسمبر
" 1939	2934	118	144	21	549	81	2038	40	27	218	88	17800	14	176	23	27	23	27	"
" 1945	1550	45	24	—	1342	38	2477	354	312	354	1154	20083	53	543	23	269	23	269	"
" 1947	550	252	58	188	1356	24	2080	354	430	287	215	22808	88	514	23	204	23	204	"
" 1948	548	—	112	421	1387	55	1857	317	440	401	597	24398	88	1126	23	177	23	177	"
" 1949	523	177	256	637	1504	61	1689	317	401	486	631	24563	88	962	27	105	27	105	"
" 1950	523	463	256	619	1470	60	3300	317	348	580	1162	22819	88	1237	29	138	29	138	"
" 1951	547	81	333	712	1451	53	2335	317	197	842	937	22873	112	904	32	95	32	95	"
May 1952	547	45	346	615	1409	67	1678	317	186	876	935	23502	115	661	33	74	33	74	مايو
June "	547	49	346	586	1403	67	1685	317	160	884	945	23532	112	659	33	64	33	64	يونيو
July "	573	57	346	628	1407	78	1716	317	171	878	967	23536	—	—	33	58	33	58	يوليو
August "	573	67	346	610	1404	87	1672	317	179	874	974	23528	—	—	33	65	33	65	أغسطس
September "	573	79	346	610	1404	97	1685	317	190	883	972	23525	—	—	33	57	33	57	سبتمبر
October "	573	82	—	—	1405	103	1767	317	190	—	—	23521	—	—	33	94	33	94	أكتوبر

(٤) 1937-1947, holdings of Bank of France, Stabilization Fund and caisse centrale, beginning 1948 holdings of Bank of France only.

(٥) Gold, U.S. and Canadian dollar holdings.

(٦) Holdings of the Treasury and the gold held in the active portion of the Exchange Stabilization Fund.

(٤) الأرقام عن السنوات ١٩٣٧ - ١٩٤٧ عما في حيازة بنك فرنسا ورصيد التثبيت والصندوق المركزي - واعتبارا من سنة ١٩٤٨ عما في حيازة بنك فرنسا فقط . (٥) الأرقام عن الذهب والدولارات الأمريكية والكندية . (٦) بيان ما في حيازة الخزانة العامة و الذهب الموجود تحت تصرف الجزء المستعمل من رصيد تثبيت الصرف

أسعار الصرف (١) (٢) (٣)

MONTHLY AVERAGES

متوسطات شهرية

عدد الستات الأمريكية بالنسبة لوحدة العملة المحلية - الرقم القياسي سنة الأساس ١٩٣٧ = ١٠٠ (٣)

U.S. Cents per unit of national currency — Index Number, Base Year 1937 = 100 (3)

COUNTRIES	UNIT OF NATIONAL CURRENCY	1937				1949				1952		الدول
		U.S. CENTS		INDEX NUMBER		U.S. CENTS		INDEX NUMBER		September		
		مستأقبات	الرقم	مستأقبات	الرقم	مستأقبات	الرقم	مستأقبات	الرقم			
{ Egypt Iraq Lebanon	{ Official Free	507.1	100	413.3	81.5	287.2	56.6	287.2	56.6	287.2	56.6	مصر
		494.4	100	403.	81.5	280.0	56.6	280.0	56.6	280.0	56.6	العراق
		79.55	100	45.63	57.3	45.63	57.3	45.63	57.3	45.25	56.9	لبنان
		79.55	100	30.97	38.9	30.97	38.9	30.97	38.9	28.23	35.5	لبنان (رسمي)
{ Syria Iran	{ Official Free Official with certificate	79.55	100	45.63	57.3	45.63	57.3	—	—	28.24	35.5	سوريا
		79.55	100	—	—	—	—	—	—	3.077	80.6	سوريا (رسمي)
		6.083	100	3.077	50.6	9.077	50.6	50.6	36.3	1.242	20.4	سوريا (رسمي)
		—	100	2.208	36.3	2.208	36.3	36.3	36.3	3.077	80.6	سوريا (رسمي)
{ Turkey Union of South Africa Ceylon India Pakistan Japan	{ L. T. Lst. S.A. Rupce Rupce Rupce Yen	79.18	100	35.71	45.1	35.71	45.1	45.1	35.71	45.1	35.71	تركيا
		491.8	100	403	81.9	280	56.9	280	56.9	280.0	56.9	اتحاد جنوب افريقيا
		37.22	100	30.22	81.2	21.00	56.4	21.00	56.4	21.00	56.4	سيلان
		37.22	100	30.22	81.2	21.00	56.4	21.00	56.4	21.00	56.4	الهند
		37.22	100	30.22	81.2	30.22	81.2	30.22	81.2	30.22	81.2	باكستان
		28.81	100	0.2778	1.0	0.2778	1.0	0.2778	1.0	0.2778	1.0	اليابان

Asia Africa Middle East Arab States

Europe		The Americas		Oceania		Africa		Asia		Europe		The Americas		Oceania		Total World	
Belg-Luxemb.	(8) S	946	1803	1950	2544	646	865	1770	1651	2651	690	646	865	1770	1651	2651	690
France	(6) (10) S	1700	3272	3065	4523	1338	958	2713	3065	4159	1025	1338	958	2713	3065	4159	1025
Italy	 S	735	1498	1442	2076	583	550	1107	1199	1049	374	583	550	1107	1199	1049	374
Sweden	 S	541	1090	1179	1777	477	510	1059	1103	1082	439	477	510	1059	1103	1082	439
Switzerland	 S	415	881	1052	1365	322	296	804	907	1779	261	322	296	804	907	1779	261
U.Kingdom	(6) (10) SI	4713	8213	7050	10605	2610	2578	6612	6076	7224	2012	2610	2578	6612	6076	7224	2012
Other Europe		6417	11743	10376	12994	3386	6114	6847	7506	10762	2866	3386	6114	6847	7506	10762	2866
Total		5467	28500	26114	35884	9362	11871	2912	21507	29306	7667	9362	11871	2912	21507	29306	7667
Canada	(7) (11) S	892	2969	3219	4264	1007	1012	2945	2910	3766	1000	1007	1012	2945	2910	3766	1000
U.S.A.	(6) (7) S	3311	7258	9608	11897	3066	3299	11885	10142	14877	3959	3066	3299	11885	10142	14877	3959
Brazil	(8) G	335	1116	1098	2011	628	350	1089	1346	1757	403	628	350	1089	1346	1757	403
Mexico	(7) G	187	503	560	836	214	219	437	466	573	146	214	219	437	466	573	146
Other Americas		1555	4732	4656	6022	1575	2020	4896	5641	6427	1482	1575	2020	4896	5641	6427	1482
Total		6280	16578	19141	25030	6490	6900	21252	20505	27400	6990	6490	6900	21252	20505	27400	6990
Australia	(7) G	446	1522	1552	2318	752	583	1580	1670	2040	420	752	583	1580	1670	2040	420
New Zealand	(10) G	223	450	114	578	—	258	550	512	692	187	—	258	550	512	692	187
Other Oceania		28	143	464	104	178	49	60	78	78	23	178	49	60	78	78	23
Total		700	2115	2130	3000	930	890	2190	2260	2810	630	930	890	2190	2260	2810	630
Summary		280	1001	834	1094	173	248	609	612	835	139	173	248	609	612	835	139
Arab States		279	951	946	2081	447	341	1002	1123	1786	273	447	341	1002	1123	1786	273
Other Middle East		1615	4583	3594	5564	1525	1139	3097	3289	4597	1201	1525	1139	3097	3289	4597	1201
Countries		4377	7729	6351	10346	2768	4811	6091	7271	10541	2479	2768	4811	6091	7271	10541	2479
Africa		15467	28500	26114	35885	9362	11871	2912	21507	29306	7667	9362	11871	2912	21507	29306	7667
Asia		6280	16578	19141	25030	6490	6900	21252	20505	27400	6990	6490	6900	21252	20505	27400	6990
Europe		700	2115	2130	3000	930	890	2190	2260	2810	630	930	890	2190	2260	2810	630
The Americas		29000	61457	59110	83000	21695	26200	55153	56567	77575	19380	21695	26200	55153	56567	77575	19380
Oceania																	
Total World																	

تراجع الشروح على الصفحة التالية .

See explanatory note on the following page.

مقتبسه من « النشرة الشهرية للإحصاءات - مكتب الإحصاء التابع لهيئة الأمم المتحدة
مجلد ٦ عدد ٨ عن شهر أغسطس سنة ١٩٥٢. (جداول خاصة)

(١) البيانات عن البضائع بصفة عامة بما في ذلك الفضة في جميع أشكالها ما عدا السبائك الذهبية والعملة وأوراق العملة المصدرة

(٢) العملات محولة إلى دولارات أمريكية على أساس أسعار المبادلة الجارية التي يحددها صندوق النقد الدولي

(٣) قيمة الواردات (سيف) أي قيمة البضاعة في محل الإرسال مضافا إليها تكاليف النقل والتأمين • وقيمة الصادرات (فوب) أي قيمة البضاعة خالصة المصاريف للباخرة أو للسكة الحديد أو لحرية النقل •

(٤) نظام التجارة - عام : يقصد به الواردات للاستهلاك المباشر مضافا إليها الواردات التي تدخل مخازن الاستيداع وصادرات المنتجات الأهلية مضافا إليها كل ما يعاد تصديره خاص : يقصد به الواردات للاستهلاك المباشر مضافا إليها الواردات التي تخرج من مخازن الاستيداع ، وصادرات المنتجات الأهلية مضافا إليها فقط كل ما يعاد تصديره بعد صبغه بالصبغة الأهلية

نصف خاص : يقصد به الواردات العامة بعد استبعاد كل ما يعاد تصديره وصادرات المنتجات الأهلية (أو الصادرات العامة بعد استبعاد كل ما يعاد تصديره)

(٥) لا تشمل التجارة مع السودان (٦) لا تشمل الفضة (٧) الواردات التي أقر عنها على أساس القيمة (فوب) عدلت بجعلها على أساس القيمة (سيف) وذلك بإضافة ١٠٪ على القيمة الأولى (٨) تشمل الذهب (٩) تشمل مؤسسة الإغاثة والتعمير التابعة لهيئة الأمم المتحدة (١٠) تتضمن المساعدة الأجنبية (١١) تشمل نيوفونلاند اعتبارا من أول أبريل ١٩٤٩ (١٢) الأرقام لا تشمل تجارة الباكستان الخارجية ابتداء من أغسطس ١٩٤٧ • كما أنها لا تشمل التجارة بين الهند والباكستان قبل أول مارس ١٩٤٨. (١٣) تشمل التجارة بين اليابان وكوريا وفورموزا

Source : Adapted from «Monthly Bulletin of Statistics — Statistical Office of the United Nations», Vol. VI No. 8, August 1952. (Special tables).

(1) In general, the data relate to merchandise, inclusive of silver in all forms, but exclusive of gold specie and bullion and issued paper currency.

(2) Conversion into U.S. dollars being made at current exchange rates supplied by the International monetary fund.

(3) With certain exceptions, imports are valued c.i.f. and exports f.o.b.

(4) G: General trade, i.e., imports directly for consumption plus imports into warehouse, exports of national produce plus all re-exports.

S: Special trade, i.e., imports directly for consumption plus imports ex-warehouse: exports of national produce plus nationalised re-exports only.

Si: Semi-special trade, retained imports (or general imports minus all re-exports), exports of national produce (or general exports minus all re-exports).

(5) Excluding trade with the Sudan. (6) Excluding silver. (7) Imports reported f.o.b., adjusted to arbitrary c.i.f. (f.o.b., plus 10 per cent): (8) Including gold. (9) Including UNRRA. (10) Including foreign aid. (11) Including Newfoundland from April 1949. (12) Excludes direct foreign trade of Pakistan from August 1947. Trade between India and Pakistan excluded prior to 1 March 1948. (13) Including trade between Japan, Korea and Formosa.

الرقم القياسي لنفقة المعيشة (١) (٢) (٣) (٤) (٥) (٦) (٧) (٨) (٩) (١٠) (١١)

BASE YEAR : 1948 = 100

سنة الأساس : ١٩٤٨ = ١٠٠

	(٣) مصر	(٤) العراق	(٥) لبنان	(٦) إيران	(٦) تركيا	(٧) اتحاد الولايات المتحدة	(٨) فرنسا	(٩) ألمانيا الغربية	(١٠) إيطاليا	(١١) سويسرا	(١٢) المملكة المتحدة	(١٣) الهند	(١٤) باكستان	(١٥) كندا	(١٦) الولايات المتحدة	
1937	35	—	—	13	29	65	7.3	—	1.9	61	57	34	—	65	60	١٩٣٧
1939	36	19	26	16	29	68	—	—	2.2	62	60	35	—	65	58	١٩٣٩
1941	49	—	—	24	40	73	—	—	2.9	78	76	41	—	72	61	١٩٤١
1945	104	108	123	101	102	89	—	—	49	93	87	78	—	77	75	١٩٤٥
1946	102	105	112	90	99	91	—	—	58	93	89	85	—	88	81	١٩٤٦
1947	99	111	102	91	106	95	—	—	90	97	94	92	—	88	93	١٩٤٧
1948	100	125	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	١٩٤٨
1949	99	100	94	109	110	104	118	99	102	99	103	101	—	104	99	١٩٤٩
1950	104	91	87	89	104	108	131	93	100	98	106	103	95	107	100	١٩٥٠
1951	114	78	94	93	103	116	130	101	110	102	116	109	99	119	108	١٩٥١
1952	115	85	94	103	106	124	144	107	114	105	125	112	99	120	110	١٩٥٢
May	115	85	93	102	108	125	143	105	115	105	128	112	100	120	110	»
June	114	84	92	101	109	125	143	104	115	105	128	109	102	120	111	»
July	113	83	92	100	109	125	145	104	115	105	127	112	101	120	111	»
August	113	82	92	98	109	129	146	103	116	105	126	113	101	120	111	»
September	113	82	92	98	109	129	145	103	116	105	126	113	101	120	111	»
October	106	83	93	—	—	—	145	—	—	105	128	—	—	120	111	»

مايو
يونيو
يوليو
أغسطس
سبتمبر
أكتوبر

- (١) المصدر : نقلا عن « النشرة الشهرية للإحصاءات - مكتب الإحصاءات التابع لهيئة الأمم المتحدة » المجلد السادس عددا ١٢٢٠ ، شهر ديسمبر سنة ١٩٥٢
الصفحات ١٧٨ - ١٣٥ (٢) الأرقام عن السنوات من ١٩٣٧ - ١٩٥٠
متوسطات سنوية وإبتداء من سنة ١٩٥١ أرقام شهرية (٣) القاهرة (٤)
بغداد (٥) بيروت (٦) استانبول (٧) الأوربيون فقط (٨) باريس (٩)
بومبي (١٠) بومبي (١١) كراتشي
- (1) Source : reproduced from «Monthly Bulletin of Statistics, Statistical Office of the United Nations » Vol. VI No. 12 December 1952 pp. 128-135. (2) 1937-1950 Yearly averages, beginning 1951 monthly figures (3) Cairo (4) Baghdad (5) Beyrouth (6) Istanbul (7) Europeans only (8) Paris (9) July-December (10) Bombay (11) Karachi.

الرقم القياسى لنفقة المعيشة

(يونيو - أغسطس سنة ١٩٣٩ = ١٠٠)

الرقم القياسى لنفقة المعيشة الذى تصدره مصلحة الإحصاء والتعداد يعتمد فى حسابه على أساس بحث المصروفات العائلية بالنسبة لعائلات موظفى الحكومة من الطبقة المتوسطة فى الدرجة الأخيرة التى يتراوح دخلها ما بين ١٢-١٨ جنيه شهريا والتى يتألف عدد أفرادها من ٦٣ أشخاص تعادل ٥ أفراد ذكور بالغين من حيث الاستهلاك .

وأقسام المصروفات الرئيسية والنسب المئوية للوزن المعطى لكل قسم منها هو كما يلى :
مواد الغذاء والوقود والصابون ٤٥ والسكن ١٦ وأجور الانتقال ٣ والمصروفات الترفيهية ٨ والملابس ١٦٧ والمصروفات المدرسية ٦٥ والمصاريف الأخرى ٧.

حساب الأرقام : فى القسم الأول الخاص بالمواد الغذائية والوقود والصابون أخذت جملة المصروفات للمواد الرئيسية التى تدخل فى استهلاك العائلة والمبدلة بواسطة الكميات المقدرة لاستهلاك العائلة ونسبت إلى فترة الأساس .

وبالنسبة للملابس فقد اختير عدد ٢٣ صنفا لتمثل الأصناف المعدة للاستعمال والمتوسط الحسابى للأسعار النسبية لهذه الأصناف يوضح نسبة الزيادة فى أسعار الملابس .

وقد روعيت الدقة الزائدة فى اختيار الأصناف سواء فى المواد الغذائية أو فى الملابس وذلك لضمان وجود وحدة التماثل طول السنة وحتى لا تتأثر بالمواسم أو بظهور أو اختفاء بعض الأصناف كما روعى أيضا فى اختيار هذه الأصناف أن تكون هى السائدة طول العام .
وقد روعى فى الإيجاز أن يغطى الضرائب المباشرة والعمامة - أما المصروفات الترفيهية والمصروفات الأخرى فقد روعى فيها أن تتمشى مع الأقسام الأخرى زيادة أو نقصا .

INDEX NUMBER OF COST OF LIVING

(June - August 1939 = 100)

The cost of living index number published by the Statistical Department, Ministry of Finance and Economy, is based on the principle of the family budget of expenditure. The families taken into account are those of the lower middle class with a monthly income of L.E. 12-18 and with 6.3 members on average (or 5 consumption units).

Main expenditure groups and the weight given to each group (in percentage) are :

Food, fuel and soap 45, Rent (including direct and general taxes on the permits) 16, Fares 3, Petty expenses 5.8, Clothing 16.7, School fees 6.5 and Sundry expenses 7.

Computation : in the group of food, fuel and soap, the aggregate expenditure of the principal articles of consumption weighted by the quantities necessary for the monthly consumption of the commodities therein of the said family is taken and related to that of the base period. For clothing the arithmetic mean of price relatives is used.

The choice of commodities in the foodstuffs and clothing groups has been made so as to ensure uniformity all the year round, in order that the index may not be affected by the seasonal appearance or disappearance of certain items.

ESTIMATES OF TOTAL POPULATION (1) (2) (3)

(Thousands)

(بالآلاف)

تقديرات السكان (١) (٢) (٣)

	1937	1938	1940	1942	1944	1946	1948	1950	1951	1952	
North America											
Egypt (4), (26)	16009	16300	16900	17522	18167	18835	19528	20439	20729	—	مصر (٤) (٢٦)
Iraq	—	—	—	3791	4303	4803	—	5100	—	—	العراق
Cyprus	371	376	401	412	425	447	466	484	492	498	قبرص
Turkey (5)	10823	17156	17821	18209	18596	19040	19500	20335	—	—	تركيا (٥)
S. Rhodesia (6)	1359	1386	1437	1531	1638	1810	1944	2095	2158	—	جنوب روديسيا (٦)
Tanganyika (7) (26)	5165	5221	5290	5277	5459	5600	7478	7707	7827	—	تنجانيقا (٧) (٢٦)
Union of South Africa (8)	9805	9988	10355	10718	11084	11451	11890	12320	12646	12912	اتحاد جنوب افريقيا (٨)
Asia											
China	452460	—	458313	454849	450610	455592	463493	—	—	—	الصين
India (9), (27)	370342	374920	385343	393631	398416	404970	412120	358000	356892	—	الهند (٩) (٢٧)
Indonesia	67398	68409	70476	—	—	—	72000	73500	76500	—	اندونيسيا
Japan (10), (28)	70360	70590	71540	73450	73860	76155	80697	83200	84300	85500	اليابان (١٠) (٢٨)
Philippines (11)	15445	15814	16459	17090	17746	18427	19134	19518	19795	20631	الفلبين (١١)
Belgium (12), (26)	8346	8374	8301	8246	8291	8367	8557	8639	8678	8725	بلجيكا (١٢) (٢٦)
France (13)	41200	41100	39800	38700	38300	40300	41200	41900	42200	42500	فرنسا (١٣)
Germany (14) (26)	67831	68424	70113	70468	—	66007	46749	47662	48129	48478	ألمانيا (١٤) (٢٦)
Greece (26) (15)	6973	7061	7280	7339	7339	7418	7749	7960	7600	—	اليونان (٢٦) (١٥)
Italy (16), (26)	42372	42696	43555	44178	44534	44994	45700	46272	46565	46889	إيطاليا (١٦) (٢٦)
Spain (17)	25043	25279	25757	26244	26440	27246	27761	28287	28086	28306	اسبانيا (١٧)
Sweden (18), (26)	6276	6297	6356	6432	6501	6719	6883	7017	7074	7126	السويد (١٨) (٢٦)
Switzerland (1) (26)	4180	4192	4226	4283	4362	4466	4609	4700	4750	4824	موسيسا (١٩) (٢٦)
U. Kingdom (31)	47289	47494	48226	48400	49016	49217	50065	50608	50287	50429	المملكة المتحدة (٣١)
The Americas											
Canada (20)	11045	11152	11381	11654	11975	12507	12883	13845	14009	14430	كندا (٢٠)
United States (21)	128825	129825	131970	134665	138083	141235	146571	151772	154353	156981	الولايات المتحدة (٢١)
Brazil (22)	38685	39477	41100	43100	45108	47398	49704	52124	53377	—	البرازيل (٢٢)
Mexico (23)	18737	19071	19763	20657	21674	22779	23876	25567	26332	26922	المكسيك (٢٣)
Australia (24)	6836	6899	7039	7181	7310	7465	7710	8186	8431	8649	استراليا (٢٤)
New Zealand	1587	1604	1636	1639	1654	1671	1840	1920	1948	2003	نيوزيلندا

See explanatory note on the following page.

تراجع التوضيح على الصفحة التالية

(١) المصدر : نقلا عن « النشرة الشهرية للإحصاءات مكتب الإحصاء التابع لهيئة الأمم المتحدة » المجلد السادس ، العدد ١٢ عن شهر ديسمبر سنة ١٩٥٢ الصفحات من ١ - ٤

(٢) عدد السكان التقديرى فى منتصف السنة

(٣) الأرقام التقديرية لعدد السكان معدلة بحيث تشمل القوات المسلحة الموجودة خارج حدود القطر ولا تتضمن القوات المسلحة الأجنبية الموجودة داخل حدود القطر مالم يذكر ما يخالف ذلك . كما أن التقديرات تشمل السكان الأصليين وأهل البادية والأفراد غير الموجودين في عمل إقامتهم المعتادة وكذا اللاجئين . والتقدير يشمل المساحة الكلية للقطر مالم يذكر ما يخالف ذلك تاريخ أحدث تعداد للسكان والأرقام الإجمالية (بالآلاف) لكل دولة على الوجه الآتى :

عدد السكان	التاريخ	عدد السكان	التاريخ
٢٠٩٣٥	١٩٥٠ أكتوبر	١٩٠٨٨	١٩٤٧ مارس
٧٤٧٨	١٩٤٨ فبراير	١٥٧٦	١٩٤٨ أغسطس
٣٥٦٨٩٢	١٩٥١ مارس	١١٤١٨	١٩٤٦ مايو
١٩٢٣٤	١٩٤٨ أكتوبر	٨٣٢٠٠	١٩٥٠ أول أكتوبر
٣٩٨٣٠	١٩٤٦ مارس	٨٥١٢	١٩٥٠ ديسمبر
٧٦٠٠	١٩٥١ أبريل	٦٥١٥١	١٩٤٦ أكتوبر
٢٧٧٦٩	١٩٥٠ ديسمبر	٤٧٠٢١	١٩٥١ نوفمبر
٤٧١٥	١٩٥٠ ديسمبر	٧٠٤٧	١٩٥٠ ديسمبر
١٥٠٦٩٧	١٩٥٠ أبريل	١٣٨٩٣	١٩٥١ يونيو
٢٥٣٦٨	١٩٥٠ يونيو	٥٢٦٤٥	١٩٥٠ يوليو
١٩٤٠	١٩٥١ أبريل	٧٥٧٩	١٩٤٧ يونيو

(٢٦) أجريت التقديرات باستخراج متوسط عدد السكان في أول وآخر السنة (٢٧) الأرقام عن السنوات ١٩٣٧ إلى ١٩٤٦ عن الهند بأكملها قبل التقسيم - وإبتداء من سنة ١٩٤٧ بعد التقسيم - عدد السكان التقديرى للباكستان فى منتصف سنة ١٩٤٩ يبلغ ٧٤٩٢٦٩٤٢ (٢٨) عدد السكان التقديرى للجزر الأربعة فى أول أكتوبر من كل عام (٢٩) السنوات ١٩٣٧ إلى ١٩٤٦ حسب إقليم ١٩٣٧ ، أما تعداد سنة ١٩٤٦ فهو عن أربعة مناطق تشمل برلين (تعداد المناطق المماثلة فى سنة ١٩٣٩ يبلغ ٥٩٦١٠٦٠٠) وإبتداء من سنة ١٩٤٧ الأرقام عن غرب ألمانيا فقط (٣٠) الأرقام تشمل جزر الدوديكانيز إبتداء من سنة ١٩٤٨ (٣١) الأرقام عن السنوات ١٩٣٧ إلى ١٩٣٩ لا تشمل القوات المسلحة وكذا رجال البحرية التجارية الموجودين عبر البحار

(1) Source : reproduced from «Monthly Bulletin of Statistics, Statistical office of the United Nations», Vol. 6 No. 12, December 1952, pp. 1-4.

(2) Mid year present in area population.

(3) The figures represent, unless otherwise indicated, estimates of the total population present in the area, modified to include armed forces stationed outside the country, and to exclude armed forces of alien powers present in the country. Thus, aborigines and nomadic peoples, displaced persons and refugees are included in the estimates. Except where otherwise indicated the estimates refer to total present territory of the country.

Date of the latest available census and the total figures (in thousands) for every country are as follows:—

(4) 26-27 March 1947	19088	(5) 22 October 1950	20935
(6) 31 August 1948	1576	(7) 25 February 1948	7478
(8) 7 May 1946	11413	(9) 1st March 1951	356892
(10) 1st October 1950	83200	(11) 1st October 1948	19234
(12) 31 December 1950	8512	(13) 10 March 1946	39830
(14) 29 October 1946	65151	(15) 7 April 1951	7600
(16) 4 November 1951	47021	(17) 31 December 1950	27769
(18) 31 December 1950	7047	(19) 1st December 1950	4715
(20) 1st June 1951	13893	(21) 1st April 1950	150697
(22) 1st July 1950	52645	(23) 6 June 1950	25368
(24) 30 June 1947	7579	(25) 17 April 1951	1940

(26) Estimates obtained by averaging population at beginning and end of each year (27) 1937-1946, total territory pre-partition India; beginning 1947 post partition India. 1949 mid-year estimates for Pakistan is 74,436,942. (28) 1 October estimate for the four principal islands (29) 1937-1943, territory of 1937; 1946 population enumerated in four zones including Berlin (1939 enumerated for corresponding area was 58610 600); beginning 1947, Western Germany only. (30) Beginning 1948 including Dodecanese. (31) 1937-1939 excluding armed forces overseas and merchant seamen at sea.

معدل الزيادة أو النقص في عدد السكان الإجمالي — RATE OF INCREASE OR DECREASE OF TOTAL POPULATION

RATE PER 1000 OF POPULATION										المدل لكل ١٠٠٠ من السكان								
										1952	1951	1950	1948	1946	1944	1942	1940	1938
Arab States	Egypt	18.1	18.1	18.2	18.2	18.2	18.2	19.6	13.9	—	دول عربية	مصر						
	Iraq	—	—	12.3	78.0	42.0	—	—	—	—								
	Cyprus	13.4	20.3	7.3	31.2	27.5	17.4	16.0	16.0	12								
	Turkey	19.7	19	10.8	10.5	13.3	12.9	66.8	25.7	—								
Middle East	Southern Rhodesia	19.8	—	4.8	37.9	65.3	35.1	36.0	30.0	—	الشرق الأوسط	تركيا						
	Tanganyika	10.8	3.6	2.4	16.7	8.2	—	2.5	15.5	—								
Africa	Union of South Africa	18.7	18.0	16.8	16.9	16.3	19.6	17.0	26.0	21	أفريقيا	تنجانيقا						
	China	—	—	—	—	7	17	—	—	—								
Asia	India	12.4	14.1	9.7	4.5	10.2	10.0	4.0	10.9	—	آسيا	الهند						
	Indonesia	15.0	15.0	—	—	—	—	—	39.2	—								
	Japan	3.3	8.6	9.6	—	51.7	26.3	6.8	16.5	14								
	Philippines	23.0	19.6	19.0	19.0	19.0	19.0	1.0	12.0	42								
	Belgium	3.4	10.7	—	3.6	3.1	12.7	2.9	4.4	5								
	France	—	31.6	—	2.6	30.7	12.3	7.0	7.0	7								
Europe	Germany	8.7	10.9	2.0	—	—	31.0	13.1	9.4	7	أوروبا	ألمانيا						
	Greece	12.6	17.9	—	3.1	13.1	29.2	13.2	—	—								
	Italy	7.6	10.3	6.0	3.4	6.8	7.3	6.0	6.2	7								
	Spain	9.4	9.4	9.4	9.4	9.4	9.4	9.4	—	7								
	Sweden	3.3	4.7	6.7	10.6	12.5	11.8	8.8	8.1	7								
	Switzerland	2.8	4.7	6.8	9.4	14.3	13.6	13.0	11.7	15								
The Americas	United Kingdom	4.3	9.7	3.8	4.7	0.7	9.9	4.9	—	—	الامريكتان	الملكة المتحدة						
	Canada	9.7	1.01	12.8	13.8	32.0	23.7	21.9	21.3	30								
	United States	7.8	8.3	10.9	11.6	12.1	17.7	17.1	17.2	17								
	Brazil	26.5	20.5	20.5	20.5	20.5	20.5	20.5	23.4	—								
	Mexico	17.9	18.0	22.2	24.0	24.6	18.9	4.6	29.9	22								
	Australia	9.2	10.2	10.0	10.4	9.9	17.2	3.5	29.0	26								
Oceania	New Zealand	10.7	5.5	6.0	12.9	7.7	22.2	20.7	14.5	28	الأوقيانوسية	نيوزيلندا						

معدل الزيادة أو النقص محسوب بطريقة استخراج الفرق بين كل سنتين متتاليتين وقسمته على رقم السنة الأولى وضرب الناتج في ألف .

Rate of increase or decrease is computed by obtaining the difference between each two successive years and dividing that figure by the figure of the first year and then multiplying the result by 1000.

1. 3

Handwritten text, mostly illegible due to extreme fading. The text appears to be organized into several columns or sections, possibly representing a list or a structured document. Some faint words and symbols are visible, but the overall content cannot be accurately transcribed.

مادة ٢ — يكون شراء الحكومة لفظن جيزه ٤٥ وجيزه ٣١ بنفس أسعار رتب النوفى بالنسبة للصنف الأول ، وبأسعار رتب الأشمونى بالنسبة للصنف الثانى .

مادة ٣ — عندما تستلم الحكومة أقطانا من تيلة ضعيفة Faire Staple من أصناف السكرنك والنوفى وجيزه ٣٠ وجيزه ٤٥ ينخص من الأسعار الموضحة بالمادة الأولى ٥ ٪ وذلك للرتب ابتداء من رتبة جودفير لغاية رتبة اكسترا .

مادة ٤ — يعمل بهذا القرار من تاريخ نشره بالجريدة الرسمية .